

**RAPPORT DE L'ETUDE SUR « L'IMPACT ECONOMIQUE DE LA COVID-19 ET SUR LES
ENTREPRISES DES SECTEURS MODERNE ET INFORMEL AU NIGER » (vague du 1^{er} trimestre)**

Version finale

Décembre 2020

AVANT PROPOS

La pandémie de la COVID-19 qui a débuté en Chine dans la province de Wuhan, en fin décembre 2019, s'est progressivement répandue dans la quasi-totalité des pays du monde. L'Afrique subsaharienne, longtemps épargnée, a déclaré son premier cas de la COVID-19, le 27 février 2020 au Nigéria, et la propagation de ladite pandémie s'est alors rapidement étendue sur l'ensemble des pays d'Afrique. Au Niger, le premier cas a été enregistré le 19 mars 2020.

Afin de ralentir le rythme de propagation de cette maladie, de nombreux pays dans le monde ont adopté des mesures restrictives de confinement partiel ou total de leur population. Au niveau national, des mesures restrictives de lutte contre la propagation de la maladie ont été prises par le Gouvernement, sur instructions du Chef de l'Etat, à partir du 13 mars 2020, c'est-à-dire, bien avant la déclaration du premier cas d'infection à la COVID-19.

Cette situation de restriction à l'échelle mondiale et au Niger en particulier, a notamment conduit à un ralentissement généralisé des activités économiques et financières, avec des perspectives de croissance pour 2020 qui ont été revues à la baisse. En effet, au Niger, les dernières prévisions de croissance situent le niveau de croissance du PIB à 1,0% en 2020, contre une prévision initiale de 6,0% faite en mars 2020. Ce ralentissement de l'activité économique au Niger a été atténué, en partie, grâce au plan de riposte et de relance de l'économie mis en place par le Gouvernement. Ce plan de riposte et de relance de l'économie, s'est traduit dans un programme opérationnel, chiffré à 1 438,4 milliards de F CFA, avec cinq (5) composantes à savoir : (i) la gestion sanitaire de la pandémie, (ii) l'appui à la résilience du système éducatif, (iii) le soutien aux personnes vulnérables ; (iv) la gestion des effets de la pandémie sur l'activité économique et (v) le renforcement de la résilience des producteurs du secteur agro-pastoral.

Dans ce contexte de crise sanitaire difficile, et de par sa mission qui consiste à éclairer les débats socio-économiques et à fournir des éléments d'aide à la prise de décisions au Gouvernement, l'Institut National de la Statistique (INS) du Niger, avec l'appui technique et financier de la Banque Mondiale, a initié une série d'enquêtes téléphoniques à haute fréquence, d'abord mensuelles, auprès des ménages, ensuite, trimestrielles pour la présente étude effectuée au niveau des entreprises des secteurs moderne et informel, pour en évaluer les effets socio-économiques. Cette opération d'enquête téléphonique au niveau des entreprises des secteurs modernes et informel, au niveau national, sera reconduite durant trois (3) autres trimestres, afin de suivre l'évolution des effets de la COVID-19 sur leur chiffre d'affaires, leur niveau d'effectifs salariés et leur niveau d'investissement.

Ce premier (1^{er}) rapport d'études traite de l'impact économique de la COVID-19, pour faire suite aux premiers travaux de réflexion sur les effets de la COVID-19 engagés par le Ministère des Finances en mars 2020 et auquel l'INS avait activement pris part. Aussi, l'INS a aussi effectué, des travaux de simulations d'impact, à l'aide d'un Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC). Ces travaux ont permis de mettre en exergue les principaux canaux de transmission du choc sanitaire sur l'économie nigérienne.

Enfin, la Direction Générale de l'INS voudrait, adresser ses plus vifs remerciements à la Banque Mondiale, à travers le Projet « Données de Qualité pour la Prise de Décisions (DPQD) », pour son soutien financier, qui a permis la réalisation de cette importante étude d'impact économique de la COVID-19 au Niger.

Le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique (INS)

Idrissa ALICHINA KOURGUENI

EQUIPE TECHNIQUE DE COORDINATION DE L'ETUDE

Les personnes dont les prénoms et noms suivent, ont participé à l'élaboration de la méthodologie, des outils de collecte, à l'encadrement du personnel d'exécution de la collecte, à l'exploitation, au traitement des données et à la rédaction du présent rapport de l'étude :

N°	Prénoms et Nom	Fonction	Rôle
1	Idrissa ALICHINA KOURGUENI	Directeur Général (DG)	Coordonnateur National
2	Houa IBRAHIM (Madame OMAR)	Secrétaire Général (SG)	Coordinatrice Nationale Adjointe
3	Ghalio EKADE	Inspecteur des Services Statistiques (ISS)	Membre du Comité de Coordination
4	Souleymane ALZOUUMA	Directeur des Enquêtes et des Recensements (DER)	Membre du Comité de Coordination
5	Halimatou AMADOU GARBA (Madame KAMIL)	Directrice des Statistiques Démographiques et Sociales (DSEDS)	Membre du Comité de Coordination
6	Issoufou SAIDOU	Directeur de la Coordination et du Management de l'Information Statistique (DCMIS)	Membre du Comité de Coordination
7	Raïssa TOUNE (Madame CHEFFOU)	Directrice des Ressources Financières et du Matériel (DRFM)	Membre du Comité de Coordination
8	Mahamadou CHEKARAO	Directeur de la Comptabilité Nationale de la Conjoncture et des Etudes Economiques (DCNCEE),	Membre du Comité de Coordination et Coordonnateur Technique
9	Abdoussalam ZAKARI	Responsable de l'Unité Suivi et Evaluation (R/USE)	Membre de l'Equipe Technique
10	Ibro Chaibou LAOUALI	Chef de la Division des Comptes Nationaux à la DCNCEE	Membre de l'Equipe Technique
11	Issaka AMADOU MAMANE	Chef de la Division des Statistiques et des Etudes Economiques à la DCNCEE	Membre de l'Equipe Technique
12	Ibrahim OUMAROU SADOU	Chef de Service des Etudes Economiques à la DCNCEE	Membre de l'Equipe Technique
12	Alio DANGANA	Chef de la Division de la Cartographie Censitaire à la DER	Membre de l'Equipe Technique
13	Souley NABADE	Chef de Service du Traitement des Données à la Division Informatique (DI)	Membre de l'Equipe Technique

TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS	1
EQUIPE TECHNIQUE DE COORDINATION DE L'ETUDE	2
TABLE DES MATIERES	3
RESUME EXECUTIF.....	5
PRINCIPAUX SIGLES ET ABREVIATIONS	12
LISTE DES TABLEAUX	13
LISTE DES GRAPHIQUES.....	15
LISTE DES ANNEXES	16
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS DE L'ETUDE	17
II. OBJECTIFS DE L'ETUDE	19
III. ELEMENTS DE REVUE DE LA LITTERATURE.....	19
III.1. Définition de quelques concepts clés de l'étude	19
III.2. Revue théorique de littérature sur les canaux de transmission des épidémies/pandémie sur l'économie.....	22
III.3. Quelques cas récents de résultats d'études portant sur l'impact et des canaux de transmission de la crise sanitaire de la COVID-19 sur l'économie de certains pays.....	23
III. 3.1. Cas de la Chine	23
III. 3.2. Cas de la France	23
III. 3.3. Cas du Maroc	24
III. 3.4. Cas des pays d'Afrique subsaharienne	24
III.4. Quelques cas récents de résultats d'enquêtes traitant de l'impact de la COVID-19 auprès des entreprises	26
III. 4.1. Cas de l'Afrique du Sud (avril 2020)	26
III. 4.2. Cas du Maroc (avril 2020)	27
III. 4.3. Cas du Cameroun (mai 2020).....	27
III. 4.4. Cas de la Côte d'Ivoire (mai 2020)	29
III. 4.5. Cas de la Tunisie (mai 2020)	29
III. 4.6. Cas du Sénégal (juin 2020)	30
III. 4.7. Cas de la Chambre Consulaire de l'UEMOA (juin 2020).....	31
IV. METHODOLOGIE DE L'ETUDE.....	32
IV.1. METHODOLOGIE D'IDENTIFICATION DES CANAUX DE TRANSMISSION DE L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR L'ECONOMIE NIGERIENNE.....	32
VI.2. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE AUPRES DES ENTREPRISES.....	33
IV. 2.1. Bases de sondage de l'enquête auprès des entreprises	34
IV. 2.2. Méthodologie d'échantillonnage des entreprises à enquêter	34
IV.2.3. Dispositif de réalisation de l'enquête	35

VI.2.4. <i>Elaboration du questionnaire</i>	36
VI.2.5. <i>Recrutement et formation des agents de collecte</i>	36
IV.2.6. <i>Pré-test et finalisation du questionnaire</i>	36
IV.2.7. <i>Collecte, traitement et analyse des données</i>	36
IV.2.8. <i>Bilan de la collecte des données par téléphone auprès des entreprises</i>	37
IV.2.9. <i>Limites de l'enquête téléphonique auprès des entreprises</i>	38
V. PRINCIPAUX RESULTATS DES TRAVAUX DE SIMULATION DE L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR L'ECONOMIE NIGERIEENNE ET DE LA COLLECTE AUPRES DES ENTREPRISES DES SECTEURS MODERNE ET INFORMEL.....	39
V.1. PRINCIPAUX RESULTATS DES TRAVAUX DE SIMULATION DE L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR L'ECONOMIE NIGERIEENNE ET IDENTIFICATION DES CANAUX DE TRANSMISSION	39
V. 1.1. <i>Effets macro-économiques de la COVID-19</i>	39
IV. 1.1.1. <i>Effets de la COVID-19 sur le taux de croissance économique</i>	39
V. 1.1.2. <i>Effets de la COVID-19 sur le commerce extérieur</i>	40
VI. 1.1.3. <i>Effets de la COVID-19 sur les prix à la consommation et les revenus et le bien-être des ménages</i>	40
V. 1.2. <i>Effets de la COVID-19 sur la rémunération des facteurs</i>	41
V. 1.3. <i>Identification des principaux canaux de transmission de l'impact de la COVID-19 sur l'économie nigérienne</i>	41
V.2. PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE TELEPHONIQUE RELATIVE A L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR LES ENTREPRISES DES SECTEURS MODERNE ET INFORMEL.....	42
V. 2.1. <i>Profil des entreprises enquêtées</i>	42
V. 2.2. <i>Impact de la COVID-19 sur la performance des entreprises</i>	47
V. 2.2.1. <i>Impact de la COVID-19 sur le chiffre d'affaires des entreprises</i>	47
V. 2.2.1. <i>Impact de la COVID-19 sur le niveau d'emploi des entreprises</i>	56
V. 2.2.1. <i>Impact de la COVID-19 sur l'investissement des entreprises</i>	65
V.2.3. <i>Perception et avis des entreprises/UPI sur les mesures de soutien du Gouvernement pour faire face à l'impact de la COVID-19 et les perspectives</i>	79
VI. CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS ET DIFFICULTES RENCONTREES	88
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	90
ANNEXES.....	91

RESUME EXECUTIF

La maladie à coronavirus (COVID-19) qui a été déclarée dans la ville de Wuhan en Chine à fin décembre 2019 s'est vite propagée dans plusieurs pays du monde. Cette dernière a eu et continuera d'avoir des répercussions sanitaires, économiques et financières sans précédent à l'échelle mondiale.

Au titre des mesures d'urgence contraignantes majeures qui ont été prises par le Gouvernement en mi-mars 2020, figuraient : (i) l'instauration du couvre-feu nocturne à Niamey de 19 heures à 06 heures du matin, (ii) l'isolement sanitaire de Niamey, (iii) la réduction des horaires de travail, (iv) la fermeture des frontières terrestres et aériennes, (v) la fermeture des lieux de culte, de loisir, des salles de spectacles et assimilés, (vi) la suspension des séminaires et des ateliers et (vii) l'interdiction des rassemblements de personnes. Dans ce contexte sanitaire difficile, les dernières prévisions du Comité de Cadrage Macro-économique et budgétaire ont tablé sur croissance économique de 1,0% en 2020 au Niger contre 5,9% en 2019 (INS, comptes rapides 2019 de juin 2020).

Afin de contribuer à la réflexion sur les impacts socio-économiques de la COVID-19 au Niger, d'apprécier l'impact des mesures d'urgence prises par le Gouvernement et de fournir des éléments d'aide à la prise de décisions aux autorités pour soutenir les entreprises, les ménages et relancer l'économie nationale, l'INS a entrepris, avec l'appui technique et financier de la Banque Mondiale, de mener une enquête téléphonique quantitative et qualitative auprès des entreprises nigériennes des secteurs moderne et informel en se focalisant sur la situation de leur chiffre d'affaires, de leur niveau d'effectifs salariés et du niveau d'investissement. Le champ de l'enquête est national, avec un échantillon représentatif selon le milieu de résidence (urbain et rural) et concerne les entreprises des secteurs moderne et informel qui sont les deux domaines d'études retenus. L'échantillon de l'enquête auprès des entreprises du secteur moderne a été tiré à partir du répertoire des entreprises du secteur moderne le plus récent élaboré par l'INS à savoir celui de l'année 2019. Cette base a été utilisée du fait qu'elle contient les données téléphoniques des principales entreprises du Niger et d'autres informations pertinentes (branche d'activités, chiffres d'affaires, etc.). Quant aux entreprises du secteur informel, à l'instar de l'approche méthodologique utilisée par des pays ayant réalisé des enquêtes similaires, la liste des Unités de Production Informelles (UPI) contenues au niveau de la base de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI), laquelle contient aussi des informations sur les numéros de téléphone des chefs d'unités de production informelles ainsi que leur nom, prénom et leur localisation, a été retenue comme base de sondage. En effet, il s'agit de l'enquête la plus récente sur le secteur informel réalisée par l'INS-NIGER en 2017, et harmonisée au niveau des pays membres de l'UEMOA. La collecte de données de l'enquête d'impact de la COVID-19 sur les secteurs moderne et informel a été effectuée par interviews téléphoniques. Pour assurer la significativité au niveau national, elle a porté sur un échantillon de 1 200 entreprises dont 400 entreprises du secteur moderne et 800 unités de productions informelles (UPI). La répartition des entreprises par branche d'activités, tant au niveau du secteur moderne qu'informel, a été faite suivant une allocation proportionnelle à leur poids dans la valeur ajoutée totale du secteur moderne marchande. Cependant, compte tenu de la situation dans certaines branches où opèrent des grandes entreprises avec des effectifs limités (cas de la production d'électricité, d'eau, et des télécommunications), des redressements ont été effectués dans la méthode d'allocation proportionnelle.

En outre, des travaux de simulations d'impact effectués à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable (MEGC), ont permis de mettre en exergue les principaux canaux de transmission du choc sanitaire sur l'économie nigérienne. Ainsi, une étape intermédiaire a été franchie avant d'effectuer les travaux de simulation d'impact sur MEGC. Il s'agit de la construction d'une Micro Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) désagrégée sur la base de comptes nationaux établis par l'INS selon les comptes rapides établis en 2019. Les secteurs susceptibles d'être les plus affectés par la crise sanitaire de la COVID-19, à la lumière de la revue de la littérature ont été désagrégés. Il s'agit du secteur secondaire, de celui des services, en particulier, le transport et l'hôtellerie, de la demande au niveau des investissements, de la consommation des ménages, des administrations publiques, des exportations de pétrole raffiné et de matières premières (or et uranium) et des importations de produits alimentaires et les prix.

Les résultats de l'enquête auprès des entreprises ont montré que concernant :

❖ **le chiffre d'affaires :**

- avant la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19, 72,9% des entreprises jugeaient la situation de leurs chiffres d'affaires stable, 15,7% l'estiment en hausse et 11,4% trouvent le niveau de leurs chiffres d'affaire en baisse ;
- avec la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19, jusqu'à 81,8% des entreprises interrogées trouvent le niveau de leur chiffre d'affaire en baisse, contre 17,3% qui le jugent stables et seulement 0,9% qui évoquent une hausse. Au niveau du secteur moderne, la proportion d'entreprises ayant connu une baisse du chiffre d'affaire est de 85,9%, contre seulement 10,1% des entreprises qui estiment ce niveau stable. Ces proportions sont respectivement de 81,8% et 17,3% pour le secteur informel ;
- le niveau de l'impact de la baisse du chiffre d'affaires des entreprises depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 est estimé à des degrés variés suivant les entreprises. Ainsi, 39,7% des entreprises situent le degré de cet impact entre 25 à 50% du chiffre d'affaires, contre 25,1% qui l'estiment entre 0 et 25% et 23,8% des entreprises trouvent cet impact entre 50 et 75% de leurs chiffres d'affaire. Enfin, 11,4% des entreprises trouvent l'impact supérieur à 75% de leurs chiffres d'affaire. Cette situation décrite précédemment est à peu près similaire au niveau des deux secteurs d'activité à savoir le moderne et l'informel. En effet, la baisse de 25 à 50% du chiffre est constatée chez 38,8% des entreprises du moderne et 39,9% des entreprises du secteur informel ;
- selon la classification économique, les groupes d'entreprises les plus touchés sont les activités commerciales et les services. Les moins touchées sont les activités industrielles, artisanales et agricoles. Si l'on considère, la taille des entreprises, il en ressort que les entreprises les plus touchées par la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 sont les entreprises individuelles, les petites et moyennes entreprises, les très petites entreprises et les entreprises familiales. Seules, les grandes entreprises semblent bien résister durant cette période de crise sanitaire de la COVID-19 ;

- parmi les mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la COVID-19, celles ayant le plus impacté le chiffre d'affaire des entreprises selon les entreprises qui ont répondu sont : la fermeture des frontières terrestres (75,9%), l'isolement de la ville de Niamey (64,4%), l'instauration du couvre-feu (60,1%) et la mise en place des mesures de distanciation physique (52,5%) ;
- les principales difficultés ayant entraîné une baisse du chiffre d'affaire des entreprises étaient : la baisse de la clientèle (83,2%) ; celles des ventes (62,1%), les difficultés d'approvisionnements (38,7%) ;
- enfin, les stratégies d'adaptations afin de minimiser l'impact de la baisse du chiffre d'affaires adoptées par certaines entreprises étaient principalement : le renforcement des gestes barrières d'hygiène (66,1%), le changement des heures d'ouverture (39,6%) et la réduction de la production (29,1%).

❖ l'emploi :

- avant la mise en place des mesures barrières liées à la COVID-19, 89% des entreprises/UPI estimaient leur effectif de salarié stable, tandis que 6,0% ont estimé que leur effectif était déjà en baisse et 5,0% en hausse. Parmi les entreprises/UPI estimant leurs effectifs de salariés stables avant les mesures barrières, 69% sont du secteur informel ;
- avec la mise en place de mesures barrières liées à la COVID-19, 62% des entreprises estimaient leur effectif de salarié stable, tandis que 37% ont estimé que leur effectif était déjà en baisse et moins d'1% en hausse. Cette baisse des effectifs salariés est plus perceptible au niveau des entreprises individuelles (56,1%).
- les mesures de lutte contre la COVID-19 citées par les entreprises qui ont eu le plus d'incidence sur l'emploi salarié des entreprises sont la fermeture des frontières terrestres (62,4%) suivie de l'isolement de la ville de Niamey (54,1%), de la mesure de distanciation physique (50,8%) et de l'instauration du couvre-feu (49,2%) ;
- de façon générale, les mesures étatiques visant à freiner la propagation du COVID-19 ont eu pour impact, entre autres, la baisse des emplois salariés trimestriels des entreprises/UPI. Plus des deux-tiers (2/3) des entreprises ont enregistré une baisse de salariés comprise entre 0 et 25%. Environ 13% ont déclaré une baisse de salariés de plus de 75%. Par domaine d'activités, les entreprises du secteur informel ont déclaré une baisse de leur personnel salarié de plus forte ampleur (75% et plus) pour 13,7% d'entre elles, contre seulement 9,2% pour celles du moderne ;
- pour faire face aux effets négatifs de la pandémie de COVID-19 sur l'emploi, les entreprises ont eu recours à plusieurs stratégies de mitigation. Ainsi, la moitié (50%) des entreprises en majorité celles du secteur informel (72,4%) a diminué la durée du travail ; 27,8% ont opté pour le travail à temps partiel (dont 71,4% composées d'entreprises informelles), tandis que 26,2% (dont 70,8% d'entreprises informelles) ont suspendu, de manière temporaire, leurs activités. Les stratégies, les moins utilisées, concernent le recrutement de

personnel temporaire (2,3%), le licenciement (5,4%) et la mise en place de système de relève ;

- face la pandémie de COVID-19, 77,5% des employeurs ont pris des mesures préventives pour protéger leur personnel salarié. Les principales mesures adoptées ont porté sur la distribution gratuite de masques/gels hydro alcooliques ou de savon, et la mise en place de distance de protection vis-à-vis des collègues et des clients. Ces deux (2) mesures ont été appliquées par, respectivement, 83,2% et 69,7% des entreprises ;
- plus de 22% des entreprises n'ont pris aucune mesure pour protéger leurs salariés contre la COVID- 19. Les deux (2) principales contraintes soulevées par ces entreprises sont relatives au manque d'équipements nécessaires à l'adoption de mesures de protection (23%) et à des difficultés financières (21%). Certaines entreprises (19%), en raison de l'organisation de leurs activités, n'ont pas jugé nécessaire la mise en place de dispositif de protection et environ 15% ont déclaré ne pas croire en l'existence de la maladie à COVID-19. Ceci montre la nécessité de renforcer, davantage, les actions de sensibilisation des employeurs sur cette pandémie de COVID-19.

❖ **le niveau d'investissement des entreprises :**

- à la veille de la crise sanitaire de la COVID-19, le niveau des investissements était en majorité stable selon 53,1% des entreprises interrogées. Un peu plus du quart (20,1%) des entreprises ont déclaré avoir un niveau d'investissement « pas satisfaisant ». Cette situation est quasi identique si l'on considère les deux (2) types de domaines d'activités des entreprises à savoir le moderne et l'informel où le niveau d'investissement est majoritairement stable (respectivement 50,5% et 53,7%). Aussi, il y'a de constater qu'avant la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19, la situation des investissements au niveau des entreprises du secteur moderne était plus satisfaisante que celles de l'informel ;
- avec la mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19, le niveau des investissements réalisé par les entreprises a été affecté. En effet, 79,7% des entreprises ont connu une baisse de leurs investissements. De façon succincte, par domaine d'activités, il en ressort que les entreprises du secteur informel, enregistrent la plus forte baisse en termes d'investissements (80,8%). Pour ce qui concerne les entreprises du secteur modernes, seules 19,2% des entreprises ont déclaré une baisse d'investissement. Toutefois, très peu d'entreprises, ont affirmé avoir enregistré une hausse de leurs investissements. Au niveau des secteurs d'activité économique, la majorité des entreprises spécialisées (56,6%) dans le commerce, ont déclaré une baisse de leurs investissements. Elles sont suivies en deuxième position, par celles des services (27,2%). La baisse des investissements est moins perceptible au niveau des entreprises du secteur « artisanat » et « industrie » qui ne sont respectivement que 4,3% et 6,5% à déclarer cette situation. En se référant à la taille des organisations, les

entreprises individuelles ont été les plus affectées par la baisse des investissements conséquemment à la crise sanitaire de la COVID-19 (62,2%) ;

- toutefois, les mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 n'ont pas eu d'effets majeurs sur le financement des investissements des entreprises en particulier au niveau de celles du secteur informel (82,6%). En effet, la majorité des entreprises interrogées (74,9%), n'ont pas connu de difficultés d'accès aux crédits octroyés par les banques et les établissements de crédit. Au titre des entreprises ayant connu des difficultés de financement de leurs investissements, figurent essentiellement les entreprises individuelles (58,0%) ;
- globalement, au niveau des entreprises enquêtées, la pandémie de la COVID-19 a eu des effets négatifs (78,5%) sur leurs investissements. Celles du secteur de l'informel sont plus concernées (82,4%) et de façon plus perceptibles au niveau des entreprises individuelles (61,4%) et des PME (12,0%) ;
- selon les déclarations fournies par les entreprises enquêtées, pour tous les deux (2) domaines d'activités confondus, les principales mesures de lutte de la propagation de la COVID-19, qui ont eu des impacts négatifs sur le niveau de leurs investissements sont : la fermeture des frontières terrestres selon 73,6% des entreprises enquêtées ; l'isolement de la ville de Niamey selon 63,9% des entreprises enquêtées ; l'instauration du couvre-feu selon 57,3% des entreprises enquêtées ; et la mise en place de mesure de distanciation physique (52,2%). En outre les réponses fournies par les enquêtées ont permis de mettre en exergue que moins de 10% des entreprises n'ont relevé aucun impact lié à mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 ;
- quant à l'ampleur de la baisse des investissements des entreprises, elle varie selon le domaine d'activités des entreprises interrogées. Ainsi, plus des 4/5, soit 87,9% des entreprises du secteur informel interrogées, déclarent un recul de leurs investissements chiffrés entre 0 et 25% contre moins de 1/5 soit 12,1%, pour celles du secteur moderne. En se référant à la classification économique de l'activité des entreprises, ce sont celles du secteur commerce et des services qui ont déclaré avoir subi les baisses de plus grande ampleur, à savoir, entre 75% et plus ;
- pour faire face, spécifiquement à l'impact de la baisse de leurs investissements, consécutive à la mise en œuvre de mesure de lutte contre la COVID-19, deux (2) principales stratégies suivantes ont été utilisées par les entreprises : l'achat de matériel et d'outils innovants (42,1% des enquêtées) et le recours à la relocalisation (32,8 % des enquêtées).

❖ **enfin sur la perception et les avis des entreprises/UPI sur les mesures de soutien du Gouvernement pour faire face à l'impact de la COVID-19 et les perspectives**

- les opinions recueillies auprès des entreprises interrogées, suggèrent que les mesures de soutiens fiscales prises par le Gouvernement sont en majorité mal appréciées. En effet, plus de 60% des entreprises interrogées ne pensent pas

que ces mesures de soutiens fiscaux pourront les aider à surmonter la crise sanitaire de la COVID-19. Cet avis est en majorité partagé par les entreprises du secteur informel (84,6%). En considérant la classification économique des entreprises selon la taille, il peut être notifié que les entreprises individuelles sont celles qui adhèrent le moins à ces mesures de soutien (61,4%) ;

- ainsi, la plupart des entreprises interrogées (92,5%), soit plus de 9/10, en particulier celles de l'informel (82,8% des effectifs des entreprises) n'a pas sollicité l'aide du Gouvernement, afin de surmonter les effets négatifs résultant de la crise sanitaire de la COVID-19. Parmi les raisons avancées par les entreprises n'ayant pas sollicité l'aide du Gouvernement, figurent : le manque d'informations et de conseils adéquats (67,4%) ; le manque d'espoir des entreprises sur la possibilité d'en bénéficier car étant jugé compliquée (60,0%) ; et la non nécessité car ayant assez de ressources pour y faire face (13,4%). Les entreprises n'ayant pas sollicité l'aide du Gouvernement sont localisées essentiellement au niveau du secteur « commerce » (58,6%). Au titre des formes d'aides aux entreprises qui ont été sollicitées auprès du Gouvernement, figurent de façon prédominante : le report de charges sociales (42,9%) : la mise en place d'un fonds de solidarité aux entreprises du secteur informel et la remise d'impôts directs avec 38,1% de réalisation chacune et le rééchelonnement des crédits bancaires (26,2%).
- enfin, pour ce qui est des perspectives de sortie de crise et de retour à la normale, les entreprises du secteur modernes sont moins nombreuses à être pessimistes (42,5%) que celles de l'informel (57,5%) et envisagent un retour à la normale de leurs activités à l'horizon d'un (1) an au plus.

Le scénario développé dans la simulation de l'impact du choc sanitaire sur l'économie nigérienne sur le MEGC est bâti sur une série d'hypothèses tirée d'une récente étude menée par la Banque Mondiale (août 2020) sur les pays d'Afrique subsaharienne. Ce scénario suppose une baisse de la demande de pétrole de 20% en lien avec la contraction de la demande extérieure, combinée à une hausse du prix unitaire des exportations de 10,9% et de celui des importations de 9,7% et enfin une baisse de la productivité du travail de 5,7% consécutive aux mesures restrictives imposées par les Etats à leur population active.

- ❖ le scénario simulé sur le MEGC donne une idée des ordres de grandeur auxquels on pourrait s'attendre, par rapport aux principales chaînes de transmission. Les résultats pour le Niger soulignent que le principal canal de transmission est la baisse de revenu des ménages au niveau national (-1,1%) induite par une baisse moyenne de la rémunération du facteur travail notamment au niveau du personnel non qualifié (-1,8%) sur la période de simulation 2020-2024. En effet, les résultats issus des simulations sur le MEGC confirment que les mesures de confinement prises pour ralentir la propagation de la COVID-19, sembleraient plus affecter les travailleurs non qualifiés qui sont pour l'essentiel issus du secteur non enregistré ou informel ;
- ❖ toutefois, l'impact du choc sanitaire de la COVID-19 serait modéré sur le commerce extérieur du Niger (avec une baisse des exportations de 0,6%) en lieu avec la faible corrélation entre le prix négocié de l'uranium du Niger avec ORANO (anciennement dénommé AREVA) et les cours internationaux car ce dernier qui est le principal

produit exporté. Il en serait de même sur la croissance économique du Niger avec une baisse moyenne de 0,66% sur l'horizon 2020-2024.

Au regard de l'importance des impacts de la COVID-19 sur l'activité des entreprises du secteur informel et formel et des attentes exprimées par les chefs d'entreprises, les recommandations suivantes ont été formulées à l'endroit du Gouvernement et des partenaires au développement. Elles se résument comme suit :

1. Rendre opérationnelles les mesures de soutien aux entreprises dans un délai court en accordant un moratoire pour le paiement de certains impôts;
2. Accélérer la mise en place d'un fonds de soutien conséquent pour les entreprises du secteur informel, qui sont les plus affectées ;
3. Réduire les charges sociales des entreprises pour leur permettre de faire face aux coûts induits par la crise ;
4. Rééchelonner les crédits bancaires accordés par les banques aux entreprises en leur assurant la garantie de l'Etat ;
5. Poursuivre l'apurement de la dette intérieure de l'Etat, et;
6. Enfin, intensifier les campagnes de sensibilisation sur la COVID-19 auprès des chefs d'entreprises du secteur informel en priorité.

Les principales difficultés lors de cette première (1^{ère}) vague d'enquête auprès des entreprises des secteurs moderne et informel ont trait à :

1. le manque de coopération de certaines entreprises par rapport à l'entretien téléphonique qui est à la base du nombre important de refus et ;
2. l'indisponibilité de certaines entreprises du secteur informel répertoriées dans la base de l'Enquête Régionale Intégrée sur le Secteur Informel (ERI-ESI) réalisée en 2017.

PRINCIPAUX SIGLES ET ABREVIATIONS

ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie du Sénégal
CATI	Saisie des Données des Entrevues Téléphoniques Assistées par Ordinateur
CIST	Conférence Internationale des Statisticiens du Travail
CMC	Centre Marocain de Conjoncture
COVID-19	Maladie à Coronavirus détectée en 2019 à Wuhan en Chine
DCMIS	Direction de la Coordination et du Management de l'Information Statistique/INS
DCNCEE	Direction de la Comptabilité Nationale, de la Conjoncture et des Etudes Economiques/INS
DER	Direction des Enquêtes et des Recensements/INS
DI	Division Informatique/INS
DG	Direction Générale/INS
DGI	Direction Générale des Impôts
DGSE	Modèle d'Equilibre Général Dynamique Stochastique
DQPD	Projet Données de Qualité pour la Prise de Décisions de la Banque Mondiale
DRFM	Direction des ressources Financières et Matérielles/INS
DSEDS	Direction des Statistiques Démographiques et Sociales/INS
EI	Entreprise Individuelle
ERI-ESI	Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel
GE	Grande Entreprise
IDE	Investissement Direct Etranger
INS	Institut National de la Statistique du Niger
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques de France
ISS	Inspection des Services Statistiques/INS
IPE	Indice de Préparation aux Epidémies
MCS	Matrice de Comptabilité Sociale
MEGC	Modèle d'Equilibre Général Calculable
MSP	Ministère de la Santé Publique
NIF	Numéro d'Identification Fiscale
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
SA	Société Anonyme
SARL	Société Anonyme à Responsabilité Limitée
SG	Secrétariat Général/INS
TPE	Très Petite Entreprise
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UPI	Unité de Production Informelle
USE	Unité Suivi et Evaluation

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition des entreprises enquêtées du secteur moderne	34
Tableau 2 : Répartition des entreprises enquêtées du secteur informel.....	35
Tableau 3 : Bilan de collecte des données de l'enquête auprès des entreprises (1ère vague)	37
Tableau 4 : Impact du choc sanitaire de la COVID-19 sur le commerce extérieur du Niger	40
Tableau 5 : Impact du choc sanitaire de la COVID-19 sur les prix à la consommation, les revenus et le bien-être des ménages.....	40
Tableau 6 : Impact du choc sanitaire de la COVID-19 sur la rémunération du travail.....	41
Tableau 7 : Répartition des entreprises par domaine d'activité et par région	43
Tableau 8 : Répartition des entreprises par domaine d'activités et selon la classification économique	43
Tableau 9 : Répartition des entreprises par domaine d'activités et selon la taille de l'entreprise	44
Tableau 10 : Répartition des entreprises par domaine d'activités et selon la branche d'activité économique principale.....	46
Tableau 11 : Chiffre d'affaires moyen trimestriel (hors taxe) des entreprises avant la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 en FCFA	47
Tableau 12 : Chiffres d'affaires (ca) moyens (trimestriel (hors taxe) en FCFA des entreprises par tranche avant la mise en œuvre de mesures de lutte contre la COVID-19.....	48
Tableau 13 : Situation du chiffre d'affaire des entreprises par domaines d'activités avant la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19.....	49
Tableau 14 : Situation du chiffre d'affaire des entreprises par domaines d'activités avec la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19.....	50
Tableau 15 : Proportion de l'impact de la baisse du chiffre d'affaires des entreprises/UPI par domaine d'activités depuis de début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19.....	51
Tableau 16 : Proportion de l'impact de la baisse du chiffre d'affaires des entreprises/UPI par branche d'activités économiques depuis de début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19.....	51
Tableau 17 : Proportion de l'impact de la baisse du chiffre d'affaires des entreprises/UPI selon l'activité économique depuis de début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19	53
Tableau 18 : Proportion de l'impact de la baisse du chiffre d'affaires des entreprises/UPI selon l'activité la taille depuis de début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19.....	53
Tableau 19 : Principales difficultés spécifiques des entreprises/UPI qui ont entraîné une baisse du chiffre d'affaires	55
Tableau 20 : Stratégies d'adaptations afin de minimiser l'impact du chiffre d'affaire des entreprises/UPI	56
Tableau 21 : Répartition des effectifs salariés trimestriels permanents en 2019 des entreprises/UPI par domaine d'activités avant la mise en place des mesures de lutte contre la COVID-19.....	56
Tableau 22 : Situation des effectifs trimestriels des salariés permanents en 2019 par domaine d'activités avant la mise en place des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19.....	58
Tableau 23 : Situation des effectifs trimestriels des salariés permanents en 2020 par domaine d'activités avec la mise en place des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19	58
Tableau 24 : Situation des effectifs trimestriels des salariés permanents en 2020 selon la taille avec la mise en place des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19.....	59

Tableau 25: Proportion de l'impact de la baisse de l'emploi salarié trimestriel des entreprises/UPI par domaine d'activités depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19.....	61
Tableau 26 : Répartition des salariés de l'entreprise/UPI qui ont adopté pour la baisse de temps de travail pour faire face à l'impact négatif/positif de la COVID-19 au cours de la période de mise en œuvre des mesures de lutte	62
Tableau 27 : Répartition des salariés de l'entreprise/UPI qui ont adopté le travail temps partiel pour faire face à l'impact négatif/positif de la COVID-19 au cours de la période de mise en œuvre des mesures de lutte.....	62
Tableau 28 : Répartition des salariés de l'entreprise/UPI qui ont adopté l'arrêt temporaire des activités pour faire face à l'impact négatif/positif de la COVID-19 au cours de la période de mise en œuvre des mesures de lutte	63
Tableau 29 : Mesures de préventions contre la COVID-19 mises en place par les entreprises/UPI pour protéger leurs employés	64
Tableau 30 : Raisons de la non prise de mesures de préventions contre la COVID-19 par les entreprises/UPI pour protéger leurs employés	65
Tableau 31 : Situation des investissements des entreprises/UPI par domaine d'activités avant la mise en place des mesures de lutte contre la COVID-19.....	66
Tableau 32 : Situation des investissements des entreprises/UPI par domaine d'activités avec la mise en place des mesures de lutte contre la COVID-19.....	67
Tableau 33 : Situation des investissements des entreprises/UPI selon l'activité économique avec la mise en place des mesures de lutte contre la COVID-19	67
Tableau 34 : Situation des investissements des entreprises/UPI selon la taille avec la mise en place des mesures de lutte contre la COVID-19	68
Tableau 35 : Existence de difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement des investissements des entreprises/UPI.....	69
Tableau 36 : Existence de difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement des investissements des entreprises/UPI par domaine d'activités.....	69
Tableau 37 : Existence de difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement des investissements des entreprises/UPI selon l'activité	70
Tableau 38: Existence de difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement des investissements des entreprises/UPI selon la taille	70
Tableau 39 : Existence de difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement des investissements des entreprises/UPI selon la branche d'activités économiques	71
Tableau 40 : Nature de l'impact global de la COVID-19 sur les investissements de l'entreprise/UPI par domaine d'activités	73
Tableau 41 : Nature de l'impact global de la COVID-19 sur les investissements de l'entreprise/UPI selon la classification économique de l'activité	73
Tableau 42 : Nature de l'impact global de la COVID-19 sur les investissements de l'entreprise/UPI selon la taille.....	74
Tableau 43: Proportion de la baisse des investissements des entreprises/UPI par domaine d'activités depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19.....	76
Tableau 44 : Proportion de la baisse des investissements des entreprises/UPI selon la classification économique de l'activité depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19.....	76
Tableau 45: Proportion de la baisse des investissements des entreprises/UPI selon la taille depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19	77
Tableau 46 : Proportion de l'augmentation des investissements des entreprises/UPI depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19.....	78
Tableau 47 : Proportion de l'augmentation des investissements des entreprises/UPI par classification d'activités économiques depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19.....	78

Tableau 48: Avis des entreprises sur les mesures de soutiens fiscaux prises par le Gouvernement à l'endroit des entreprises par domaine d'activités	80
Tableau 49 : Avis des entreprises sur les mesures de soutiens fiscaux prises par le Gouvernement à l'endroit des entreprises selon la classification économique de l'activité.....	80
Tableau 50 : Avis des entreprises sur les mesures de soutiens fiscaux prises par le Gouvernement à l'endroit des entreprises selon la taille	81
Tableau 51 : Mesures économiques spécifiques à mettre en œuvre par les autorités nigériennes afin de minimiser les conséquences économiques de la pandémie de la COVID-19 sur les entreprises/UPI	82
Tableau 52 : Entreprises/UPI selon la classification économique de l'activité n'ayant pas sollicité l'aide du Gouvernement afin de surmonter les effets négatifs résultant de la crise de la COVID-19.....	84
Tableau 53 : Sollicitation de l'aide par les entreprises/UPI selon le domaine d'activités auprès du Gouvernement afin de surmonter les impacts négatifs résultant de la crise sanitaire de la COVID-19.....	84
Tableau 54 : Les formes d'aides sollicitées par les entreprises/UPI pour faire face à l'impact néfaste de la COVID-19 sur leurs activités	85
Tableau 55 : Les raisons pour lesquelles les entreprises/UPI n'ont pas sollicité d'aides pour surmonter l'impact négatif de la COVID-19 sur leurs activités	86
Tableau 56 : Selon vous, dans combien de temps, la situation des entreprises/UPI selon le domaine d'activités pourrait revenir à son niveau d'avant la crise sanitaire de la COVID-19 (chiffre d'affaires, emploi salarié et investissement en particulier), si elles bénéficient des aides promises et des mesures économiques du Gouvernement pour surmonter la crise sanitaire	87

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Impact du choc sanitaire de la COVID-19 sur le PIB.....	39
Graphique 2 : Répartition des entreprises par domaine d'activités.....	42
Graphique 3: Répartition des entreprises enquêtées selon leur taille	44
Graphique 4: Répartition des entreprises selon la branche d'activités.....	45
Graphique 5 : Situation du chiffre d'affaires des entreprises avant la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 en %.....	48
Graphique 6 : Situation du chiffre d'affaires des entreprises avec la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 en %.....	49
Graphique 7 : Proportion de l'impact de la baisse du chiffre d'affaires des entreprises/UPI depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 en %	50
Graphique 8 : Impact des mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre le Gouvernement sur le chiffre d'affaire des entreprises/UPI en %.....	54
Graphique 9 : Répartition des effectifs salariés trimestriels permanents en 2019 des entreprises/UPI par tranche en %.....	56
Graphique 10 : Situation des effectifs trimestriels des salariés permanents en 2019 avant la mise en place des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19	57
Graphique 11: Situation des effectifs trimestriels des salariés permanents en 2020 avec la mise en place des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19	58
Graphique 12 : Impact des mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre le Gouvernement sur les effectifs salariés des entreprises/UPI.....	60
Graphique 13: Proportion de l'ampleur de la baisse des emplois salariés trimestriels des entreprises/UPI	60
Graphique 14 : Mesures prises par les entreprises/UPI pour faire face à l'impact positif/négatif de la COVID-19 sur l'emploi	61

Graphique 15 : Existence de mesures de préventions contre la COVID-19 pour protéger les salariés de l'entreprise/UPI	63
Graphique 16 : Situation des investissements des entreprises/UPI avant la mise en place des mesures de lutte contre la COVID-19	66
Graphique 17: Situation des investissements des entreprises/UPI avec la mise en place des mesures de lutte contre la COVID-19 en %.....	67
Graphique 18 : Nature de l'impact global de la COVID-19 sur les investissements de l'entreprise/UPI en %	73
Graphique 19: Impact des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 sur le niveau de vos investissements en %	75
Graphique 20 : Proportion de la baisse des investissements des entreprises/UPI depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 en %.	76
Graphique 21 : Mesures prises pour y faire face à l'impact négatif de la COVID-19 sur l'investissement dans votre entreprise/UPI ?	79
Graphique 22: Avis des entreprises sur les mesures de soutiens fiscales prises par le Gouvernement à l'endroit des entreprises/UPI.....	80
Graphique 23 : Sollicitation de l'aide par les entreprises/UPI auprès du Gouvernement afin de surmonter les impacts négatifs résultant de la crise sanitaire de la COVID-19.....	84
Graphique 24 : Selon vous, dans combien de temps, la situation des entreprises/UPI pourrait revenir à son niveau d'avant la crise sanitaire de la COVID-19 (chiffre d'affaires, emploi salarié et investissement en particulier), si elles bénéficient des aides promises et des mesures économiques du Gouvernement pour surmonter la crise sanitaire en %	87

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Situation des mesures barrières prises par les Etats membres de l'UEMOA.....	92
Annexe 2: Questionnaire de l'enquête téléphonique sur l'impact de la COVID-19 auprès des entreprises.....	93
Annexe 3 : Macro MCS primaire ajustée du Niger de 2019 (en millions de F CFA)	109

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS DE L'ETUDE

La maladie à coronavirus (COVID-19) qui a été déclarée dans la ville de Wuhan en Chine à fin décembre 2019 s'est vite propagée dans plusieurs pays du monde. Cette dernière a eu et continuera d'avoir des répercussions sanitaires, économiques et financières sans précédent à l'échelle mondiale. En effet, la COVID-19 a été déclarée comme une pandémie mondiale, le 11 mars 2020 par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et à ce jour, tous les pays africains ont été affectés. Ainsi, le Fonds International Mondial (FMI), dans ses perspectives sur l'économie mondiale parues en octobre 2020, table sur une « récession mondiale historique, avec une contraction de 4,4% du Produit Intérieur Brut (PIB) de la planète » contre une expansion de 2,8% en 2019. En Afrique subsaharienne, une contraction de 3,0 % de l'économie régionale est projetée en 2020 par le FMI suite à la prise en compte des effets induits par la COVID-19 contre une croissance de 3,2% atteinte en 2019. Par ailleurs, les économies les moins diversifiées de l'Afrique subsaharienne seraient les plus gravement touchées sous l'effet de la baisse des cours des produits de base et des mesures contraignantes de lutte contre la propagation de la COVID-19 prises par la plupart de ces pays. Ce constat est corroboré dans un rapport de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE), intitulé « l'économie mondiale est en danger », qui montre que la crise sanitaire de la COVID-19 aurait des conséquences sur l'activité économique autant au niveau du secteur formel, qu'informel pour le cas particulier des pays en développement.

Pour le cas spécifique du Niger, à la date du 03 novembre 2020, selon les statistiques du Ministère de la Santé Publique (MSP), 1 222 cas confirmés ont été déclarés dont 1 141 guéris, 12 guéris et 69 décès soit un taux de létalité de 5,6%. Pour faire face à cette pandémie, endiguer sa propagation et limiter ses effets sanitaires, sociaux et économiques qui impactent négativement tant l'économie, les conditions de vie des populations et l'activité des entreprises avec son corollaire de conséquences sur le chiffre d'affaires, la trésorerie, la production, l'emploi, les investissements des entreprises, le Niger, à l'instar des autres pays membres de l'espace UEMOA l'ensemble des pays de l'Union, avait pris des mesures d'urgence. Au titre des mesures d'urgence contraignantes majeures qui ont été prises par le Gouvernement en mi-mars 2020, figuraient : (i) l'instauration du couvre-feu nocturne à Niamey de 19 heures à 06 heures du matin, (ii) l'isolement sanitaire de Niamey, (iii) la réduction des horaires de travail, (iv) la fermeture des frontières terrestres et aériennes, (v) la fermeture des lieux de culte, de loisir, des salles de spectacles et assimilés, (vi) la suspension des séminaires et des ateliers et (vii) l'interdiction des rassemblements de personnes. Dans ce contexte sanitaire difficile, les dernières prévisions du Comité de Cadrage Macro-économique et budgétaire tablent sur croissance économique de 1,0% en 2020 au Niger contre 5,9% en 2019 (INS, comptes rapides 2019 de juin 2020).

Aussi, l'étude de l'impact économique de la COVID-19 au Niger, se révélerait importante pour diverses raisons. En effet, bien avant le 19 mars 2020, qui correspond à la date où a été enregistré le premier cas positif au Coronavirus au Niger, un groupe de travail chargé de conduire une évaluation de l'impact de ladite maladie, auquel l'Institut National de la Statistique (INS) a activement pris part, a été mis en place en début mars 2020, par le Ministère des Finances, afin d'étudier les impacts de la pandémie COVID-19 sur l'économie nigérienne et de faire des recommandations sur les mesures de mitigation à mettre en œuvre. Deux (2) scénarii ont fait l'objet de simulation d'impact sur l'économie nigérienne. Le

premier (1^{er}) scénario se basait sur l'hypothèse que les différents effets de la pandémie de la COVID-19 vont continuer et s'estomper au courant du mois de juin 2020, aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale. Quant au deuxième (2^{ème}) scénario, il avait été retenu l'hypothèse que la pandémie de la COVID-19 se prolongerait jusqu'au mois d'août 2020. Globalement, les résultats obtenus ont montré que la crise de la COVID-19 affecterait l'économie nigérienne à travers plusieurs canaux de transmission parmi lesquels : la hausse de l'inflation, la baisse de la croissance économique, la perte d'emplois, la dégradation des principaux soldes des finances publiques à travers la perte des recettes fiscales, et enfin l'aggravation du déficit de la balance des paiements à court et moyen terme par le biais de la crise sur le taux de change et la baisse des prix des matières premières exportées par le Niger. En outre, l'impact sur la croissance se ressentirait sur plusieurs branches d'activités aussi bien au niveau du secteur moderne que de celui de l'informel.

A l'issue des travaux effectués par le groupe de travail mis en place par le Ministère des Finances, il avait été recommandé, plus explicitement, à l'INS d'élaborer une Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) afin d'approfondir les travaux d'analyse d'impact à l'aide d'un Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC). Ceci fut fait par l'INS, avec le financement du « Projet Données de Qualité pour la Prise de Décisions (DQPD) » de la Banque Mondiale.

Pour compléter et mieux approfondir ces travaux, l'INS a entrepris avec l'appui technique et financier de la Banque Mondiale, de mener des investigations plus fines en organisant une enquête quantitative et qualitative auprès des entreprises nigériennes des secteurs modernes et informel pour apprécier l'impact des mesures d'urgence prises par le Gouvernement.

C'est dans cette perspective et à la lumière de tous les travaux effectués en amont par l'INS qu'une étude d'impact de la COVID-19 sur l'économie nigérienne a été initiée.

Ainsi, l'étude d'impact de la COVID-19 réalisée par l'INS a tenté de répondre aux préoccupations suivantes :

1. Quels sont les principaux canaux de transmission ¹de l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur l'économie nigérienne ?
2. Quelle est l'ampleur de l'impact économique de la COVID-19 sur les entreprises des secteurs formel et informel ?
3. Quels sont les stratégies de mitigation et le plan d'action à adopter à court, moyen et long terme pour juguler les effets économiques induits par la pandémie de la COVID-19 ?

¹ On entend par **canaux de transmission**, les voies par lesquelles une décision de politique économique, un choc interne/externe à l'instar d'une crise sanitaire ou tout autre fait majeur, affectent les comportements des agents économiques, agissent sur tous les secteurs économiques. L'identification des canaux de transmission informe sur le moyen par lequel tout choc ou toute crise, ou décision de politique économique affecte le secteurs clés d'une économie donnée.

II. OBJECTIFS DE L'ETUDE

L'objectif général de l'étude est de contribuer à la réflexion sur l'évaluation de l'impact économique de la pandémie du coronavirus (COVID-19) au Niger et de proposer des mesures de mitigation.

Plus spécifiquement, il s'agit :

1. d'identifier les principaux canaux de transmission des impacts économiques de la pandémie (croissance économique, finances publiques, commerce intérieur et extérieur et emploi) ;
2. de faire une évaluation quantitative et qualitative de l'impact économique de la COVID-19 sur les entreprises des secteurs moderne et informel en vue de la relance de leurs activités économiques ;
2. de proposer des axes d'interventions concrètes pour la mitigation des effets et la prévention et élaborer un plan d'actions de mise en œuvre à court, moyen et long terme.

III. ELEMENTS DE REVUE DE LA LITTERATURE

La revue de la littérature tente de faire la lumière sur les approches théoriques et empiriques permettant d'atteindre les objectifs spécifiques suivants : (i) la méthodologie d'identification des principaux canaux de transmission de l'impact du COVID-19 sur l'économie du Niger ; (ii) et la méthodologie d'évaluation quantitative et qualitative de l'impact économique du COVID-19 au niveau des différents acteurs de l'économie nigérienne. En amont les principaux concepts soulevés dans le cadre de cette étude ont été abordés.

III.1. Définition de quelques concepts clés de l'étude

Activité : il s'agit d'un ensemble de tâches nécessaires constituant un sous-ensemble ou un service. Dans une entreprise de services d'assurance par exemple, un bon exemple d'activité, est l'examen des requêtes, qui peut faire partie du sous-processus de validation des réclamations, qui peut à son tour faire partie du processus de gestion des affaires ;

Activité économique principale : dans une entreprise, c'est l'activité dont la valeur ajoutée est supérieure à celle de toutes les autres activités exercées dans l'entreprise (le produit de l'activité principale doit comprendre des biens et des services qui peuvent être livrés à d'autres entreprises, bien qu'ils puissent aussi servir à la propre consommation ou à la propre formation de capital du producteur) ;

Activité économique secondaire : c'est une activité exercée au sein d'une unité de production unique, en plus de son activité principale et dont le produit, comme celui de l'activité principale, doit pouvoir être livré hors de l'unité de production ;

Canaux de transmission : en théorie de l'information, un canal de communication ou canal de transmission est un support (physique ou non) permettant la transmission d'une certaine quantité d'information, depuis une source (ou émetteur) vers un destinataire (ou récepteur).

Rapporté au contexte économique, on entend par **canaux de transmission**, les voies par lesquelles une décision de politique économique, un choc interne/externe ou tout autre fait majeur, affectent les comportements des agents économiques, agit sur tous les secteurs économiques. L'identification des canaux de transmission informe sur le moyen par lequel tout choc ou décision de politique économique affecte le secteurs clés de l'économie ;

Chiffre d'affaires : il est égal à la somme des ventes de biens ou de services d'une entreprise. Il est égal au montant (hors taxes) de l'ensemble des transactions réalisées par l'entreprise avec des tiers dans le cadre de son activité normale et courante ;

Comptabilité analytique : la comptabilité analytique a pour objet de fournir aux décideurs dans l'entreprise ou dans l'organisation, les informations nécessaires à la prise de décision. Elle se base sur le compte de résultat et a pour but, de voir la rentabilité exacte des produits ou services, dans société, (bénéfices ou pertes dégagés sur une activité ou produit vendu), afin de remanier les "postes défaillants" et de "développer les produits" qui ont le plus demandés ;

Comptabilité générale : il s'agit d'un système d'organisation dans lequel des flux et opérations sont traduits en termes financiers. Ils reflètent ainsi le patrimoine et les performances d'une entreprise qui peuvent, tous deux, être analysés ;

Coopérative : c'est la combinaison d'un regroupement de personnes et d'une entreprise fondée sur la participation économique des membres, en capital et en opérations. Son organisation et son fonctionnement sont caractérisés par des principes et des valeurs qui confèrent à chaque coopérative un caractère universel, quel que soit son objet ou son secteur d'activité. Une partie de ces principes et valeurs, comme la démocratie à travers l'égalité de voix entre les membres, est traduite en norme juridique ;

COVID-19 : un nouveau virus est apparu à Wuhan, Chine, au début du mois de décembre 2019. Une personne de 55 ans originaire de la province de Hubei en Chine serait la première personne à avoir contracté le COVID-19, maladie provoquée par le nouveau coronavirus sévissant à travers le globe. L'OMS a appelé la maladie provoquée par le virus COVID-19 en mettant en référence le type du virus et l'année où il a émergé. Selon l'OMS et les scientifiques, le coronavirus, proche du SARS-CoV-2, proviendrait d'une chauve-souris qui aurait transmis les germes à un autre animal probablement le pangolin lequel l'a transmis aux humains ;

Entreprise : il s'agit d'un organisme structuré et autonome qui, à l'aide des facteurs de production, produit des biens et des services en vue de satisfaire des besoins exprimés sur un marché, tout en réalisant un bénéfice. Une entreprise peut être une société, une quasi-société, une institution sans but lucratif ou une entreprise non constituée en société ;

Epidémie : selon l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), une épidémie (du grec epi = au-dessus et demos = peuple) est la propagation rapide d'une maladie à un grand nombre de personnes, le plus souvent par contagion. L'épidémiologie la définit par une augmentation du nombre de cas survenant dans une population donnée, pendant une période donnée et dans un lieu donné, atteignant un taux supérieur au taux habituel ;

Evaluation d'impact : selon bon nombre d'économistes, une évaluation d'impact cherche à mesurer les effets qui sont **attribuables** à un choc interne ou externe ou à une intervention ;
Entreprise Individuelle (EI) des formes juridiques les plus utilisées, l'entreprise individuelle est aussi appelée entreprise en nom personnel. C'est la structure de référence des artisans, des commerçants et des professions libérales. L'entrepreneur est seul (sans associés), et il a le statut de travailleur indépendant ;

Impact : selon bon nombre d'économistes, une évaluation d'impact cherche à mesurer les effets qui sont attribuables à un choc interne ou externe ou à une intervention ;

Investissement : c'est une opération par laquelle une entreprise acquiert des biens de production. Il constitue donc un flux qui vient en accroissement du stock de capital ;

Mesures de lutte : il s'agit de mesures de précaution prises pour lutter contre un phénomène donné ;

Mesures de soutien : il s'agit de mesure d'accompagnement tenant à atténuer l'effet/impact d'un choc, phénomène ou une situation donnée ;

Numéro d'Identification Fiscale (NIF) : le numéro d'identification fiscale est unique, fiable et fixé pour toujours. Il est également délivré par l'administration fiscale au moment de l'enregistrement de l'entreprise.

Pandémie : selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), on parle de pandémie en cas de propagation mondiale d'une nouvelle maladie. La principale différence entre une épidémie et une pandémie résulte dans l'ampleur géographique d'une maladie infectieuse et donc le niveau de gravité et l'impact ;

Secteur moderne : Egalement appelé secteur formel, secteur structuré ou organisé sur le plan comptable, il regroupe les entreprises qui fournissent (ou devraient fournir) des informations économiques (documents comptables), qui ont un numéro d'identification fiscal (NIF) et /ou qui ont des structures de production dites modernes ;

Secteur informel : il regroupe les unités productrices qui n'ont pas de NIF, ont une activité non enregistrée, et/ou dépourvue de comptabilité formelle écrite.

Société : une société est une entité juridique, créée dans le but de produire des biens ou des services pour le marché, qui peut être une source de profit ou d'autres gains financiers pour son ou ses propriétaires ; elle est la propriété collective de ses actionnaires, qui ont le pouvoir de désigner les administrateurs responsables de sa direction générale.

Société Anonyme (SA) : la société anonyme est la société commerciale dont le capital est divisé en actions et qui est constituée entre des associés qui ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Le nombre des associés ne peut être inférieur à sept. La SA est administrée par au moins trois (3) administrateurs et au plus douze (12), nommés par l'Assemblée Générale des actionnaires pour une durée n'excédant pas six (6) ans ;

Société A Responsabilité Limitée (SARL) : il s'agit d'une société commerciale dans laquelle la responsabilité des associés est limitée au montant de leur apport. Le capital social minimum est moindre que dans les SA. Le nombre des associés ne peut excéder cinquante (50). La SARL est administrée par un (1) ou plusieurs gérants, associés ou non ;

Stratégies de mitigation : il s'agit de mesures de précaution tendant à amortir, voire réduire, les effets négatifs résultant d'une situation ou d'un état donné ;

Unité de Production Informelle : le cadre conceptuel du secteur informel intègre trois (3) critères essentiels issus de la 15^{ème} Conférence Internationale des Statisticiens du Travail (CIST) de 1993, pour définir le secteur informel. Il s'agit de (i) l'organisation légale des

entreprises, (ii) la propriété et (iii) le type de comptabilité. Ainsi, de façon opérationnelle, dans le cadre de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) de 2017, au Niger, les UPI sont des travailleurs à compte propre, ou des employeurs qui remplissent les conditions suivantes : (i) ne tiennent pas de comptabilité formelle, (ii) ne sont pas enregistré à la DGI, et (iii) la production des biens ou des services sont marchands. En outre, les entreprises du secteur informel comprennent les entreprises familiales pour compte propre et celles qui emploient du personnel rémunéré. Il faut noter que toutes ces entreprises doivent produire des biens et services marchands.

III.2. Revue théorique de littérature sur les canaux de transmission des épidémies/pandémie sur l'économie

Les maladies infectieuses et leurs corolaires représentent une réelle menace pour le monde entier et engendrent beaucoup de risques. En effet, le premier risque, et sans doute le plus évident, est celui des coûts pour le système de santé, à la fois public et privé, du traitement médical des personnes infectées et de la maîtrise de la maladie. Un épisode virulent peut submerger un système de santé : il limite sa capacité à assurer les soins courants et, partant, aggrave la situation. Au-delà des chocs sur le secteur de la santé, une épidémie oblige à la fois les malades et leurs soignants à s'absenter de leur travail ou à être moins performants, ce qui met à mal la productivité. La peur de l'infection peut entraîner l'isolement social ou la fermeture d'écoles, d'entreprises, d'établissements commerciaux, de transports et de services publics, ce qui est lourd de conséquences pour l'économie et toute autre activité bénéfique à la société.

La crainte d'une propagation d'une maladie, même si sa flambée est relativement contenue, peut provoquer une baisse des échanges commerciaux. A titre d'exemple, l'interdiction par l'Union Européenne des exportations de bœufs britanniques a duré 10 ans après la détection d'une flambée d'encéphalopathie spongiforme bovine au Royaume-Uni, malgré une transmission relativement limitée à l'homme. Le tourisme et les voyages vers les régions concernées risquent aussi d'en pâtir.

Un certain nombre d'épidémies prolongées, telles que celles du VIH et du paludisme, dissuadent également l'investissement direct étranger (IDE). Ceci est le cas pour les pays d'Afrique subsaharienne pour lequel les IDE sont freinés drastiquement par certaines maladies endémiques et des épidémies récentes à l'instar de l'épidémie à fièvre hémorragique d'Ebola.

Pour ce qui est des risques économiques liées aux épidémies, elles sont non négligeables.

Aussi, selon des estimations récentes de Victoria Fan, Dean Jamison et Lawrence Summers (2018), le coût annuel prévisionnel d'une pandémie de grippe serait de l'ordre de 500 milliards de dollars (0,6 % du revenu mondial), en incluant à la fois le manque à gagner et le coût intrinsèque à la hausse de la mortalité.

Même lorsqu'une flambée d'une maladie a un impact relativement limité sur la santé, ses conséquences sur l'économie peuvent vite s'amplifier. Le Libéria, par exemple, a enregistré une baisse de croissance du PIB de 8 points de pourcentage entre 2013 et 2014, au moment de la flambée d'Ébola en Afrique de l'Ouest, alors même que le taux global de mortalité du pays a diminué au cours de la même période.

En outre, les conséquences des flambées de maladies et des épidémies ne se répartissent pas uniformément sur l'ensemble d'une économie et donc n'ont pas les canaux de transmission. Un certain nombre de secteurs peuvent même en bénéficier financièrement,

tandis que d'autres en pâtissent de façon disproportionnée. Les laboratoires pharmaceutiques qui produisent les vaccins, les antibiotiques et autres traitements nécessaires à la lutte contre la maladie peuvent en bénéficier.

Les compagnies d'assurance maladie et d'assurance vie sont susceptibles de prendre à leur charge des coûts considérables, du moins à court terme, de même que les éleveurs, si la flambée de la maladie est d'origine animale. Les populations vulnérables, en particulier les plus pauvres, sont susceptibles de souffrir de l'absence de filets de sécurité efficaces.

Le secteur des transports, de l'hôtellerie et de la restauration, du tourisme en particulier encaissent généralement des contrecoups très significatifs suite à la propagation d'une épidémie.

III.3. Quelques cas récents de résultats d'études portant sur l'impact et des canaux de transmission de la crise sanitaire de la COVID-19 sur l'économie de certains pays

III. 3.1. Cas de la Chine

La maladie à Coronavirus COVID-19 a surtout affecté le marché chinois du tourisme qui a été témoin d'un déclin au-dessus-année 71% d'occupation entre le 23 et le 26 janvier 2020 (Baker, 2020). Yan, Chen et Zhang (2020), ont utilisé un modèle d'équilibre général dynamique stochastique (DGSE) pour examiner l'effet du COVID-19 dans le secteur du tourisme.

Ce modèle d'équilibre général stochastique comporte trois (3) agents économiques. Il s'agit des ménages, des producteurs et du Gouvernement. Dans la fonction de représentation des ménages, il est considéré l'état de consommation des biens des ménages et de la santé. Les ménages combinent leurs dépenses de santé et accumulent un état de santé qui est sujet au risque désastreux pendant des épidémies sociales (OMS, 2017). Les producteurs se composent des producteurs de biens et services génériques, des producteurs du secteur du tourisme et des producteurs fournissant des services de santé. Quant au Gouvernement, il équilibre son budget et décrète des politiques. En appliquant ce modèle au cas de l'épidémie du nouveau coronavirus, un impact négatif sur le secteur tourisme et la consommation des ménages en résulté.

III. 3.2. Cas de la France

En France, selon les travaux de l'Observatoire Français de la Conjoncture et des Etudes Economiques (2020) effectués à l'aide d'un modèle multisectoriel avec les données de l'INSEE, les mesures de réaction à l'épidémie de COVID-19 sur le territoire français auraient un impact économique considérable du fait des mesures sanitaires absolument nécessaires. Il est estimé que l'impact du confinement serait d'un peu plus de **30 points de PIB mensuel par mois de confinement**, soit une perte de **2,6 points de PIB annuel, soit 60 milliards d'euros par mois de confinement**. Cette évaluation ne constitue qu'une première étape dans le chiffrage d'un choc économique et social inédit.

La décomposition de l'impact économique du choc sanitaire selon différents canaux de transmission est la suivante :

- 1,0 point de PIB découle de la modification des comportements de consommation des ménages liés aux mesures de confinement touchant particulièrement les activités impliquant des contacts fréquents ;

- 0,7 point de PIB lié à la baisse de l'investissement ;
- 0,2 point de PIB résulte d'autres effets de demande, dont l'impact sur le solde commercial dont le tourisme ;
- 0,3 point de PIB découle de la fermeture des écoles. Douze (12) millions d'élèves sont concernés, et 1,2 million de salariés (soit à peu près 5 % de la force de travail en emploi) seraient empêchés de travailler afin de garder les enfants en recourant à des arrêts de travail ou en provoquant de l'absentéisme ;
- 0,4 point de PIB provient de l'effet du confinement de la main-d'œuvre et de la possibilité limitée du télétravail pour certaines activités. Les difficultés de l'accès aux sites de travail, les procédures particulières ou l'absentéisme pour diverses raisons (droit de retrait notamment), ainsi que l'empêchement de la production de certaines consommations intermédiaires.

Globalement pour le cas de France, l'impact est très hétérogène selon les secteurs d'activité en passant d'un arrêt presque total dans les activités de restauration et d'hébergement à une division par plus de deux (2) de l'activité dans le secteur du transport.

III. 3.3. Cas du Maroc

Selon les travaux du Centre Marocain de Conjoncture (CMC) effectuées en 2020, le taux de croissance de l'économie ne serait que de 0,8% contre un plus de 3% initialement prévu. Les projections du CMC effectuées à l'aide d'un modèle multisectoriel ont fait l'hypothèse d'une fin de la crise sanitaire en milieu d'année 2020.

En outre, les principaux secteurs affectés par la crise seraient :

- le secteur de l'hôtellerie et de la restauration : la valeur ajoutée du secteur fléchirait de 25% avec une reprise très lente ;
- les services de transport : ce type de service aussi bien aérien, ferroviaire et routier est affecté. Ce secteur connaîtrait une stagnation en 2020 ;
- le secteur de l'industrie extractive : du fait du ralentissement de la demande extérieure résultant de l'expansion du COVID-19, le rythme de croissance du secteur serait amputé de moitié, contribuant négativement à la croissance économique.

Globalement, à la lumière de la littérature récente, les approches méthodologiques de quantification de l'impact économique de la COVID-19, se sont appesanties soit sur des modèles multi sectoriels, soit des modèles d'équilibre général calculable, en général stochastiques.

III. 3.4. Cas des pays d'Afrique subsaharienne

Une étude récente de la Banque Mondiale mise en ligne en août 2020, a tenté d'analyser l'impact économique probable de la pandémie de la COVID-19 en Afrique subsaharienne.

L'impact a été estimé à l'aide de simulations réalisées avec « ENVISAGE », un modèle d'équilibre général calculable (MEGC) mondial développé par la Banque mondiale pour analyser l'impact qu'ont les changements de politiques publiques et les chocs économiques dans les pays en développement (Van der Mensbrugghe, 2008).

Trois (3) scénarii ont été retenus :

Scénario 1 : ce scénario a fait l'hypothèse que les systèmes de surveillance sont inefficaces et que l'épidémie de COVID-19 s'étendra à tous les pays d'Afrique subsaharienne. Il a été supposé également que la réponse politique est rapide et efficace, de sorte qu'il n'y a plus de nouveaux cas dans les trois mois (comme cela semble avoir été le cas en Chine). Dans ce scénario, l'épidémie prend fin au début du mois de juillet 2020. Ce scénario a supposé également que le profil de propagation de l'épidémie serait proche de celui de l'épidémie d'Ebola de 2014 en Guinée, où le nombre de cas a atteint 2 707 en 2014 et 1 097 en 2015. Par conséquent, il a été supposé l'impact économique qu'a eu la crise d'Ebola en 2014 en Guinée pour réaliser une estimation approximative des chocs internes exogènes. Dans les pays touchés, l'ampleur des chocs est évaluée en fonction de l'Indice de Préparation aux Epidémies (IPE) ;

Scénario 2 : il a été supposé que la réponse politique est lente et inefficace dans les pays touchés, ce qui entraînera un nombre beaucoup plus important de cas et de décès en 2020, ainsi que des cas supplémentaires en 2021, avant que le virus ne soit contenu. Dans ce scénario, le profil de propagation de la pandémie a été comparé à celui de l'épidémie d'Ebola qui a touché la Sierra Leone en 2014 (le pays le plus affecté). Le nombre de cas y a été de 9 446 en 2014 et de 4 676 en 2015. Par conséquent, dans ce scénario, les hypothèses se basent sur l'impact économique qu'a eu la crise d'Ebola en 2014 en Sierra Leone pour réaliser une estimation approximative des chocs exogènes ;

Scénario 3 : ce scénario analyse les conséquences d'une réponse africaine non coopérative au virus COVID-19. La seule différence par rapport au scénario 2 est l'imposition d'un blocus sur le commerce sous-régional en Afrique.

Les résultats de cette étude récente menée par la Banque Mondiale montrent que :

- *sur la croissance économique* : les simulations suggèrent que la COVID-19 aurait un impact considérable sur la croissance économique des pays d'Afrique subsaharienne, même dans le scénario le plus optimiste d'une réponse rapide et efficace. Selon le scénario 1, les simulations montrent que le PIB serait inférieur à celui du scénario d'avant la crise d'environ 5,7 % en 2020 et de 1,0 % en 2021 et la croissance de la région passerait de 2,6 % en 2019 à -2,5 % en 2020 ;
- *sur les finances publiques* : la pandémie de COVID-19 aurait probablement un impact important sur les comptes budgétaires des économies africaines. Selon le scénario optimiste, les recettes perçues par les pays d'Afrique subsaharienne seraient inférieures de 12 % par rapport à celles du scénario de référence (sans choc sanitaire de la COVID-19). Comme le niveau des dépenses reste élevé en raison du besoin de lutter contre l'épidémie, une baisse des recettes entraînerait une détérioration substantielle de l'équilibre budgétaire global. Selon le scénario pessimiste (scénario 2), les recettes seraient inférieures d'environ 16 % en 2020 par rapport au scénario sans COVID-19, ce qui entraînerait une augmentation de 3,5 points de pourcentage du déficit global par rapport à ce dernier ;

- *sur les secteurs d'activités économiques* : la crise de la COVID-19 aurait des répercussions négatives dans presque tous les secteurs de l'économie. Les fortes baisses enregistrées dans les secteurs des services et de l'agriculture indiquent que la crise toucherait sévèrement les plus pauvres et les plus vulnérables et en particulier les femmes, qui dépendent fortement de ces activités en Afrique. Les simulations indiquent que la production manufacturière augmenterait à la suite de la pandémie de la COVID-19. Selon le scénario le plus optimiste (scénario 1), la production du secteur manufacturier serait d'environ 5 % plus élevée que dans le scénario de référence (sans COVID-19 en 2020). Le secteur manufacturier semble bénéficier de l'augmentation des coûts de transaction du commerce international qui rend la production locale plus compétitive.

Dans l'ensemble, les études mettant en exergue les canaux de transmission de l'impact de la crise sanitaire de la COVID-19 sur les économies des pays en développement, s'appuie sur des modèles multisectoriels et en général des modèles d'équilibre général calculable (MEGC) étayés sur de multiples scénarii et des hypothèses fondées sur l'évolution de la conjoncture économique mondiale et régionale.

III.4. Quelques cas récents de résultats d'enquêtes traitant de l'impact de la COVID-19 auprès des entreprises

A lumière de différentes enquêtes récentes menées par certains pays d'Afrique dans les entreprises sur leurs secteurs économiques, il en ressort que le secteur des transports, de l'hôtellerie et de la restauration, du tourisme en particulier encaissent généralement des contrecoups très significatifs suite à la propagation de la pandémie du COVID-19. Quelques procédés méthodologiques et résultats observés pour le cas de quelques pays sont passés en revue ci-après :

III. 4.1. Cas de l'Afrique du Sud (avril 2020)

L'étude d'impact de la COVID-19 menée en Afrique du Sud en confinement général a permis de quantifier les effets sur les entreprises au niveau du chiffre d'affaires, de l'importation et de l'exportation des marchandises, l'aide financière et la main d'œuvre. Les résultats agrégés de l'enquête auprès de 707 entreprises du secteur formel interrogées en ligne (formulaire renseigné en ligne) entre le 30 mars et le 13 avril 2020, ont montré que :

- la majorité des entreprises (85,4%) ont répondu que leur chiffre d'affaires était en dessous de la moyenne mensuelle ;
- 46,4% d'entre elles ont mentionné un arrêt provisoire de leurs activités ;
- 28,3% ont réduit leur personnel en activité tandis que 19,3% ont procédé à un congédiement du personnel à court terme ;
- 38,2% ont sollicité les mesures de soutien du Gouvernement aux entreprises ;
- enfin, 30,6% des entreprises interrogées ont affirmé ne pas pouvoir tenir sans soutien gouvernemental au-delà d'un (1) mois de baisse continue de leur chiffre d'affaire tandis que 54,0% peuvent survivre entre un (1) et trois (3) mois.

III. 4.2. Cas du Maroc (avril 2020)

Afin d'évaluer l'impact économique de la crise sanitaire de la COVID-19 au Maroc, le Haut-Commissariat au Plan (HCP) a réalisé entre le 1^{er} et le 3 avril 2020, par téléphone, une enquête qualitative auprès de 4000 entreprises du secteur moderne opérant dans les secteurs de l'industrie manufacturière, de la construction, de l'énergie, des mines, de la pêche, du commerce et des services marchands non financiers.

Les principaux résultats issus de l'enquête révèlent que :

- 57 % des entreprises interrogées ont déclaré l'arrêt total, partiel ou temporaire de leurs activités. ;
- la crise a impacté essentiellement les très petites entreprises (TPE), qui représentent 72% des entreprises grandement affectées par la crise sanitaire de la COVID-19. Les petites et moyennes entreprises (PME) représentent 26% du total, alors que seulement 2% des grandes entreprises ont été impactées ;
- les branches les plus affectées par la crise sanitaire liée au COVID-19 sont l'hébergement et la restauration et la construction pour lesquels, respectivement, 89% et 60% des entreprises qui y opèrent ont été affectées ;
- au niveau de l'emploi, 27% des entreprises ont dû réduire temporairement ou définitivement leurs effectifs. Le secteur le plus affecté est celui des services (245 000 postes perdus soit 17,5% de l'emploi total dans ce secteur), ensuite l'industrie (195 000 postes soit 22% de la main d'œuvre du secteur) et enfin la construction (170 000 postes soit 24% de la main d'œuvre du secteur). Selon la classification économique des entreprises, les plus affectées sont les Petites et Moyennes Entreprises (PME) (22%), les Très Petites Entreprises (TPE) (21%) et les Grandes Entreprises (GE) (19%) ;
- enfin, s'agissant de la production, 81% des entreprises qui ont poursuivent leurs activités malgré le contexte de la crise sanitaire liée à la COVID-19, ont dû réduire leur production à hauteur de 50% en moyenne pour s'adapter aux conditions imposées par la situation. 49% des PME en activité pendant la période de référence de l'enquête auraient réduit leur production à hauteur de plus de 50%). Aussi, cette baisse de la production aurait concerné 62% des entreprises actives dans l'hôtellerie et la restauration. Quant aux industrie de transport et d'entreposage, la baisse concernerait 57% des entreprises du secteur.

III. 4.3. Cas du Cameroun (mai 2020)

Entre le 26 avril et le 10 mai 2020, l'Institut National de la Statistique (INS) du Cameroun, a mené par interview téléphonique, couplé le cas échéant à des formulaires à renseigner en ligne, une enquête d'envergure nationale auprès d'un échantillon de 770 entreprises constituées d'entreprises du secteur moderne et d'Unités de production Informelle (UPI). La base de sondage utilisée pour le secteur formel est le répertoire des entreprises modernes de l'Institut National de la Statistique. Celle des unités de production informelles (UPI) est le répertoire obtenu à l'issue de la dernière enquête sur la cartographie des Petites et Moyennes Entreprises (PME).

Pour tenir compte du paysage économique national, l'échantillon des entreprises retenues, a pris en compte, aussi bien la répartition suivant les régions du pays que la distribution par branche d'activités.

Les principaux résultats qui en sont issus stipulent que :

- 90% des chefs d'entreprises estiment être négativement impactés par la COVID-19. Cette situation est pratiquement la même aussi bien dans le secteur formel qu'informel, et ceci quel que soit la taille de l'entreprise. De même, toutes les branches sont fortement impactées avec une incidence relativement moins importante en ce qui concerne les services de santé. En effet, 33,3% des services de santé enquêtés estiment avoir observé une hausse de leur activité du fait de la COVID-19 ;
- au niveau des canaux de transmission de la pandémie de la COVID-19, les chefs d'entreprises soulignent que les principales contraintes auxquelles ils sont confrontés sont notamment la baisse de la demande, les difficultés d'approvisionnement et de financement. En ce qui concerne la baisse de la demande et des difficultés d'approvisionnement, elles émanent davantage du marché intérieur, alors que les difficultés de financement relèvent de l'extérieur. En effet, 94,2% et 76% des chefs d'entreprises estiment connaître respectivement une baisse de la demande et de l'approvisionnement intérieur ;
- au niveau de la production : 82,6% des chefs d'entreprises ont déclaré connaître une baisse de leur production. Toutefois, cette situation est plus prononcée dans les entreprises du secteur formel que du secteur informel. En termes d'incidence, près de la moitié des entreprises affectées négativement précise avoir enregistré une baisse de plus de 50% de leur production. Cette situation est presque similaire aussi bien qu'on soit dans le secteur formel, qu'informel. Suivant les branches d'activité, les effets sont moins prononcés dans les télécommunications et les industries manufacturières ;
- au niveau du chiffre d'affaires : il s'est inscrit en baisse pour près de 95,5% d'entreprises. Et pour ceux-ci, près de la moitié relève une baisse de plus de 50% de leur chiffre d'affaires. Toutefois, en ce qui concerne les grandes entreprises 41,7% souligne enregistrer une baisse de plus de 50% de leur chiffre d'affaires ;
- au niveau de l'emploi : il ressort que dans l'ensemble, 58,2% des entreprises ont revu leurs effectifs d'employés à la baisse. Ce phénomène est relativement plus présent dans les PME du secteur moderne avec près de 62,2% des entreprises concernées. De plus, cette perte d'emploi concerne aussi bien le personnel temporaire que le personnel permanent. Cela est assez prononcé dans certaines branches d'activités. Ainsi, on enregistre une perte d'emploi de plus de 50% respectivement dans les branches suivantes : l'éducation, l'hébergement (hôtellerie) et la restauration, la sylviculture et la construction ;
- au niveau des mesures d'adaptation et de résilience économique prises par les entreprises : dans leur grande majorité les entreprises ont dû recourir : (i) à la réduction des heures de travail (64,5%) ; (ii) au report des investissements envisagées (60,3%) ; (iii) à l'annulation des commandes des fournisseurs (50,1%) ; (iv) à la mise en chômage technique de certains employés (50,1%); (v) à la réduction

des salaires (45,3%). Le recours au télétravail est très peu utilisé, seulement 16% des entreprises l'ont pratiqué et essentiellement les grandes entreprises.

III. 4.4. Cas de la Côte d'Ivoire (mai 2020)

Une enquête a été effectuée par l'INS de la Côte d'Ivoire en mai 2020, afin d'évaluer l'impact de la COVID-19 sur le secteur informel et ce, par interviews téléphoniques. Elle a porté sur un échantillon de 468 Unités de Production Informelles (UPI), tiré à partir de l'Enquête ERI-ESI de la Côte d'Ivoire qui comporte 4 357 UPI. Le tirage des 468 UPI de l'échantillon a été fait de manière aléatoire et indépendante dans chaque strate. La probabilité de tirage de chaque unité est proportionnelle à son chiffre d'affaires.

Les résultats de cette enquête montrent que :

- plus de 94% des chefs d'UPI estiment que la crise sanitaire affecte leurs activités. Au mois de mars 2020, l'ensemble des agrégats économiques des entreprises sont en baisse par rapport à leurs niveaux en février. Ainsi, la production des UPI industrielles est en baisse de 85%, les bénéfices des UPI en baisse de 84%, et les commandes des clients de 81%. De même, l'on enregistre une croissance négative du chiffre d'affaires mensuel (-79%) des UPI en mars 2020. Le chiffre d'affaires des UPI en mars 2020 est en baisse de 82% par rapport à son niveau en mars 2019. Cette baisse de l'activité se traduit par une baisse de 62,5% de la rémunération versée par les UPI et une baisse de 28% pour le coût des matières premières des UPI.
- au niveau de la main d'œuvre, au total 420 275 UPI ont été concernées par les licenciements/mise au chômage d'employés pour 1 296 734 d'emplois perdus, soit une perte totale d'emplois estimée à 39%.
- les principales conséquences de la crise sanitaire sur les activités des UPI portent sur les tensions de trésorerie (64%) et la réduction du niveau d'activité (53%).
- le principal canal de transmission de l'impact du COVID19 sur l'activité des UPI demeure la demande. En effet, l'on enregistre une réduction de la demande des clients des UPI (53,4%) qui s'est traduit par une réduction de 43,6% de la demande adressée aux UPI. Les mesures de couvre-feu (29,8%) et d'isolement de la ville d'Abidjan (25,8%) ont toutefois eu un impact moins important sur l'activité. Malgré tout, les chefs d'unité de production informelles restent optimistes ; 88,2% d'entre eux pensent pouvoir reprendre leurs activités après le COVID 19 ;
- au nombre des mesures qui ont été prises pour freiner la propagation du COVID19, c'est le couvre-feu qui impacte le plus négativement l'activité (53,4%). Secondairement, il s'agit de l'isolement de la ville d'Abidjan (43,6%), ensuite de la fermeture des écoles (29,8%), et de la fermeture des frontières (26,8%).
- à titre de soutiens de la part du Gouvernement, les chefs d'UPI souhaitent principalement bénéficier de (i) la prise en charge des factures d'eau et d'électricité durant toute la crise, (ii) la distribution d'une aide alimentaire, (iii) la mise en place de subventions et (iv) l'exonération de loyer. Les appuis souhaités visent dans un premier temps à leur permettre de couvrir leurs besoins primaires.

III. 4.5. Cas de la Tunisie (mai 2020)

Une enquête de l'Institut National de la Statistique (INS) de Tunisie, effectuée entre le 15 mai et le 15 juin 2020, sur la base d'un entretien téléphonique, a permis de recueillir des

informations sur l'impact de la COVID-19 sur les entreprises au cours du mois d'avril 2020, qui correspond à la période de confinement de sa population. Pour ce type de collecte, un échantillon de 2 500 entreprises a été considérée et tous les secteurs clés de l'économie tunisienne ont été intégrés afin d'identifier les secteurs les plus à risque.

Les principaux résultats issus de l'enquête réalisée par l'INS de la Tunisie sont décrits ci-après :

- 88% des entreprises tunisiennes ouvertes en avril 2020 ont subi une baisse de leurs chiffres d'affaires. 6,3% n'ont pas indiqué de changement majeur quant à 2,2% d'entre elles, il a été constaté une augmentation du chiffres d'affaires. La baisse moyenne des ventes a été plus importante pour les très petites entreprises (TPE) ;
- au niveau de l'emploi, la crise de la COVID-19 a eu une incidence limitée sur l'emploi formel. En effet, la plupart des ajustements étaient des congés temporaires et des réductions de salaire. 50,1% des entreprises n'ont pas effectué d'ajustements, 18,7% ont procédé à des congés avec salaire, 9,6% des congés sans salaire. 11,5% des entreprises ont procédé à des réductions de salaires et 4,3% à des réductions d'heures. En outre, 4,5% des entreprises ont eu recours à des licenciements et seulement 1,2% à des recrutements. Le secteur de la construction a été celui qui effectué le plus d'ajustements liés à l'emploi ;
- quant à l'appréciation du soutien de l'Etat aux entreprises, les politiques de soutiens les plus souhaitées par les firmes sont : les exonérations/réductions d'impôts (43,7%), les injections directes de liquidité (40,7%) et le reports d'impôts (36,6%). Ces mesures gouvernementales sont les plus appréciées quel que soit leur classification économique et leur durée d'existence. Toutefois, au niveau sectoriel, celui de la construction met en tête des mesure « les prêts à taux subventionnés (61,4%) ;
- concernant les prévisions en matière d'incertitude et d'attentes : l'enquête révèle que « globalement les entreprises tunisiennes (de plus de 5 employés) sont modérément optimistes pour les trois (3) prochains mois ». Dans le domaine des recettes, 64,8% des entreprises anticipent une croissance positive dans le scénario optimiste. Cette proportion est de 45,8% dans le scénario neutre et de 15,4% pour le scénario pessimiste. Pour les emplois, 64,2% des entreprises anticipent une croissance positive dans le scénario optimiste. Cette proportion est de 37,6% dans le scénario neutre et de 14,4% pour le scénario pessimiste. Dans le domaine des investissements, l'INS indique dans le scénario optimiste que 58,8% des entreprises anticipent une croissance positive. Cette proportion est de 39,5% dans le scénario neutre et de 9,3% pour le scénario pessimiste.

III. 4.6. Cas du Sénégal (juin 2020)

Une enquête de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) du Sénégal, effectuée entre le 23 juin et le 06 août 2020 a permis de recueillir des informations sur l'impact de la COVID-19 sur les entreprises du secteur informel. La méthodologie d'échantillonnage repose sur un tirage aléatoire stratifié avec vingt-et-une (21) strates correspondant aux branches d'activités économiques. La taille de l'échantillon global a été déterminée en tenant compte la population totale, du niveau de précision souhaité et de taux de non réponse. Ainsi, pour une population totale de 5 837 UPI hors secteur agricole identifiées lors de la première phase de l'Enquête ERI-ESI 2017 du Sénégal, qui a servi de

base de sondage, un niveau de précision de 95%, $p = 50\%$, et un taux de non réponse de 50%, la taille optimale de l'échantillon à enquêter est ressortie à $n = 721$ UPI.

L'enquête à haute fréquence de suivi de l'impact de la COVID-19, réalisée par interview téléphonique a été administrée sur un échantillon de 581 UPI non agricoles sur la période du 23 juin au 06 août 2020. Les principaux résultats qui en sont issus sont les suivants :

- les UPI non agricoles sont en majorité localisés à Dakar (capitale économique) et opèrent dans le secteur de la distribution ;
- sur la période de réalisation de la collecte, 88,3% des UPI sont restées opérationnelles. Néanmoins, ces UPI sont confrontées à une baisse de leurs activités dû à un fléchissement de leurs chiffres d'affaires ;
- les principales stratégies d'adaptation des UPI observées sont : la réduction des charges, l'arrêt momentané des activités, la diversification des produits et la sollicitation d'un prêt ;
- les responsables des UPI sont globalement satisfaits des mesures de soutien mises en œuvre par le Gouvernement et sont optimistes quant à une évolution positive de l'activité dans les douze (12) prochains mois.

III. 4.7. Cas de la Chambre Consulaire de l'UEMOA (juin 2020)

Le rapport d'une enquête publiée par la chambre consulaire de l'UEMOA sur les entreprises privées en Afrique de l'Ouest montre que celles-ci ont été impactées par la pandémie de la COVID-19. Le rapport d'enquête est basé sur des données recueillies tout au long du mois d'avril, auprès des 56 organisations d'entreprises membres de la chambre consulaire régionale de l'UEMOA (chambres consulaires, associations d'importateurs/exportateurs, organisations patronales...). En effet, l'ampleur de la baisse du chiffre d'affaires des entreprises ouest africaines se chiffrerait entre 25 à 100% selon les secteurs d'activité. Au niveau de l'emploi, la pandémie du COVID-19 aurait entraîné une réduction moyenne de 25% des effectifs des employés. Quant au projet d'investissement, ils seraient quasiment à l'arrêt pour la majorité des entreprises ouest-africaines du secteur privé.

De façon succincte, le rapport d'enquête a montré que :

- le secteur des services serait le plus affecté par la pandémie de la COVID-19. En effet, le chiffre d'affaire dans les entreprises fournissant des services se seraient contractés dont le tourisme (100%), l'hôtellerie (95%), le transport voyageur (95%) et la restauration (95%) ;
- toutefois, le secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche serait le moins impacté par la pandémie de la COVID-19 avec une baisse du chiffre d'affaires de moins de 25%.

Globalement, pour faire face au contexte de la COVID-19, à la lumière des enquêtes récentes menées par les pays africains et en particulier, ceux à proximité et structures économiques semblables au Niger, les approches méthodologiques ont consisté à mener des interviews téléphoniques sur la base de répertoire d'entreprises nationaux disposant de numéros de téléphonique et des enquêtes ERI-ESI. Les tailles d'échantillon comprenant les secteurs moderne informel varient en moyenne entre 700 et 2 500 entreprises. Enfin, le tirage des échantillons s'est fait de manière aléatoire et indépendante dans chaque strate (moderne et

informel). La probabilité de tirage de chaque entreprise dans une strate est proportionnelle à son chiffre d'affaires.

IV. METHODOLOGIE DE L'ETUDE

IV.1. METHODOLOGIE D'IDENTIFICATION DES CANAUX DE TRANSMISSION DE L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR L'ECONOMIE NIGERIENNE

Afin de mener cette activité et en adéquation avec les études récentes consacrées à ce type d'études relatives aux effets de la COVID-19, un modèle d'Equilibre Général Calculable a été utilisé pour faire ressortir l'impact de la pandémie de la COVID-19 en mettant en exergue les canaux de transmission et les interactions induites par ce choc sur les principaux secteurs de l'économie nigérienne. Le choix de cette approche méthodologique est guidé par la disponibilité à l'INS-NIGER d'un modèle d'Equilibre général calculable (MEGC) mais non stochastique. Cette simulation sur MEGC vient renforcer les travaux déjà effectués en collaboration avec le Ministère des Finances, notamment la construction de scénarii de baisse du rythme d'activité des secteurs clés qui devrait revenir à la normale au plus tard en fin juin 2020. En effet, les MEGC, en tant qu'outil de simulation d'impact et d'aide à la décision, proposent une analyse quantitative d'un problème de politique économique ou sociale.

Dans la structure des MEGC, on distingue les variables endogènes et exogènes, les paramètres et les équations traduisant le comportement des agents économiques (l'Etat, les ménages, les entreprises, le reste du monde et les unités institutionnelles) :

- les variables endogènes sont des variables libres (exemple de la consommation des ménages et des administrations publiques, du niveau d'investissement et d'épargne et des échanges extérieurs, etc.) dont le niveau est susceptible de changer après un choc à l'image de la crise sanitaire de la COVID-19. Quant aux variables exogènes, elles représentent les variables (exemple des droits de douane, du taux d'imposition des revenus et du taux de TVA, etc.) à partir desquelles sont réalisés les chocs de politique économique ;
- les paramètres sont en général déterminés à partir de la valeur des variables et des équations du modèle. Leurs valeurs ne changent pas, sauf s'il y'a une intervention du modélisateur (exemple de la part de la consommation d'un bien dans le revenu) ;
- les agents économiques : il existe plusieurs types d'agents économiques notamment les ménages (ruraux, urbains), les entreprises, l'Etat et le reste du monde. Quant au comportement des agents économiques, il faut retenir que les ménages peuvent louer le capital aux entreprises, offrent leur force de travail et demande des biens de consommations. On suppose aussi que les ménages maximisent leur niveau de consommation ou de bien-être sous la contrainte de leur budget. Les entreprises offrent des biens et des services, utilisent des facteurs de production tels que le travail et le capital et investissent. De façon rationnelle, les entreprises maximisent leur profit sous la contrainte de la technologie de production disponible. Quant à l'Etat, il collecte les recettes fiscales et effectue des dépenses publiques qui représente la consommation publique.

L'équilibre général du modèle est obtenu en égalisant l'offre et la demande sur tous les marchés de biens et de facteurs.

Concrètement, les grandes étapes suivies pour l'élaboration du MEGC du Niger pour les simulations d'impact sont :

- a) la construction d'une Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) : elle constitue une base de données représentative d'une économie à une période donnée (l'année en général). Dans cette MCS, il a été collecté et réconcilié des données provenant de plusieurs sources (administratives, rapports d'enquêtes, etc.) pour produire une base de données cohérentes pour une année dite de « référence » qui correspond à l'année « 2019 » dans le cadre de cette étude. La MCS comprend des informations sur les activités de production, les biens, les facteurs, les institutions, le compte de capital, les relations avec le reste du monde, tout en respectant l'équilibre ressources-emploi de la nation. Techniquement, la MCS est une matrice carrée où le nombre de lignes est égal au nombre de colonnes. En ligne, sont lues les ressources ou les revenus et en colonnes les emplois ou les dépenses. Enfin avec la MCS, on s'assure que la situation initiale de l'économie pour année donnée est bien reproduite avant de procéder à des simulations.
- b) l'étalonnage des paramètres : il s'agit de s'assurer que l'économie reproduite est en équilibre général en déterminant les valeurs numériques des variables ;
- c) et la détermination des autres paramètres du modèles : ceci se fait sur la base de la revue de la littérature (exemple des élasticités).

Ce faisant, une étape intermédiaire a été franchie avant d'effectuer les travaux de simulation d'impact sur MEGC. Il s'agit de la construction d'une Micro Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) désagrégée sur la base de comptes nationaux établis par l'INS selon les comptes rapides établis en 2019.

Les secteurs qui sont les plus affectés par la crise sanitaire de la COVID-19 à la lumière de la revue de la littérature seront désagregés. Il s'agit du secteur secondaire, de celui des services, en particulier, le transport et l'hôtellerie, de la demande au niveau des investissements, de la consommation des ménages, des administrations publiques, des exportations de pétrole raffiné et de matières premières (or et uranium) et des importations de produits alimentaires et les prix.

En amont, une série de séances de travail a été effectuée afin d'adapter le MEGC de l'INS-NIGER et implémenter les données contenues dans la MCS. Quant aux travaux de simulation d'impact, des simulations de chocs ont été réalisés au niveau du secteur primaire, du secondaire, et du tertiaire et ont servi d'input aux travaux d'analyse et à la mise en exergue des canaux de transmission de l'impact de la crise sanitaire de la COVID-19 sur l'économie.

VI.2. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE AUPRES DES ENTREPRISES

Une enquête téléphonique qualitative et quantitative a été effectuée afin d'affiner l'analyse des résultats issus de la modélisation en équilibre général calculable (MEGC) et faire ressortir l'impact de la COVID-19 au niveau de l'emploi, du chiffre d'affaires et de l'investissement des entreprises. Le champ de l'enquête est national avec un échantillon représentatif selon le milieu de résidence (urbain et rural) et concerne les entreprises des secteurs moderne et

informel qui sont les deux domaines d'études retenus. La méthodologie est décrite ainsi qu'il suit :

IV. 2.1. Bases de sondage de l'enquête auprès des entreprises

L'échantillon de l'enquête auprès des entreprises du secteur moderne a été tiré à partir du répertoire des entreprises du secteur moderne le plus récent élaboré par l'INS à savoir celui de l'année 2019. Cette base a été utilisée du fait qu'elle contient les données téléphoniques des principales entreprises du Niger et d'autres informations pertinentes (branche d'activités, chiffres d'affaires, etc.).

Quant aux entreprises du secteur informel, à l'instar de l'approche méthodologique utilisée par des pays ayant réalisé des enquêtes similaires, la liste des Unités de Production Informelles (UPI) contenues au niveau de la base de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI), laquelle contient aussi des informations sur les numéros de téléphone des chefs d'unités de production informelles ainsi que leur nom, prénom et leur localisation, a été retenue comme base de sondage. En effet, il s'agit de l'enquête la plus récente sur le secteur informel réalisée par l'INS-NIGER en 2017, et harmonisée au niveau des pays membres de l'UEMOA.

La taille optimale de l'échantillon obtenue est de 1 200 entreprises dont 400 entreprises du secteur moderne et 800 unités de productions informelles (UPI).

IV. 2.2. Méthodologie d'échantillonnage des entreprises à enquêter

Etant donné qu'il est attendu que les résultats soient significatifs au niveau national sur les deux (2) domaines d'étude retenus (le moderne et l'informel), l'échantillonnage a été fait indépendamment dans les deux (2) domaines et stratifié par branche d'activités pour renforcer la précision des estimations. Une allocation proportionnelle du poids de chaque branche d'activités dans la valeur ajoutée totale de chaque secteur (moderne et informel) a été faite. Pour ce faire, les entreprises ont été tirées au hasard à l'intérieur de chaque strate (branche d'activités) au moyen d'un sondage aléatoire systématique (SAS).

➤ Pour les entreprises du secteur moderne :

La répartition des entreprises par branche d'activités a été faite suivant une allocation proportionnelle à leur poids dans la valeur ajoutée totale du secteur moderne marchande. Cependant, compte tenu de la situation dans certaines branches où opèrent des grandes entreprises avec des effectifs limités (cas de la production d'électricité, d'eau, et des télécommunications), des redressements ont été faits dans la méthode d'allocation proportionnelle. Le tableau 1 donne la répartition de l'effectif de l'échantillon des entreprises du secteur moderne obtenu qui tient compte de l'effectif au niveau de certaines branches d'activités.

Tableau 1 : Répartition des entreprises enquêtées du secteur moderne

Branches d'activités	Effectifs retenus	Pourcentage
Activités extractives	4	1,0%
Activités de fabrication	71	17,9%
Production et distribution électricité et gaz	1	0,3%
Production et distribution eau, assainissement	1	0,3%
Construction	8	2,0%
Commerce, réparation auto et motocycles	145	36,2%
Transports et entreposage	27	6,8%

Branches d'activités	Effectifs retenus	Pourcentage
Activités d'hébergement et de restauration	11	2,8%
Communications et information	10	2,5%
Activités financières et d'assurances	10	2,5%
Activités immobilières	3	0,7%
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	48	11,9%
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	11	2,7%
Enseignement	20	5,0%
Activités de santé humaine et d'action sociale	5	1,3%
Activités d'autres services	26	6,4%
Total	400	100%

Source : INS (2020), à partir du répertoire 2020 des entreprises

➤ Pour les entreprises du secteur informel (Unités de Production Informelles)

La répartition des Unités de Production Informelles (UPI) par branches d'activités suit les mêmes proportions que leurs poids dans la valeur ajoutée du secteur informel marchand. Ainsi, l'échantillon retenu pour le secteur informel se présente dans le tableau 2 comme suit :

Tableau 2 : Répartition des entreprises enquêtées du secteur informel

Branches d'activités	Effectifs retenus	Pourcentage
Activités extractives	7	0,9%
Activités de fabrication	281	35,2%
Production et distribution électricité et gaz	0	0,0%
Production et distribution eau, assainissement	0	0,0%
Construction	24	3,0%
Commerce, réparation auto et motocycles	306	38,2%
Transports et entreposage	31	3,9%
Activités d'hébergement et de restauration	23	2,9%
Communications et information	0	0,0%
Activités financières et d'assurances	1	0,1%
Activités immobilières	4	0,5%
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	9	1,1%
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	3	0,4%
Enseignement	4	0,5%
Activités de santé humaine et d'action sociale	4	0,5%
Activités d'autres services	103	12,9%
Total	800	100,0%

Source : INS (2020), à partir du répertoire 2020 des entreprises

IV.2.3. Dispositif de réalisation de l'enquête

Pour collecter des données fiables et de qualité, il a été mis en place une équipe technique multidisciplinaire. Cette équipe multidisciplinaire a conduit l'ensemble des activités techniques de l'enquête. Elle était, ainsi, chargée de l'examen et de l'adoption des objectifs et résultats attendus de l'enquête, de l'élaboration de la méthodologie de l'enquête, de la finalisation du questionnaire, du respect du calendrier de l'enquête. Elle a assuré la formation des agents enquêteurs, la supervision de la collecte des données et a veillé à leur qualité. Elle a été également chargée de l'élaboration du plan d'analyse du traitement et de

l'analyse des données en vue de la rédaction des rapports mensuels et définitifs de l'enquête.

VI.2.4. Elaboration du questionnaire

Un questionnaire unique prenant en compte les caractéristiques du secteur moderne et celles de l'informel, a été élaboré et adapté aux réalités du Niger. Ce questionnaire a été administré à toutes les entreprises de l'échantillon de l'enquête qui ont pu être jointes au téléphone.

Il est destiné à recueillir des informations sur les caractéristiques des entreprises (le domaine d'activité, la localisation géographique, le statut juridique, la classification économique, la branche d'activité principale et secondaire etc.), l'impact de la COVID sur le chiffre d'affaire, l'emploi et l'investissement et enfin les attentes, la perception, et les avis des entreprises enquêtées par rapport aux mesures de soutien annoncées par le Gouvernement pour atténuer les effets induits par la pandémie de la COVID-19.

VI.2.5. Recrutement et formation des agents de collecte

Il a été procédé à la désignation de vingt-cinq (25) agents enquêteurs expérimentés dans la collecte des données auprès des entreprises dont cinq (5) chefs d'équipes. Ces agents de collecte ont suivi une formation de trois (3) jours.

De façon succincte, après la formation des formateurs /superviseurs qui s'est tenue durant la journée du 31 août 2020 afin de leur présenter la plateforme en ligne de saisie des données de l'enquête téléphonique (SURVEY SOLUTIONS) développée par la Banque Mondiale, la formation proprement dite des agents enquêteurs s'est déroulée du 1^{er} au 05 septembre 2020.

Les trois (3) premiers jours ont été consacrés à (i) la formation théorique avec la présentation du questionnaire de l'enquête téléphonique sous sa forme papier et aux aspects méthodologiques, ensuite (ii) à la formation pratique des agents enquêteurs à l'utilisation des tablettes et à la saisie des données des entrevues téléphoniques assistées par ordinateur (CATI) avec la plateforme SURVEY SOLUTIONS et enfin (iii) aux simulations en langues nationales du questionnaire avec la saisie directe sur les tablettes pour reproduire les conditions réelles de l'enquête.

IV.2.6. Pré-test et finalisation du questionnaire

Les deux (2) derniers jours de formation, ont servi à l'organisation de l'enquête pilote afin de tester le dispositif de collecte de données auprès des entreprises ne faisant pas partie de l'échantillon. Chaque enquêteur a eu à interviewer par appel téléphonique, durant ces deux (2) jours, cinq (5) entreprises dont trois (3) de l'informel et deux (2) du moderne, soit au total cent vingt-cinq (125) entreprises enquêtées lors de la phase pilote. A l'issue de ce pré-test de deux (2) jours, le questionnaire de collecte a été amendé, puis stabilisé et finalisé pour être ensuite reprogrammé sur les tablettes qui ont servi à la collecte des données par entretien téléphonique.

IV.2.7. Collecte, traitement et analyse des données

Cette activité a démarré effectivement le 07 septembre 2020 avec la signature des contrats et la « mise en route » des agents enquêteurs. Mais la collecte téléphonique proprement dite n'a pu débuter que le 23 septembre 2020 pour une durée vingt (20) jours ouvrables. Elle

a ainsi pris fin, le 19 octobre 2020. Un total de 1 200 entreprises avait été affecté aux agents enquêteurs à raison de 60 entreprises dont vingt (20) du secteur moderne et quarante (40) du secteur informel.

Chacune de cinq (5) équipes, en sus du chef d'équipe qui veillait à la cohérence des informations saisies par les enquêteurs sur les tablettes, a été supervisée par un (1) des membres de l'équipe technique de l'étude, soit cinq (5) superviseurs au total. Le rôle assigné aux superviseurs était d'assurer le contrôle de la qualité des données transmises par le chef d'équipe. A cet effet, le superviseur avait la latitude d'approuver « en temps réel et en ligne », les questionnaires qui lui étaient transmis par le chef de l'équipe qu'il supervise. Au cas où le questionnaire transmis comportait trop d'incohérences et d'informations manquantes, le superviseur rejetait le questionnaire en motivant son appréciation à travers des commentaires. Ensuite, le questionnaire est renvoyé automatiquement au chef d'équipe qui le retourne à l'enquêteur concerné afin de le corriger et le compléter éventuellement.

Les données recueillies lors des entretiens téléphoniques ont été enregistrées sur tablette en utilisant la plateforme « Survey Solutions » de la Banque Mondiale pour la collecte des données par CAPI et envoyées par la suite sur le serveur. Une fois vérifiée l'effectivité des données saisies sur les tablettes, elles ont été concaténées.

En ce qui concerne le traitement et l'analyse des données, le logiciel SPSS a été utilisé et a permis de générer les tableaux de résultats de collecte.

IV.2.8. Bilan de la collecte des données par téléphone auprès des entreprises

A l'issue de la collecte, 1185 entreprises ont pu être joints au téléphone pour une interview. 582 entreprises ont été interviewées avec succès soit 48,5% et 32 interviews ont été partiellement achevés soit 2,7%. Malgré plusieurs tentatives de rappels des entreprises, il a été enregistré un nombre élevé de refus (135 entreprises soit 11,3%) et de non réponse (101 entreprises soit 8,4%). Les numéros invalides et de téléphones fermés sont respectivement au nombre de 154 entreprises soit 12,8% et 145 entreprises soit 12,1%.

Tableau 3 : Bilan de collecte des données de l'enquête auprès des entreprises (1ère vague)

STATUT DES QUESTIONNAIRES	NOMBRE	POURCENTAGE (%)
Achevé	582	48,5
Partiellement achevé	32	2,7
Refus	135	11,3
Ne peut pas comprendre la langue	7	0,6
Aucune réponse	101	8,4
Numéro invalide	154	12,8
Téléphone fermé / injoignable	145	12,1
Ne connaît pas l'entreprise	27	2,3
Ne peut/veut pas rendre visite à l'entreprise	2	0,2
Total	1 185	98,8
Manquants	15	1,2
Total	1 200	100,0

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

IV.2.9. Limites de l'enquête téléphonique auprès des entreprises

A l'instar de toute enquête par sondage, les résultats de cette dernière pourraient contenir des erreurs d'échantillonnage liés au fait qu'une partie de la population des entreprises nationales a été couverte ;

Bien que l'encadrement de la collecte ait été assuré en permanence par les membres de l'équipe technique, il n'est pas exclu que par moment, les agents de collecte, aient pu commettre quelques erreurs d'enregistrement dû à la formulation de certaines questions ou à la mauvaise compréhension des enquêtés ;

En outre, la collecte des données par téléphone au niveau des entreprises de l'informel situées pour la plupart, en zones rurales est souvent difficile, notamment à cause des problèmes de couverture du réseau. Ce qui ne permet pas de les joindre aisément ;

L'impossibilité de joindre certaines entreprises est dû au fait qu'avec la généralisation du téléphone portable, beaucoup d'entreprises ont abandonné leurs lignes téléphoniques fixes. Pourtant, quand il s'agit de remplir un formulaire, un questionnaire ou tout autre document administratif, elles portent leurs numéros fixes. C'est ainsi que beaucoup d'agents enquêteurs n'ont pas pu joindre des entreprises soit parce que les numéros ne passent pas, soit parce que ça sonne mais personne ne décroche durant toute la période de collecte. Cette situation est renseignée par les modalités « **numéros invalide** » ou « **aucune réponse** ».

Certains numéros ont été réattribués à d'autres personnes : en effet lorsqu'un numéro n'est pas activé pendant une certaine période, les opérateurs de téléphonie suspendent l'abonnement et le numéro est attribué à une tierce personne. Cette situation est captée par la modalité « **ne connaît pas l'entreprises** ». D'autres numéros déclarés par les entreprises sont des numéros de leurs employés. Les agents enquêteurs sont tombés sur quelque cas d'individus qui ont quitté l'entreprise qu'on souhaite interroger.

A cela s'ajoutent enfin, les **cas de refus**. En effet, beaucoup d'entreprises contactées ont refusé de répondre au questionnaire par téléphone sous prétexte que l'INS ne les a jamais interrogé par téléphone. Elles ont exigé la présence physique de l'agent enquêteur avec une correspondance du Directeur Général de l'INS ou tout autre preuve qu'ils sont mandatés par l'INS. Certaines entreprises ont été étonnées qu'on les appelle sur des téléphones portables et non de téléphones fixes, comme de coutume. A cet égard, elles sont allées jusqu'à taxer certains agents enquêteurs d'« escrocs ». D'autres chefs entreprises ont déclaré qu'ils seront rassurés quand ils auront le questionnaire physique sous leurs yeux. Enfin, une catégorie de chefs d'entreprises a tout simplement refusé de répondre parce qu'elle n'a pas eu l'opportunité d'exercer une activité, bien avant l'apparition de la COVID-19.

Outre cela, les numéros de téléphone contenus dans la base de données de l'enquête ERI-ESI qui a servi de base de sondage, n'ont pas pu être testés avant le démarrage de la collecte des données.

Toutefois, malgré toutes ces limites inhérentes aux opérations de collecte par voie téléphonique, il convient de noter, que cela n'a pas altéré la qualité des informations contenues dans les résultats globaux de l'enquête menée auprès des entreprises.

V. PRINCIPAUX RESULTATS DES TRAVAUX DE SIMULATION DE L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR L'ECONOMIE NIGERIEENNE ET DE LA COLLECTE AUPRES DES ENTREPRISES DES SECTEURS MODERNE ET INFORMEL

En lien avec la méthodologie développée dans le chapitre précédent, et à la lumière des enseignements tirés de la revue de la littérature, il est abordé dans celui-ci, de prime abord, les principaux résultats découlant de la simulation d'impact de la COVID-19 sur les agrégats macroéconomiques et les secteurs clés de l'économie nigérienne afin d'identifier les principaux canaux de transmission. Ensuite, les principaux résultats de l'enquête téléphonique auprès des entreprises des secteurs moderne et informels sont analysés succinctement.

V.1. PRINCIPAUX RESULTATS DES TRAVAUX DE SIMULATION DE L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR L'ECONOMIE NIGERIEENNE ET IDENTIFICATION DES CANAUX DE TRANSMISSION

V. 1.1. Effets macro-économiques de la COVID-19

Un modèle d'équilibre général calculable a été utilisé afin d'analyser l'impact économique probable de la pandémie de COVID-19 sur l'économie nationale.

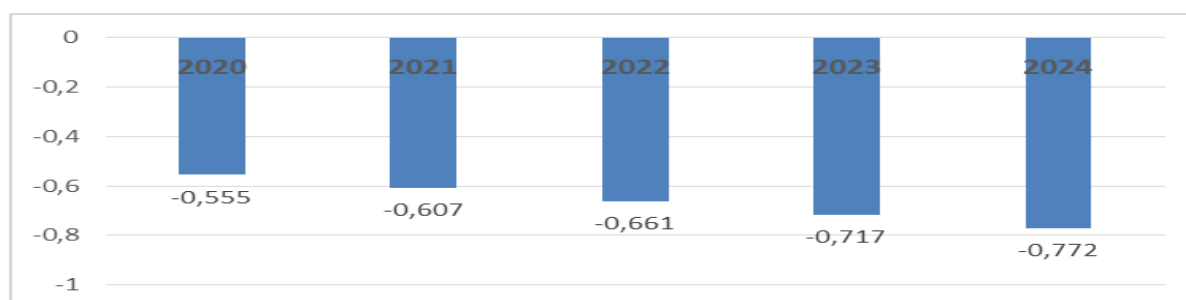
Comme évoqué dans la revue de la littérature, en rapport avec les hypothèses utilisées par la récente étude de la Banque Mondiale réalisée en août 2020 sur l'impact probable de la COVID-19 sur les pays d'Afrique subsaharienne, il a été envisagé un scénario dans lequel subsiste une baisse de la demande de pétrole de 20% combiné à une hausse du prix unitaire des exportations de 10,9% et de celui des importations de 9,7% et enfin une baisse de la productivité du travail de 5,7%. En effet, la peur, les contrôles et les restrictions sur les mouvements et les horaires de travail des salariés du secteur public comme privé sont susceptibles d'affecter négativement les décisions d'offre de travail des ménages, du moins pour les ménages qui peuvent se permettre d'arrêter de travailler. L'impact macro-économique est appréhendé au niveau de la croissance du PIB réel, du commerce extérieur et des prix à la consommation.

IV. 1.1.1. Effets de la COVID-19 sur le taux de croissance économique

L'impact de la COVID-19 (graphique 1) est appréhendé à travers un scénario qui combine une baisse des cours du pétrole de 20%, une hausse du prix unitaire des exportations de 10,9% et celui des importations de 9,7% et enfin une baisse de la productivité du travail de 5,7%.

A l'issue de ce choc, il en résulte que la croissance du PIB afficherait une diminution en moyenne de 0,66 % en variation sur la période 2020-2024.

Graphique 1 : Impact du choc sanitaire de la COVID-19 sur le PIB



Source : Simulations des auteurs sur le MEGC de l'INS (sur la base d'une MCS portant sur les comptes économiques de l'année 2019)

V. 1.1.2. Effets de la COVID-19 sur le commerce extérieur

Le choc induit par la pandémie de COVID-19, et l'effondrement des cours de pétrole qui en résulte, entraîneraient une forte détérioration des termes de l'échange des produits de base des pays pétroliers africains. Cette détérioration se traduirait par la réduction des recettes d'exportation et contribuerait à creuser davantage les déficits de la balance courante des États concernés. La hausse des coûts de transaction induite par la hausse des prix unitaire à l'exportation comme à l'importation entraînerait une baisse des exportations et des importations respectivement de (-0.6%) et (-0.9%) en moyenne sur la période 2020-2024.

Pour le cas du Niger, l'effet limité de la COVID-19 sur le commerce extérieur (tableau 4) sur la période de simulation 2020-2024, pourrait être expliqué par la faible corrélation entre le prix négocié de l'uranium du Niger avec ORANO (anciennement dénommé AREVA) et les cours internationaux car ce dernier. Ce qui n'aurait pas d'incidence majeure sur les recettes d'uranium du Niger, qui constitue, le premier poste des exportations de biens.

Tableau 4 : Impact du choc sanitaire de la COVID-19 sur le commerce extérieur du Niger

Années	Exportations	Importations	Balance Commerciale
2020	-0,287	-0,711	-0,005
2021	-0,478	-0,819	-0,055
2022	-0,643	-0,915	-0,107
2023	-0,795	-1,005	-0,161
2024	-0,938	-1,091	-0,217

Source : Simulations des auteurs sur le MEGC de l'INS (sur la base d'une MCS portant sur les comptes économiques de l'année 2019)

VI. 1.1.3. Effets de la COVID-19 sur les prix à la consommation et les revenus et le bien-être des ménages

La baisse de la richesse nationale captée par la baisse du produit intérieur brut engendrerait une baisse de revenus des ménages (-1,1%) sur la période 2020-2024 (tableau 5). Les prix à la consommation baisseraient en moyenne de (-0,55%) sur la période 2020-2024, mais pas assez suffisamment pour compenser l'effet de la baisse du revenu.

Ainsi, l'effet revenu l'emporterait sur l'effet prix et, une perte de bien-être du niveau national de (-0,5%) en moyenne en résulterait sur la période la même période. Le bien être des ménages se détériorerait de (-0,7%) en moyenne sur la période de simulation de 2020-2024 ceteris paribus.

Tableau 5 : Impact du choc sanitaire de la COVID-19 sur les prix à la consommation, les revenus et le bien-être des ménages

Années	Revenu national	Prix à la Consommation	Bien être national
2020	-0,766	-0,543	-0,361
2021	-0,952	-0,54	-0,434
2022	-1,113	-0,551	-0,499
2023	-1,259	-0,562	-0,558
2024	-1,524	-0,579	-0,657

Source : Simulations des auteurs sur le MEGC de l'INS (sur la base d'une MCS portant sur les comptes économiques de l'année 2019)

V. 1.2. Effets de la COVID-19 sur la rémunération des facteurs

Les travailleurs évitant les lieux de travail, une partie du capital resterait inutilisée ; de plus, l'augmentation de l'incertitude entraînerait le report ou l'annulation de certains investissements. La baisse du PIB provoquerait donc une baisse de la rémunération du facteur capital.

Ainsi, le taux de salaire baisserait en moyenne de (-1,04)% pour les non-qualifiés et de (-0,64%) pour les très-qualifiés entre 2020-2024 comme l'indique le tableau ci-dessous. Le taux de salaire baisserait en moyenne de (-1,8)% pour les non-qualifiés et de (-1,06%) pour les très-qualifiés de 2020-2024 (tableau 6).

Tableau 6 : Impact du choc sanitaire de la COVID-19 sur la rémunération du travail

Années	LNQ	LPQ	LMQ	LQ
2020	-0,684	-0,435	-0,418	-0,397
2021	-0,886	-0,579	-0,535	-0,554
2022	-1,056	-0,696	-0,611	-0,67
2023	-1,213	-0,798	-0,669	-0,769
2024	-1,499	-0,969	-0,756	-0,933

Source : Simulations des auteurs sur le MEGC de l'INS (sur la base d'une MCS portant sur les comptes économiques de l'année 2019)

Notes LNQ = travail non qualifié ; LPQ = travail peu qualifié, LMQ= travail moyennement qualifié ; LQ = travail très qualifié.

V. 1.3. Identification des principaux canaux de transmission de l'impact de la COVID-19 sur l'économie nigérienne

Le scénario développé dans la simulation de l'impact du choc sanitaire sur l'économie nigérienne est bâti sur une série d'hypothèses tirée d'une récente étude menée par la Banque Mondiale (août 2020) sur les pays d'Afrique subsaharienne. Ce scénario suppose une baisse de la demande de pétrole de 20% en lien avec la contraction de la demande extérieure, combinée à une hausse du prix unitaire des exportations de 10,9% et de celui des importations de 9,7% et enfin une baisse de la productivité du travail de 5,7% consécutive aux mesures restrictives imposées par les Etats à leur population active.

Le scénario simulé sur le MEGC donne une idée des ordres de grandeur auxquels on pourrait s'attendre, par rapport aux principales chaînes de transmission. Les résultats pour le Niger soulignent que le principal canal de transmission est la baisse de revenu des ménages au niveau national (-1,1%) induite par une baisse moyenne de la rémunération du facteur

travail notamment au niveau du personnel non qualifié (-1,8%) sur la période de simulation 2020-2024. En effet, les résultats issus des simulations sur le MEGC confirment que les mesures de confinement prises pour ralentir la propagation de la COVID-19, sembleraient plus affecter les travailleurs non qualifiés qui sont pour l'essentiel issus du secteur non enregistré ou informel.

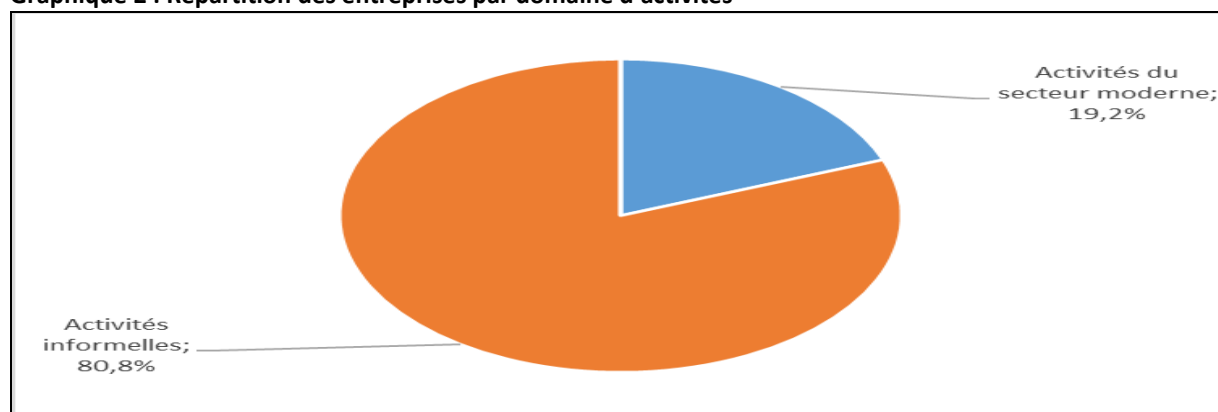
Toutefois, l'impact du choc sanitaire de la COVID-19 serait modéré sur le commerce extérieur du Niger (avec une baisse des exportations de 0,6%) en lieu avec la faible corrélation entre le prix négocié de l'uranium du Niger avec ORANO (anciennement dénommé AREVA) et les cours internationaux car ce dernier qui est le principal produit exporté. Il en serait de même sur la croissance économique du Niger avec une baisse moyenne de 0,66% sur l'horizon 2020-2024.

V.2. PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE TELEPHONIQUE RELATIVE A L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR LES ENTREPRISES DES SECTEURS MODERNE ET INFORMEL

V. 2.1. Profil des entreprises enquêtées

L'enquête s'est déroulée auprès de 1 200 entreprises réparties sur l'ensemble des huit (8) régions du pays. Dans cette partie, l'analyse est réalisée par rapport aux entreprises qui ont répondu totalement ou partiellement au questionnaire qui leur a été administré. Il faut rappeler que sur les 1200 entreprises échantillons, 584 entreprises ont fournies des réponses sur leur domaine d'activités, soit un taux de réponses de 48,7% (472 du secteur informel (80,8%) et 112 du secteur moderne (19,2%) comme l'indique le graphique 1 ci-dessous).

Graphique 2 : Répartition des entreprises par domaine d'activités



Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Par ailleurs, l'analyse du tableau n°7 ci-dessous fait ressortir que sur les 112 entreprises du secteur moderne enquêtées 105 sont à Niamey (93,8%) suivie des régions d'Agadez avec 3 entreprises (2,7%), de Tahoua (2 entreprise, soit 1,8%), de Dosso (1 entreprise, soit 0,9) et de Tillabéri (1 entreprise soit 0,9%). Aucune entreprise du secteur moderne n'a pu être enquêtée dans les autres régions (Diffa, Maradi, Zinder). En ce qui concerne le secteur informel, c'est la région d'Agadez qui vient en tête avec 110 entreprises (23,3%) suivie de Niamey (95 entreprises, soit 20,1%), de Diffa (60 entreprises, soit 12,7%), de Maradi (52 entreprises, soit 11,0%), de Dosso (48 entreprises, soit 10,2%), Tillabéri (40 entreprises, soit 8,5%), de Zinder (36 entreprises, soit 7,6%) et de Tahoua (31 entreprises, soit 6,6%).

Tableau 7 : Répartition des entreprises par domaine d'activité et par région

		Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
Région				
AGADEZ	Effectif	3	110	113
	%	2,7%	23,3%	19,3%
	% du total	,5%	18,8%	19,3%
DIFFA	Effectif	0	60	60
	%	0,0%	12,7%	10,3%
	% du total	0,0%	10,3%	10,3%
DOSSO	Effectif	1	48	49
	%	,9%	10,2%	8,4%
	% du total	,2%	8,2%	8,4%
MARADI	Effectif	0	52	52
	%	0,0%	11,0%	8,9%
	% du total	0,0%	8,9%	8,9%
TAHOUA	Effectif	2	31	33
	%	1,8%	6,6%	5,7%
	% du total	,3%	5,3%	5,7%
TILLABERI	Effectif	1	40	41
	%	,9%	8,5%	7,0%
	% du total	,2%	6,8%	7,0%
ZINDER	Effectif	0	36	36
	%	0,0%	7,6%	6,2%
	% du total	0,0%	6,2%	6,2%
NIAMEY	Effectif	105	95	200
	%	93,8%	20,1%	34,2%
	% du total	18,0%	16,3%	34,2%
Ensemble	Effectif	112	472	584
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	19,2%	80,8%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

En outre l'analyse, selon la classification économique (tableau 8), fait ressortir que 56,5% des entreprises enquêtées relèvent du secteur du commerce, suivi du secteur des services (26,5%), du secteur agricole (7,3%), du secteur industriel (5,5%) et du secteur artisanale (4,2%).

Tableau 8: Répartition des entreprises par domaine d'activités et selon la classification économique

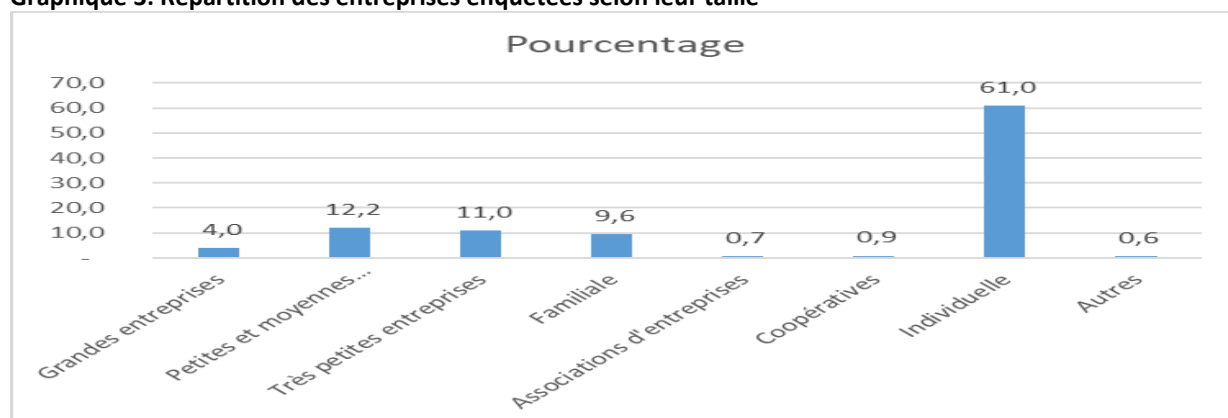
		Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
Classification économique				
Industrielle	Effectif	17	15	32
	%	15,6%	3,2%	5,5%
	% du total	2,9%	2,6%	5,5%
Commerciale	Effectif	53	273	326
	%	48,6%	58,3%	56,5%
	% du total	9,2%	47,3%	56,5%

Classification économique		Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
Artisanale	Effectif	0	24	24
	%	0,0%	5,1%	4,2%
	% du total	0,0%	4,2%	4,2%
Agricole	Effectif	1	41	42
	%	,9%	8,8%	7,3%
	% du total	,2%	7,1%	7,3%
Service	Effectif	38	115	153
	%	34,9%	24,6%	26,5%
	% du total	6,6%	19,9%	26,5%
Ensemble	Effectif	109	468	577
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	18,9%	81,1%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

En ce qui concerne, la taille des entreprises enquêtées (graphique 3 et tableau 9), les résultats de l'enquête font ressortir que 61,0% d'elles sont de type individuelle, suivies des petites et moyennes entreprises 12,2%, des très petites entreprises (11,0%), des entreprises familiales (9,6%) et des grandes entreprises (4,0%). Le graphique n°2 et le tableau n°6 illustre cette répartition.

Graphique 3: Répartition des entreprises enquêtées selon leur taille



Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 9 : Répartition des entreprises par domaine d'activités et selon la taille de l'entreprise

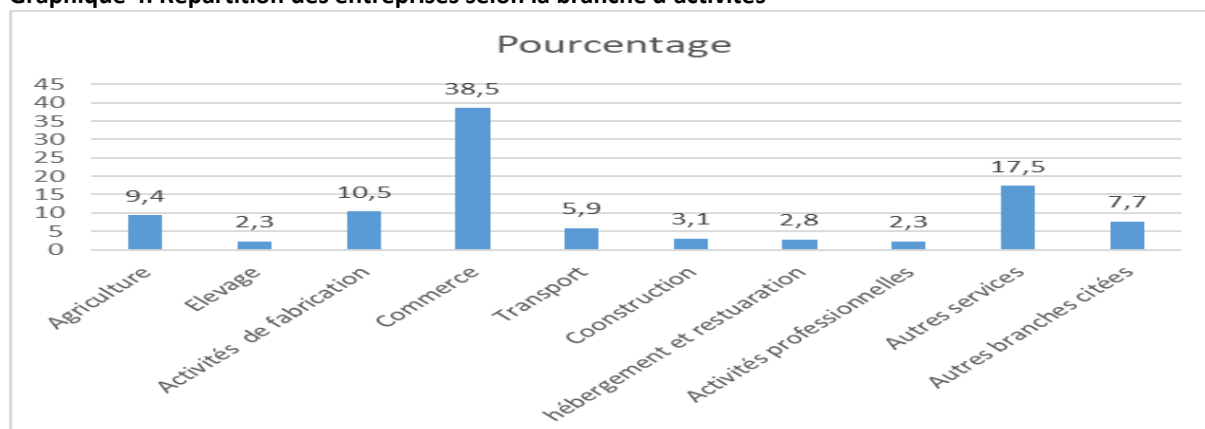
Taille de l'entreprise		Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
Grande Entreprise (GE)	Effectif	21	2	23
	%	19,3%	,4%	4,0%
	% du total	3,7%	,3%	4,0%
Petite et Moyenne Entreprise (PME)	Effectif	54	16	70
	%	49,5%	3,4%	12,2%
	% du total	9,4%	2,8%	12,2%

		Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
Taille de l'entreprise				
Très Petite Entreprise (TPE)	Effectif	15	48	63
	%	13,8%	10,3%	11,0%
	% du total	2,6%	8,4%	11,0%
Familiale	Effectif	2	53	55
	%	1,8%	11,4%	9,6%
	% du total	,3%	9,2%	9,6%
Associations d'entrepreneurs	Effectif	3	1	4
	%	2,8%	,2%	,7%
	% du total	,5%	,2%	,7%
Coopérative	Effectif	0	5	5
	%	0,0%	1,1%	,9%
	% du total	0,0%	,9%	,9%
Individuelle	Effectif	13	337	350
	%	11,9%	72,5%	61,0%
	% du total	2,3%	58,7%	61,0%
Autre (à préciser)	Effectif	1	3	4
	%	,9%	,6%	,7%
	% du total	,2%	,5%	,7%
	Effectif	109	465	574
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	19,0%	81,0%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

S'agissant de la répartition des entreprises enquêtées selon la branche d'activités (graphique 4), les résultats de l'enquête font ressortir que 38,5% de ces entreprises sont dans le commerce suivies des autres services (17,5%), des activités de fabrication (10,5%), de l'agriculture (9,4%), du transport (5,9%), de la construction (3,1%), des activités d'hébergement et de restauration (2,8%) des activités professionnelles, scientifiques et techniques (2,3), de l'élevage (2,3%) et des activités extractives. Les autres branches d'activités citées représentent pour chacune moins de 2% comme indiqué dans le tableau 7 ci-dessous.

Graphique 4: Répartition des entreprises selon la branche d'activités



Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 10 : Répartition des entreprises par domaine d'activités et selon la branche d'activité économique principale

Branche d'activité économique principale		Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
Agriculture	Effectif	1	53	54
	%	,9%	11,4%	9,4%
	% du total	,2%	9,3%	9,4%
Elevage et chasse	Effectif	0	13	13
	%	0,0%	2,8%	2,3%
	% du total	0,0%	2,3%	2,3%
Activités extractives	Effectif	0	5	5
	%	0,0%	1,1%	,9%
	% du total	0,0%	,9%	,9%
Activités de fabrication	Effectif	6	54	60
	%	5,7%	11,6%	10,5%
	% du total	1,0%	9,4%	10,5%
Production et distribution d'électricité et de gaz	Effectif	1	2	3
	%	,9%	,4%	,5%
	% du total	,2%	,3%	,5%
Production et distribution d'eau, assainissement	Effectif	2	2	4
	%	1,9%	,4%	,7%
	% du total	,3%	,3%	,7%
Construction	Effectif	5	13	18
	%	4,7%	2,8%	3,1%
	% du total	,9%	2,3%	3,1%
Commerce, réparation auto et motocycles	Effectif	35	185	220
	%	33,0%	39,7%	38,5%
	% du total	6,1%	32,3%	38,5%
Transports et entreposages	Effectif	5	29	34
	%	4,7%	6,2%	5,9%
	% du total	,9%	5,1%	5,9%
Activités d'hébergement et de restauration	Effectif	2	14	16
	%	1,9%	3,0%	2,8%
	% du total	,3%	2,4%	2,8%
Communications et informations	Effectif	3	1	4
	%	2,8%	,2%	,7%
	% du total	,5%	,2%	,7%
Activités financières et d'assurance	Effectif	1	0	1
	%	,9%	0,0%	,2%
	% du total	,2%	0,0%	,2%
Activités immobilières	Effectif	3	1	4
	%	2,8%	,2%	,7%
	% du total	,5%	,2%	,7%
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	Effectif	12	1	13
	%	11,3%	,2%	2,3%
	% du total	2,1%	,2%	2,3%
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	Effectif	6	0	6
	%	5,7%	0,0%	1,0%
	% du total	1,0%	0,0%	1,0%
Activités d'administration publique	Effectif	0	1	1
	%	0,0%	,2%	,2%
	% du total	0,0%	,2%	,2%
Enseignement	Effectif	1	7	8
	%	,9%	1,5%	1,4%
	% du total	,2%	1,2%	1,4%

Branche d'activité économique principale		Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
Activités de santé humaines et d'actions sociale	Effectif	4	4	8
	%	3,8%	,9%	1,4%
	% du total	,7%	,7%	1,4%
Autres services non inclus ailleurs	Effectif	19	81	100
	%	17,9%	17,4%	17,5%
	% du total	3,3%	14,2%	17,5%
Ensemble	Effectif	106	466	572
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	18,5%	81,5%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

V. 2.2. Impact de la COVID-19 sur la performance des entreprises

Les impacts immédiats de la COVID-19 sur la performance des entreprises ont notamment été appréciés sur le chiffre d'affaires, l'emploi et les investissements.

V. 2.2.1. Impact de la COVID-19 sur le chiffre d'affaires des entreprises

Pour mesurer l'impact de la COVID-19 sur le chiffre d'affaire des entreprises, une situation est faite sur le chiffre d'affaire moyen trimestriels (hors taxe) des entreprises, avant la mise en œuvre des mesures de lutte contre la pandémie et celui réalisé durant la mise en œuvre de ces mesures.

Tableau 11 : Chiffre d'affaires moyen trimestriel (hors taxe) des entreprises avant la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 en FCFA

Quel était le chiffre d'affaires (hors taxes) trimestriel en 2019 de votre entreprise/UPI ?		
Effectifs	Valide	544
	Manquante	641
Moyenne		26 459 325
Ecart-type		129 639 444
Minimum		-
Maximum		1 219 100 499
Somme		14 393 872 831

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Le tableau 12 ci-après retrace la répartition des entreprises du secteur moderne et celles du secteur informel suivant des intervalles de chiffre d'affaire. Pour le secteur moderne les entreprises les plus représentées sont celles ayant un chiffre d'affaire compris entre 10 millions et 50 millions, suivies des celles ayant un chiffre d'affaire supérieur à 100 millions, avec des proportions respectives de 29,1% et 27,9%. En ce qui concerne les entreprises du secteur informel les plus nombreuses sont celles dont le chiffre d'affaire est inférieur à 500 000 ou compris en 500 000 et un million avec des proportions de 84,2% et 10,3%, soient 94,5% des entreprises pour lesquelles le chiffre d'affaire est inférieur à un million pour le secteur informel.

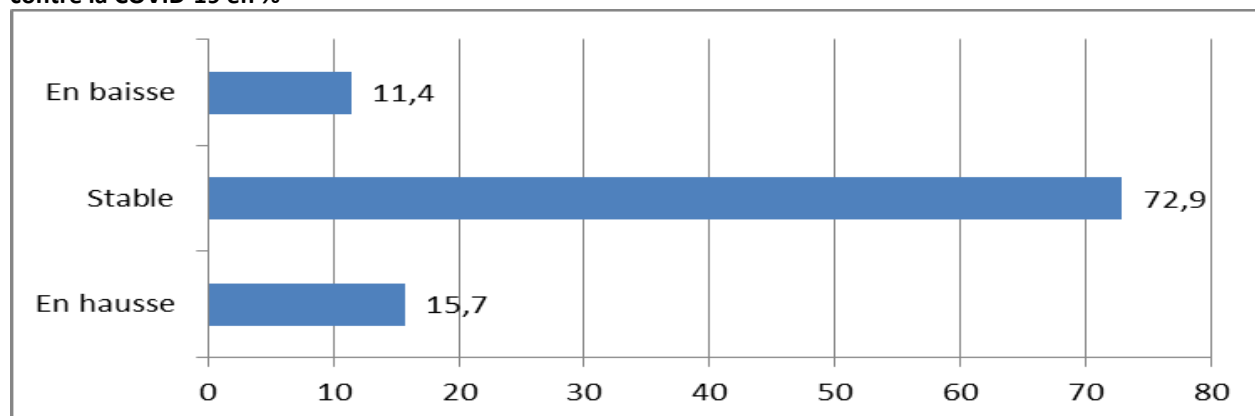
Tableau 12 : Chiffres d'affaires (ca) moyens (trimestriel (hors taxe) en FCFA des entreprises par tranche avant la mise en œuvre de mesures de lutte contre la COVID-19

Chiffre d'affaires par tranche		Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
ca<=500 000	Effectif	8	384	392
	%	9,3%	84,2%	72,3%
	% du total	1,5%	70,8%	72,3%
500 000 <ca<=1000 000	Effectif	5	47	52
	%	5,8%	10,3%	9,6%
	% du total	,9%	8,7%	9,6%
1000 000<ca<=5 000 000	Effectif	12	17	29
	%	14,0%	3,7%	5,4%
	% du total	2,2%	3,1%	5,4%
5 000 0000 <ca<=10 000 000	Effectif	5	4	9
	%	5,8%	,9%	1,7%
	% du total	,9%	,7%	1,7%
10 000 0000 <ca<=50 000 000	Effectif	25	3	28
	%	29,1%	,7%	5,2%
	% du total	4,6%	,6%	5,2%
50 000 000 <ca<=100 000 000	Effectif	7	0	7
	%	8,1%	0,0%	1,3%
	% du total	1,3%	0,0%	1,3%
ca>100 000 000	Effectif	24	1	25
	%	27,9%	,2%	4,6%
	% du total	4,4%	,2%	4,6%
Ensemble	Effectif	86	456	542
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	15,9%	84,1%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Avant la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 (graphique 5), 72,9% des entreprises jugent la situation de leurs chiffres d'affaires stable, 15,7% l'estiment en hausse et 11,4% trouvent le niveau de leurs chiffres d'affaire en baisse.

Graphique 5 : Situation du chiffre d'affaires des entreprises avant la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 en %



Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Au niveau du secteur moderne, 67,7% des entreprises estiment le niveau de leur chiffre d'affaire stable, contre 17,2% qui le trouvent en hausse et 15,2 qui l'estiment en baisse. C'est à peu près la même situation pour les entreprises du secteur informel, avec 72,9% pour la stabilité, 15,7% pour la hausse et 11,4% pour la baisse.

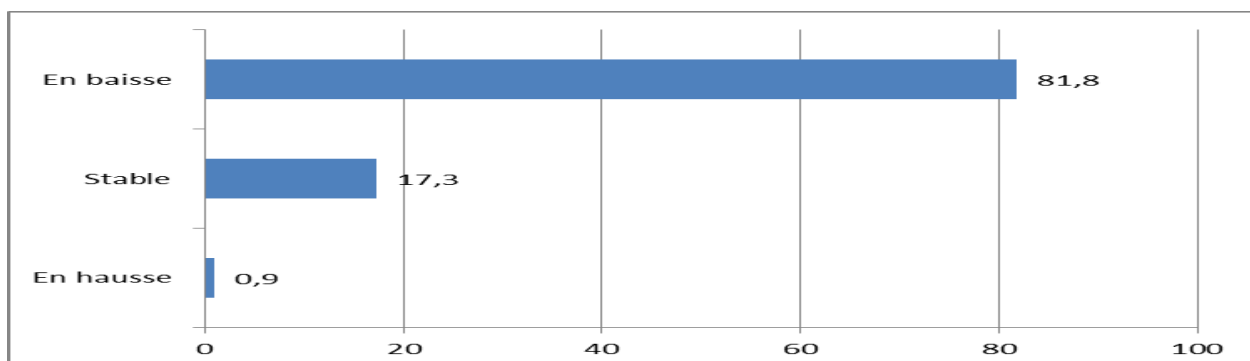
Tableau 13 : Situation du chiffre d'affaire des entreprises par domaines d'activités avant la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19

Situation de l'entreprise avant la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19		Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
En hausse	Effectif	17	71	88
	%	17,2%	15,4%	15,7%
	% du total	3,0%	12,7%	15,7%
Stable	Effectif	67	342	409
	%	67,7%	74,0%	72,9%
	% du total	11,9%	61,0%	72,9%
En baisse	Effectif	15	49	64
	%	15,2%	10,6%	11,4%
	% du total	2,7%	8,7%	11,4%
Total	Effectif	99	462	561
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	17,6%	82,4%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Avec la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 (graphique 6), jusqu'à 81,8% des entreprises trouvent le niveau de leur chiffre d'affaire en baisse, contre 17,3% qui le jugent stables et seulement 0,9% qui évoquent une hausse.

Graphique 6 : Situation du chiffre d'affaires des entreprises avec la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 en %



Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Au niveau du secteur moderne la proportion d'entreprises ayant connu une baisse du chiffre d'affaire est de 85,9%, contre seulement 10,1% des entreprises qui estiment ce niveau stable. Ces proportions sont respectivement de 81,8% et 17,3% pour le secteur informel (tableau 14).

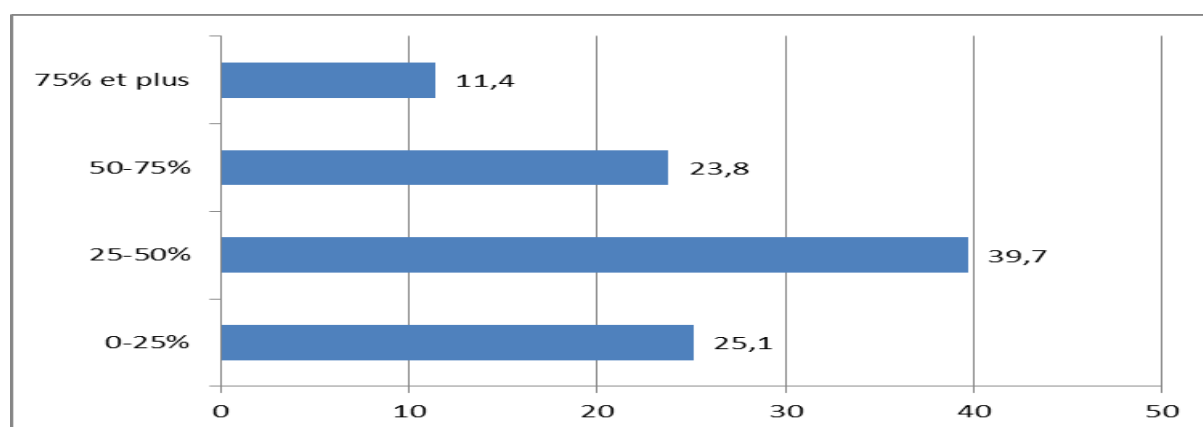
Tableau 14 : Situation du chiffre d'affaire des entreprises par domaines d'activités avec la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19

Situation de l'entreprise avec la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19		Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
En hausse	Effectif	4	1	5
	%	4,0%	,2%	,9%
	% du total	,7%	,2%	,9%
Stable	Effectif	10	87	97
	%	10,1%	18,8%	17,3%
	% du total	1,8%	15,5%	17,3%
En baisse	Effectif	85	374	459
	%	85,9%	81,0%	81,8%
	% du total	15,2%	66,7%	81,8%
Total	Effectif	99	462	561
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	17,6%	82,4%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Le niveau de l'impact de la baisse du chiffre d'affaires des entreprises (graphique 7) depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 est estimé à des degrés variés suivant les entreprises. Ainsi, 39,7% des entreprises situent le degré de cet impact entre 25 à 50% du chiffre d'affaires, contre 25,1% qui l'estiment entre 0 et 25% et 23,8% des entreprises trouvent cet impact entre 50 et 75% de leurs chiffres d'affaire. Enfin, 11,4% des entreprises trouvent l'impact supérieur à 75% de leurs chiffres d'affaire.

Graphique 7 : Proportion de l'impact de la baisse du chiffre d'affaires des entreprises/UPI depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 en %



Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Cette situation décrite précédemment est à peu près similaire au niveau des deux secteurs d'activité. En effet, la baisse de 25 à 50% du chiffre est constatée chez 38,8% des entreprises du moderne et 39,9% des entreprises du secteur informel (tableau 15). Celle de 0 à 25% pour 18,8% chez le moderne et 26,5% pour l'informel. Quant à la baisse de 50 à 75% du secteur, elle est estimée à 24,7% chez le moderne et 23,6% pour l'informel. Enfin, les entreprises du secteur moderne ayant affiché une baisse de plus de 75% de leur chiffre représentent 17,6% du total, contre 9,9% pour le secteur informel.

Tableau 15 : Proportion de l'impact de la baisse du chiffre d'affaires des entreprises/UIP par domaine d'activités depuis de début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19

Dans quelle proportion estimez-vous l'impact sur le chiffre d'affaire des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19

		Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
0-25%	Effectif	16	99	115
	%	18,8%	26,5%	25,1%
	% du total	3,5%	21,6%	25,1%
25-50%	Effectif	33	149	182
	%	38,8%	39,9%	39,7%
	% du total	7,2%	32,5%	39,7%
50-75%	Effectif	21	88	109
	%	24,7%	23,6%	23,8%
	% du total	4,6%	19,2%	23,8%
75% et plus	Effectif	15	37	52
	%	17,6%	9,9%	11,4%
	% du total	3,3%	8,1%	11,4%
Total	Effectif	85	373	458
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	18,6%	81,4%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Le tableau 16 ci-après retrace l'ampleur des impacts de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 sur les différentes branches d'activité. Les activités les plus touchées sont le commerce, la fabrication, le transport et les autres services. Les activités les moins touchées par ces mesures sont la production et la distribution d'électricité et de gaz, la construction, les activités immobilières, la production et la distribution d'eau et l'assainissement, la communication et l'information.

Tableau 16 : Proportion de l'impact de la baisse du chiffre d'affaires des entreprises/UIP par branche d'activités économiques depuis de début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19

Branche d'activité économique principale (nomenclature d'AFRISTAT)		Dans quelle proportion estimez-vous l'impact sur le chiffre d'affaires depuis le début de mise en place des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 ?				Total
		0-25%	25-50%	50-75%	75% et plus	
Activités de fabrication	Effectif	20	18	10	5	53
	%	17,4%	9,9%	9,3%	9,6%	11,6%
	% du total	4,4%	3,9%	2,2%	1,1%	11,6%
Production et distribution d'électricité et de gaz	Effectif	1	1	0	0	2
	%	,9%	,5%	0,0%	0,0%	,4%
	% du total	,2%	,2%	0,0%	0,0%	,4%
Production et distribution d'eau, assainissement	Effectif	1	1	1	0	3
	%	,9%	,5%	,9%	0,0%	,7%
	% du total	,2%	,2%	,2%	0,0%	,7%

Branche d'activité économique principale (nomenclature d'AFRISTAT)		Dans quelle proportion estimez-vous l'impact sur le chiffre d'affaires depuis le début de mise en place des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 ?				Total
		0-25%	25-50%	50-75%	75% et plus	
Construction	Effectif	4	7	4	2	17
	%	3,5%	3,8%	3,7%	3,8%	3,7%
	% du total	,9%	1,5%	,9%	,4%	3,7%
Commerce, réparation auto et motocycles	Effectif	45	93	30	15	183
	%	39,1%	51,1%	27,8%	28,8%	40,0%
	% du total	9,8%	20,4%	6,6%	3,3%	40,0%
Transports et entreposages	Effectif	7	6	10	9	32
	%	6,1%	3,3%	9,3%	17,3%	7,0%
	% du total	1,5%	1,3%	2,2%	2,0%	7,0%
Activités d'hébergement et de restauration	Effectif	3	3	6	2	14
	%	2,6%	1,6%	5,6%	3,8%	3,1%
	% du total	,7%	,7%	1,3%	,4%	3,1%
Communications et informations	Effectif	0	2	0	1	3
	%	0,0%	1,1%	0,0%	1,9%	,7%
	% du total	0,0%	,4%	0,0%	,2%	,7%
Activités immobilières	Effectif	1	1	0	1	3
	%	,9%	,5%	0,0%	1,9%	,7%
	% du total	,2%	,2%	0,0%	,2%	,7%
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	Effectif	0	5	4	3	12
	%	0,0%	2,7%	3,7%	5,8%	2,6%
	% du total	0,0%	1,1%	,9%	,7%	2,6%
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	Effectif	2	0	2	1	5
	%	1,7%	0,0%	1,9%	1,9%	1,1%
	% du total	,4%	0,0%	,4%	,2%	1,1%
Activités d'administration publique	Effectif	0	1	0	0	1
	%	0,0%	,5%	0,0%	0,0%	,2%
	% du total	0,0%	,2%	0,0%	0,0%	,2%
Enseignement	Effectif	1	1	1	1	4
	%	,9%	,5%	,9%	1,9%	,9%
	% du total	,2%	,2%	,2%	,2%	,9%
Activités de santé humaines et d'actions sociale	Effectif	1	2	2	0	5
	%	,9%	1,1%	1,9%	0,0%	1,1%
	% du total	,2%	,4%	,4%	0,0%	1,1%
Autres services non inclus ailleurs	Effectif	17	29	19	7	72
	%	14,8%	15,9%	17,6%	13,5%	15,8%
	% du total	3,7%	6,3%	4,2%	1,5%	15,8%
Total	Effectif	115	182	108	52	457
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	25,2%	39,8%	23,6%	11,4%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Selon la classification économique de l'entreprise (tableau 17), les groupes les plus touchées sont les activités commerciales et les services. Les moins touchées sont les activités industrielles, artisanales et agricoles.

Tableau 17 : Proportion de l'impact de la baisse du chiffre d'affaires des entreprises/UPI selon l'activité économique depuis de début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19

Classification économique de l'entreprise /UPI selon l'activité		Dans quelle proportion estimez-vous l'impact sur le chiffre d'affaires depuis le début de mise en place des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 en date du 13 mars 2020 ?				Total
		0-25%	25-50%	50-75%	75% et plus	
Industrielle	Effectif	7	10	6	5	28
	%	6,1%	5,5%	5,6%	9,6%	6,1%
	% du total	1,5%	2,2%	1,3%	1,1%	6,1%
Commerciale	Effectif	55	115	64	29	263
	%	47,8%	63,2%	59,3%	55,8%	57,5%
	% du total	12,0%	25,2%	14,0%	6,3%	57,5%
Artisanale	Effectif	7	6	5	1	19
	%	6,1%	3,3%	4,6%	1,9%	4,2%
	% du total	1,5%	1,3%	1,1%	,2%	4,2%
Agricole	Effectif	10	8	4	0	22
	%	8,7%	4,4%	3,7%	0,0%	4,8%
	% du total	2,2%	1,8%	,9%	0,0%	4,8%
Service	Effectif	36	43	29	17	125
	%	31,3%	23,6%	26,9%	32,7%	27,4%
	% du total	7,9%	9,4%	6,3%	3,7%	27,4%
Total	Effectif	115	182	108	52	457
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	25,2%	39,8%	23,6%	11,4%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Par rapport à leurs tailles (tableau 18), les entreprises les plus touchées par la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19 sont les entreprises individuelles, les petites et moyennes entreprises, les très petites entreprises et les entreprises familiales. Sauf les grandes entreprises semblent avoir résisté durant la période.

Tableau 18 : Proportion de l'impact de la baisse du chiffre d'affaires des entreprises/UPI selon l'activité la taille depuis de début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19

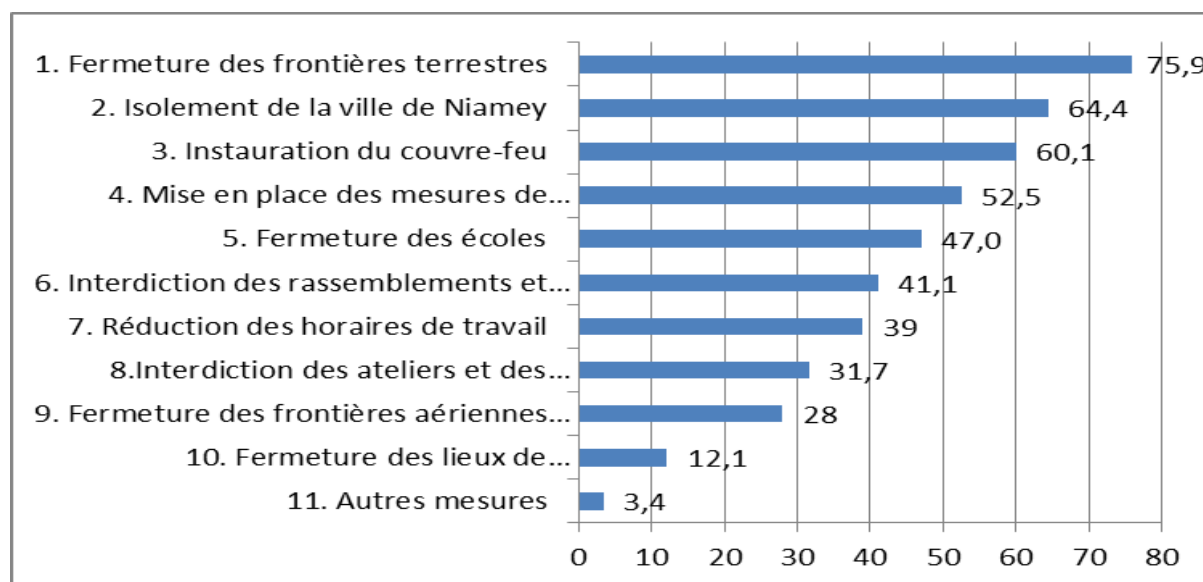
Classification économique de l'entreprise/UPI selon la taille		Dans quelle proportion estimez-vous l'impact sur le chiffre d'affaires depuis le début de mise en place des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 en date du 13 mars 2020 ?				Total
		0-25%	25-50%	50-75%	75% et plus	
Grande Entreprise (GE)	Effectif	4	7	4	3	18
	%	3,5%	3,8%	3,7%	5,8%	3,9%
	% du total	,9%	1,5%	,9%	,7%	3,9%
Petite et Moyenne Entreprise (PME)	Effectif	12	17	15	9	53
	%	10,4%	9,3%	14,0%	17,3%	11,6%
	% du total	2,6%	3,7%	3,3%	2,0%	11,6%
Très Petite Entreprise (TPE)	Effectif	8	17	13	7	45
	%	7,0%	9,3%	12,1%	13,5%	9,9%
	% du total	1,8%	3,7%	2,9%	1,5%	9,9%
Familiale	Effectif	12	18	5	0	35
	%	10,4%	9,9%	4,7%	0,0%	7,7%
	% du total	2,6%	3,9%	1,1%	0,0%	7,7%
Associations	Effectif	1	0	1	2	4

Classification économique de l'entreprise/UIP selon la taille d'entrepreneurs		Dans quelle proportion estimez-vous l'impact sur le chiffre d'affaires depuis le début de mise en place des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 en date du 13 mars 2020 ?				Total
		0-25%	25-50%	50-75%	75% et plus	
	%	,9%	0,0%	,9%	3,8%	,9%
	% du total	,2%	0,0%	,2%	,4%	,9%
Coopérative	Effectif	3	1	0	1	5
	%	2,6%	,5%	0,0%	1,9%	1,1%
	% du total	,7%	,2%	0,0%	,2%	1,1%
Individuelle	Effectif	75	122	69	29	295
	%	65,2%	67,0%	64,5%	55,8%	64,7%
	% du total	16,4%	26,8%	15,1%	6,4%	64,7%
Autre (à préciser)	Effectif	0	0	0	1	1
	%	0,0%	0,0%	0,0%	1,9%	,2%
	% du total	0,0%	0,0%	0,0%	,2%	,2%
Total	Effectif	115	182	107	52	456
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	25,2%	39,9%	23,5%	11,4%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Parmi les mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la COVID-19, celles ayant les plus impactés le chiffre d'affaire (graphique 8) des entreprises sont : et la fermeture des frontières terrestres (75,9%), l'isolement de la ville de Niamey (64,4%), l'instauration du couvre-feu (60,1%) et la mise en place des mesures de distanciation physique (52,5%).

Graphique 8 : Impact des mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre le Gouvernement sur le chiffre d'affaire des entreprises/UIP en %



Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Les principales difficultés ayant entraîné une baisse du chiffre d'affaire des entreprises (tableau 19) étaient : la baisse de la clientèle (83,2%) ; celles des ventes (62,1%), les difficultés d'approvisionnements (38,7%), le manque d'accès au financement (32,4%), les difficultés de transport des marchandises et de déplacements à l'intérieur du pays et l'envoi de marchandises bloqué.

Tableau 19 : Principales difficultés spécifiques des entreprises/UPI qui ont entraîné une baisse du chiffre d'affaires

Principales difficultés spécifiques de votre entreprise/UPI occasionnant une baisse du chiffre d'affaires	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
	Oui		Non		Total	
1. Difficultés d'approvisionnements	177	38,7	280	61,3	457	100,0
2. Mise au chômage partiel ou total des employés	75	16,4	382	83,6	457	100,0
3. Baisse de la clientèle	380	83,2	77	16,8	457	100,0
4. Baisse des ventes	284	62,1	173	37,9	457	100,0
5. Manque d'accès au financement	148	32,4	309	67,6	457	100,0
6. Manque d'accès à l'information économique (facilités fiscales)	66	14,4	391	85,6	457	100,0
7. Difficultés de transport des marchandises et d'effectuer des déplacements à l'intérieur du pays	119	26,0	338	74	457	100,0
8. Envoi de marchandises bloqué	92	20,1	365	79,9	457	100,0
9. Difficultés à contacter les fournisseurs/clients	68	14,9	389	85,1	457	100,0
10. Coûts liés à la gestion des questions sanitaires	68	14,9	389	85,1	457	100,0
11. Hausse des prix des consommations intermédiaires	74	16,2	383	83,8	457	100,0
12. Autres difficultés spécifiques	18	3,9	439	96,1	457	100,0
13. Aucune difficulté	6	1,3	451	98,7	457	100,0

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Les stratégies d'adaptations afin de minimiser l'impact de la baisse du chiffre d'affaires (tableau 20) adoptées par certaines entreprises étaient principalement : le renforcement des gestes barrières d'hygiène (66,1%), le changement des heures d'ouverture (39,6%) et la réduction de la production (29,1%).

Tableau 20 : Stratégies d'adaptations afin de minimiser l'impact du chiffre d'affaire des entreprises/UIP

Stratégies d'adaptations afin de minimiser l'impact de la baisse du chiffre d'affaires de l'entreprise/UIP	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
	Oui		Non		Total	
1. Ventes en ligne	32	7,0	425	93,0	457	100,0
2. Nouveau système de livraison	76	16,6	381	83,4	457	100,0
3. Collaboration avec une plateforme collaborative locale de vente	30	6,6	427	93,4	457	100,0
4. Renforcement des gestes barrières d'hygiène	302	66,1	155	33,9	457	100,0
5. Changement des heures d'ouverture	181	39,6	276	60,4	457	100,0
6. Innovation en exerçant de nouvelles activités	56	12,3	401	87,7	457	100,0
7. Réduction de la production	133	29,1	324	70,9	457	100,0
8. Autres stratégies d'adaptation	26	5,7	430	93,4	456	100,0

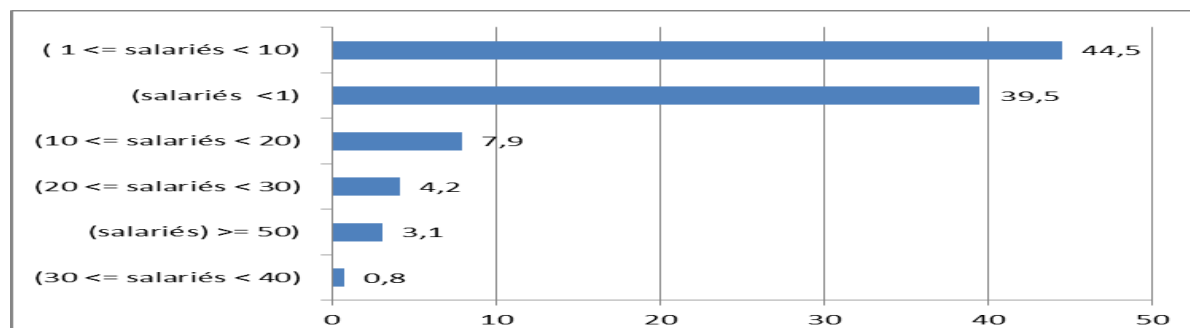
Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

V. 2.2.1. Impact de la COVID-19 sur le niveau d'emploi des entreprises

La grande majorité (84%) des entreprises interrogées ont un effectif d'employés inférieur à dix (10) individus avec une forte proportion de celle n'ayant pas d'employé (39,5%). Les activités informelles y sont très dominantes à hauteur de 81%. La branche d'activité dominante est celle du commerce, réparation auto et motocycle (36%) suivie de la branche « activité de fabrication (17%), celle de la branche « non inclus ailleurs (17,5%) et celle de l'agriculture (9,2%). (Graphique 19)

Avant la mise en place des mesures barrières liées à la COVID-19, 89% des entreprises/UIP estimaient leur effectif de salarié **stable**, tandis que 6,0% ont estimé que leur effectif était déjà en baisse et 5% en hausse. Parmi les entreprises/UIP estimant leurs effectifs de salariés stables avant les mesures barrières, 69% font des activités informelles. (Tableau 21 et 22)

Graphique 9 : Répartition des effectifs salariés trimestriels permanents en 2019 des entreprises/UIP par tranche en %



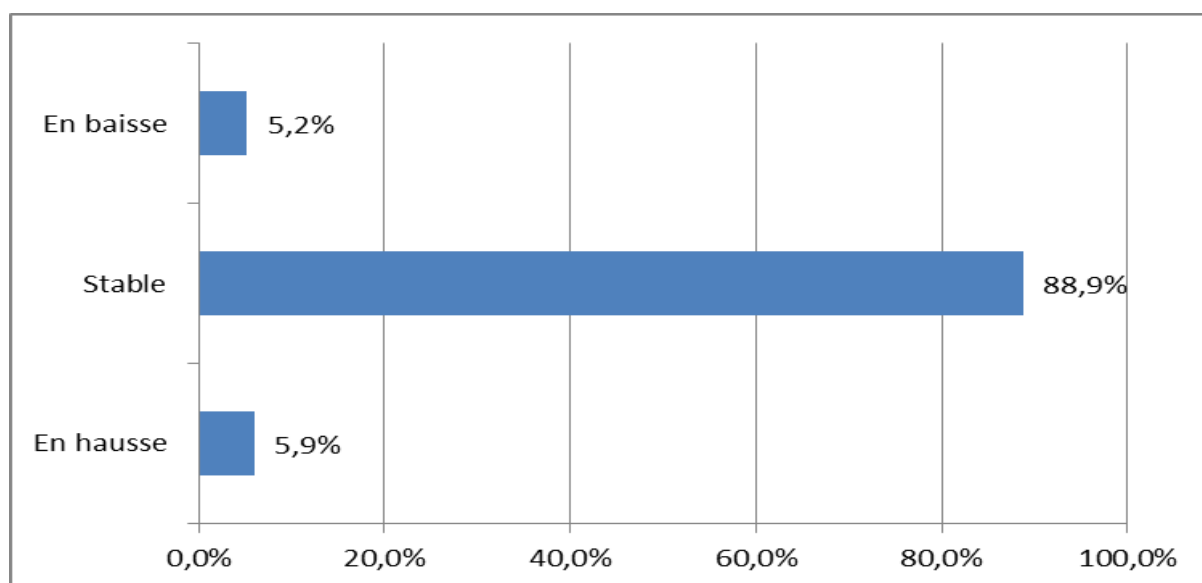
Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 21 : Répartition des effectifs salariés trimestriels permanents en 2019 des entreprises/UIP par domaine d'activités avant la mise en place des mesures de lutte contre la COVID-19

		Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
Effectifs salariés trimestriels permanents en 2019				
(salariés <1)	Effectif	3	187	190
	%	3,3%	48,1%	39,5%
	% du total	,6%	38,9%	39,5%
(1 <= salariés < 10)	Effectif	32	182	214
	%	34,8%	46,8%	44,5%
	% du total	6,7%	37,8%	44,5%
(10 <= salariés < 20)	Effectif	27	11	38
	%	29,3%	2,8%	7,9%
	% du total	5,6%	2,3%	7,9%
(20 <= salariés < 30)	Effectif	14	6	20
	%	15,2%	1,5%	4,2%
	% du total	2,9%	1,2%	4,2%
(30 <= salariés < 40)	Effectif	4	0	4
	%	4,3%	0,0%	,8%
	% du total	,8%	0,0%	,8%
(salariés >= 50)	Effectif	12	3	15
	%	13,0%	,8%	3,1%
	% du total	2,5%	,6%	3,1%
Total	Effectif	92	389	481
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	19,1%	80,9%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Graphique 10 : Situation des effectifs trimestriels des salariés permanents en 2019 avant la mise en place des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19



Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 22 : Situation des effectifs trimestriels des salariés permanents en 2019 par domaine d'activités avant la mise en place des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19

Situation de l'effectif trimestriel de l'entreprise/UIP avant la mise en place des mesures de lutte contre la COVID-19		Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
En hausse	Effectifs	5	20	25
	%	5,1%	6,2%	5,9%
	% of Total	1,2%	4,7%	5,9%
Stable	Effectifs	82	293	375
	%	83,7%	90,4%	88,9%
	% of Total	19,4%	69,4%	88,9%
En baisse	Effectifs	11	11	22
	%	11,2%	3,4%	5,2%
	% of Total	2,6%	2,6%	5,2%
	Effectifs	98	324	422
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% of Total	23,2%	76,8%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

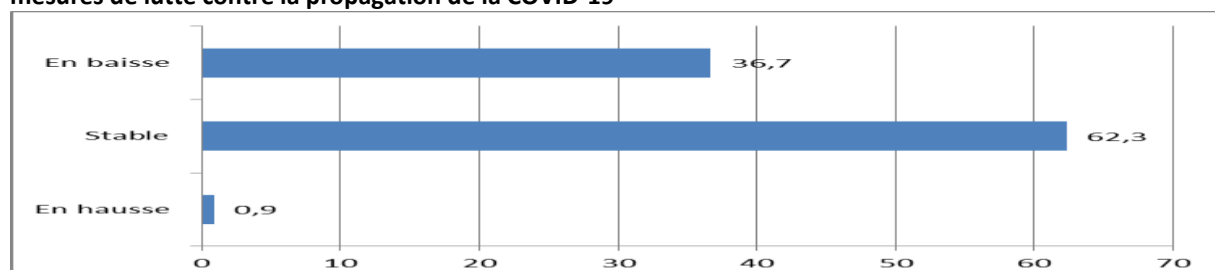
Avec la mise en place de mesures barrières au COVID-19, 62% des entreprises/UIP estimaient leur effectif de salarié stable, tandis que 37% ont estimé que leur effectif était déjà en baisse et moins d'1% en hausse (graphique 11). Ainsi on enregistre une baisse pour plus de 25% d'entreprise/UIP estimaient leur effectif de salarié **stable** et une hausse de 31% des entreprises/UIP estimant leur effectif en baisse. Cette détérioration du niveau de l'emploi des entreprises/UIP est imputable aux mesures barrières prises par les autorités pour freiner la propagation de la pandémie à coronavirus.

La baisse des effectifs salariés est plus perceptible au niveau des entreprises individuelles (56,1%). (Tableau 24)

Sur les 62% d'entreprises/UIP estimant leurs effectifs de salariés stables avec les mesures barrières, 51% font des activités informelles et sur les 37% d'entreprises/UIP estimant leurs effectifs de salariés en baisse avec les mesures barrières, 25% font des activités informelles. (Tableau 23)

Il a été demandé aux entreprises les mesures barrières qui les ont impactés dans leurs activités. Ainsi, la mesure la plus citée est la fermeture des frontières terrestres (62,4%) suivie de l'isolement de la ville de Niamey (54,1%), la mesure de distanciation physique (50,8%) et l'instauration du couvre-feu (49,2%). (Graphique 12)

Graphique 11: Situation des effectifs trimestriels des salariés permanents en 2020 avec la mise en place des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19



Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 23 : Situation des effectifs trimestriels des salariés permanents en 2020 par domaine d'activités avec la mise en place des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19

Situation de l'effectif trimestriel permanent de l'entreprise/UIP avec la mise en place des mesures de lutte contre la COVID-19		Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
En hausse	Effectifs	3	1	4
	%	3,1%	,3%	,9%
	% of Total	,7%	,2%	,9%
Stable	Effectifs	47	216	263
	%	48,0%	66,7%	62,3%
	% of Total	11,1%	51,2%	62,3%
En baisse	Effectifs	48	107	155
	%	49,0%	33,0%	36,7%
	% of Total	11,4%	25,4%	36,7%
Total	Effectifs	98	324	422
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% of Total	23,2%	76,8%	100,0%

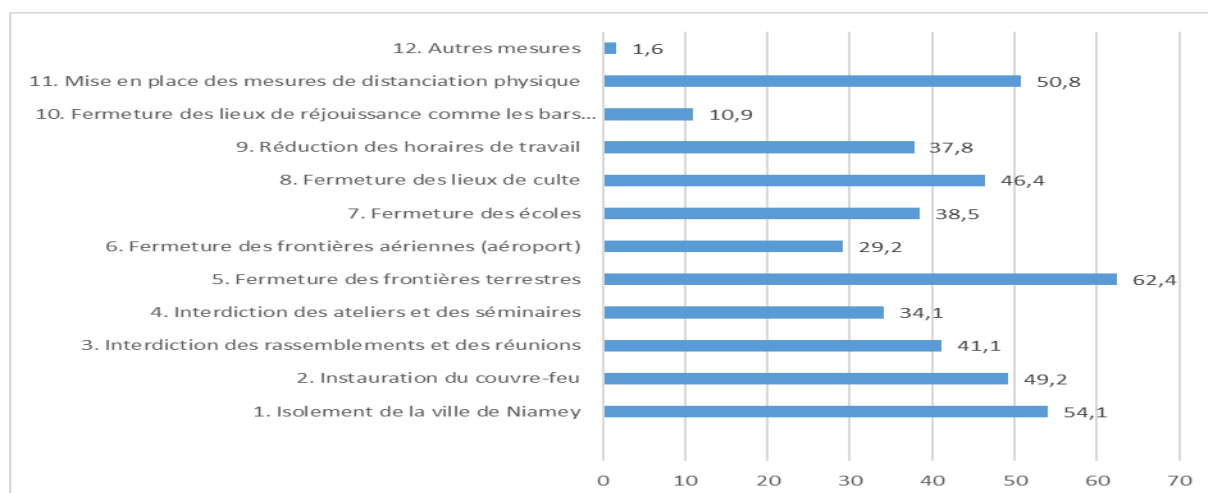
Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 24 : Situation des effectifs trimestriels des salariés permanents en 2020 selon la taille avec la mise en place des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19

Classification de l'entreprise /UIP selon la taille		Situation de l'effectif trimestriel permanent de l'entreprise/UIP avec la mise en place des mesures de lutte contre la COVID-19			Total
		En hausse	Stable	En baisse	
Grande Entreprise (GE)	Effectifs	1	12	8	21
	%	25,0%	4,6%	5,2%	5,0%
	% of Total	,2%	2,9%	1,9%	5,0%
Petite et Moyenne Entreprise (PME)	Effectifs	2	30	31	63
	%	50,0%	11,5%	20,0%	15,0%
	% of Total	,5%	7,1%	7,4%	15,0%
Très Petite Entreprise (TPE)	Effectifs	0	33	18	51
	%	0,0%	12,6%	11,6%	12,1%
	% of Total	0,0%	7,9%	4,3%	12,1%
Familiale	Effectifs	0	31	9	40
	%	0,0%	11,9%	5,8%	9,5%
	% of Total	0,0%	7,4%	2,1%	9,5%
Associations d'entrepreneurs	Effectifs	0	2	1	3
	%	0,0%	,8%	,6%	,7%
	% of Total	0,0%	,5%	,2%	,7%
Coopérative	Effectifs	0	4	1	5
	%	0,0%	1,5%	,6%	1,2%
	% of Total	0,0%	1,0%	,2%	1,2%
Individuelle	Effectifs	1	149	87	237
	%	25,0%	57,1%	56,1%	56,4%
	% of Total	,2%	35,5%	20,7%	56,4%
Ensemble	Effectifs	4	261	155	420
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	% of Total	1,0%	62,1%	36,9%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Graphique 12 : Impact des mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre le Gouvernement sur les effectifs salariés des entreprises/UPI

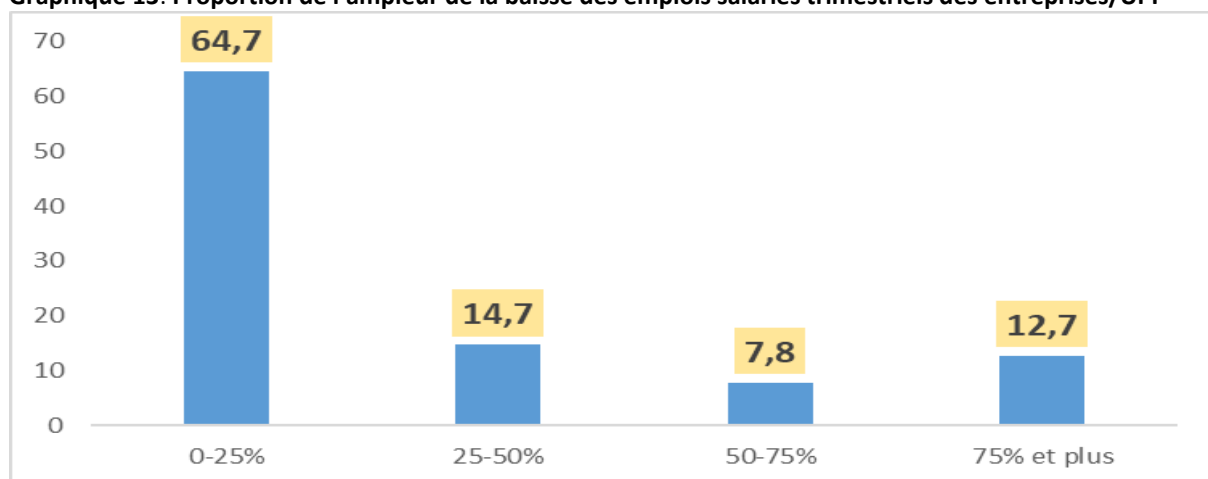


Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1er trimestre)

De façon générale, les mesures étatiques visant à freiner la propagation du COVID-19 ont eu pour impact, entre autre, la baisse des emplois salariés trimestriels des entreprises/UPI. Plus des deux-tiers (2/3) des entreprises ont enregistré une baisse de salariés comprise entre 0 et 25%. Environ 13% ont déclaré une baisse de salarié de plus de 75%. (Graphique 13)

Par domaine d'activités, les entreprises du secteur informel ont déclaré une baisse de leur personnel salarié de plus forte ampleur (75% et plus) pour 13,7% d'entre elles contre seulement 9,2% pour celles du moderne. (Tableau 25)

Graphique 13: Proportion de l'ampleur de la baisse des emplois salariés trimestriels des entreprises/UPI



Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1er trimestre)

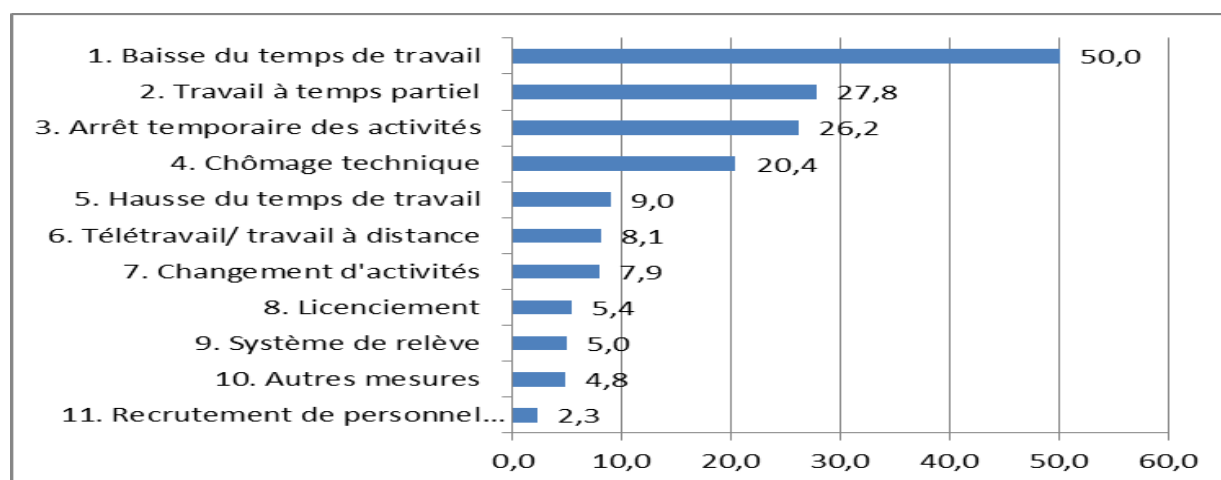
Tableau 25: Proportion de l'impact de la baisse de l'emploi salarié trimestriel des entreprises/UIP par domaine d'activités depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19

Proportion de la baisse des emplois salariés trimestriels de l'entreprise/UIP		Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
0-25%	Effectifs	55	226	281
	%	56,1%	67,3%	64,7%
	% of Total	12,7%	52,1%	64,7%
25-50%	Effectifs	22	42	64
	%	22,4%	12,5%	14,7%
	% of Total	5,1%	9,7%	14,7%
50-75%	Effectifs	12	22	34
	%	12,2%	6,5%	7,8%
	% of Total	2,8%	5,1%	7,8%
75% et plus	Effectifs	9	46	55
	%	9,2%	13,7%	12,7%
	% of Total	2,1%	10,6%	12,7%
Ensemble	Effectifs	98	336	434
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% of Total	22,6%	77,4%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Pour faire face aux effets négatifs de la pandémie de COVID-19 sur l'emploi, les entreprises ont eu recours à plusieurs stratégies de mitigation. Ainsi, la moitié (50%) des entreprises en majorité celles du secteur informel (72,4%, voir tableau 26) a diminué la durée du travail ; 27,8% ont opté pour le travail à temps partiel (dont 71,4% composées d'entreprises informelles), tandis que 26,2% (dont 70,8% d'entreprises informelles) ont suspendu, de manière temporaire, leurs activités. Les stratégies, les moins utilisées, concernent le recrutement de personnel temporaire (2,3%), le licenciement (5,4%) et la mise en place de système de relève. (Graphique 14)

Graphique 14 : Mesures prises par les entreprises/UIP pour faire face à l'impact positif/négatif de la COVID-19 sur l'emploi



Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 26 : Répartition des salariés de l'entreprise/UPI qui ont adopté pour la baisse de temps de travail pour faire face à l'impact négatif/positif de la COVID-19 au cours de la période de mise en œuvre des mesures de lutte

		Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
Baisse du temps de travail				
La plupart des salariés (75% et plus)	Effectifs	17	48	65
	%	28,3%	30,6%	30,0%
	% of Total	7,8%	22,1%	30,0%
Une majorité des salariés (60 à 74%)	Effectifs	8	8	16
	%	13,3%	5,1%	7,4%
	% of Total	3,7%	3,7%	7,4%
Certains salariés (10 à 49%)	Effectifs	15	19	34
	%	25,0%	12,1%	15,7%
	% of Total	6,9%	8,8%	15,7%
Quelques salariés (moins de 10%)	Effectifs	15	42	57
	%	25,0%	26,8%	26,3%
	% of Total	6,9%	19,4%	26,3%
Aucun salarié (0%)	Effectifs	5	40	45
	%	8,3%	25,5%	20,7%
	% of Total	2,3%	18,4%	20,7%
Total	Effectifs	60	157	217
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% of Total	27,6%	72,4%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 27 : Répartition des salariés de l'entreprise/UPI qui ont adopté le travail temps partiel pour faire face à l'impact négatif/positif de la COVID-19 au cours de la période de mise en œuvre des mesures de lutte

		Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
Travail à temps partiel				
La plupart des salariés (75% et plus)	Effectifs	7	15	22
	%	20,6%	17,6%	18,5%
	% of Total	5,9%	12,6%	18,5%
Une majorité des salariés (60 à 74%)	Effectifs	4	3	7
	%	11,8%	3,5%	5,9%
	% of Total	3,4%	2,5%	5,9%
Certains salariés (10 à 49%)	Effectifs	13	14	27
	%	38,2%	16,5%	22,7%
	% of Total	10,9%	11,8%	22,7%
Quelques salariés (moins de 10%)	Effectifs	7	29	36
	%	20,6%	34,1%	30,3%
	% of Total	5,9%	24,4%	30,3%
Aucun salarié (0%)	Effectifs	3	24	27
	%	8,8%	28,2%	22,7%
	% of Total	2,5%	20,2%	22,7%
Total	Effectifs	34	85	119
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% of Total	28,6%	71,4%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

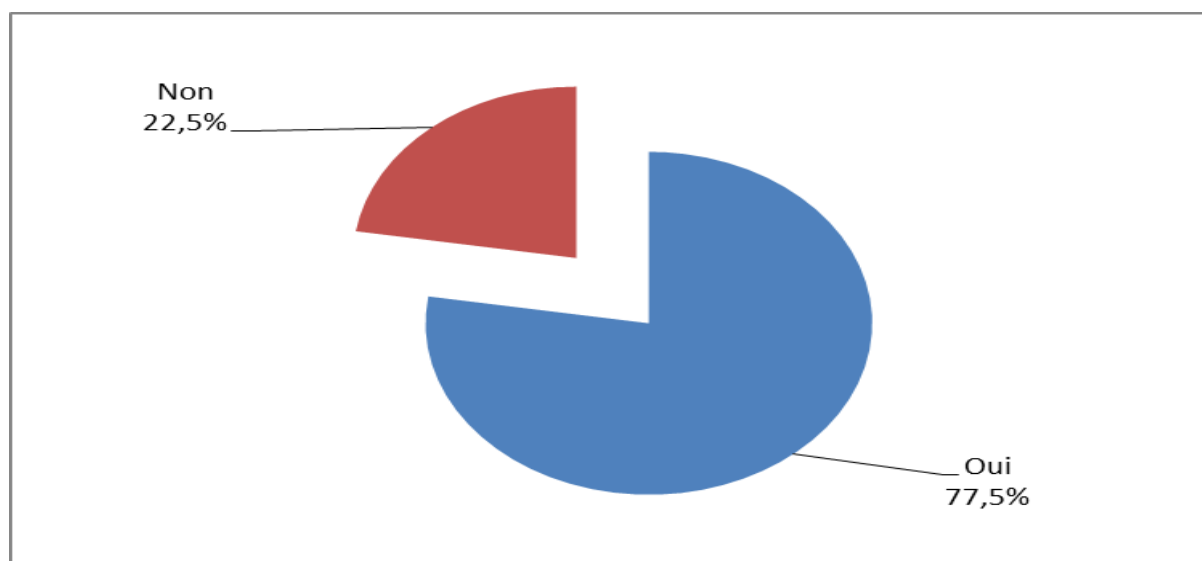
Tableau 28 : Répartition des salariés de l'entreprise/UPI qui ont adopté l'arrêt temporaire des activités pour faire face à l'impact négatif/positif de la COVID-19 au cours de la période de mise en œuvre des mesures de lutte

		Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
Arrêt temporaire des activités				
La plupart des salariés (75% et plus)	Effectifs	9	30	39
	%	27,3%	37,5%	34,5%
	% of Total	8,0%	26,5%	34,5%
Une majorité des salariés (60 à 74%)	Effectifs	2	4	6
	%	6,1%	5,0%	5,3%
	% of Total	1,8%	3,5%	5,3%
Certains salariés (10 à 49%)	Effectifs	7	5	12
	%	21,2%	6,3%	10,6%
	% of Total	6,2%	4,4%	10,6%
Quelques salariés (moins de 10%)	Effectifs	10	15	25
	%	30,3%	18,8%	22,1%
	% of Total	8,8%	13,3%	22,1%
Aucun salarié (0%)	Effectifs	5	26	31
	%	15,2%	32,5%	27,4%
	% of Total	4,4%	23,0%	27,4%
Total	Effectifs	33	80	113
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% of Total	29,2%	70,8%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Face la pandémie de COVID-19, 77,5% des employeurs ont pris des mesures préventives pour protéger leur personnel salarié. Les principales mesures adoptées ont porté sur la distribution gratuite de masques/gels hydro alcooliques ou de savon, et la mise en place de distance de protection vis-à-vis des collègues et des clients. Ces deux (2) mesures ont été appliquées par, respectivement, 83,2% et 69,7% des entreprises. (Graphique 15 et tableau 29)

Graphique 15 : Existence de mesures de préventions contre la COVID-19 pour protéger les salariés de l'entreprise/UPI



Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 29 : Mesures de préventions contre la COVID-19 mises en place par les entreprises/UIP pour protéger leurs employés

Mesures de prévention contre la COVID-19 pour protéger les employés de l'entreprise/UIP	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
	Oui		Non		Total	
1. Aide au transport individuel	44	12,7	302	87,3	346	100,0
2. Distribution gratuite de masques/gels hydro alcooliques ou de savon	288	83,2	58	16,2	346	100,0
3. Mise en place de distance de protection vis-à-vis des collègues et des clients	241	69,7	105	30,3	346	100,0
4. Désinfection régulière des locaux de l'entreprise/UIP	91	26,3	255	73,7	346	100,0
5. Autres mesures de préventions	25	7,2	321	92,8	346	100,0

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Plus de 22% des entreprises n'ont pris aucune mesure pour protéger leurs salariés contre la COVID- 19. Les deux (2) principales contraintes soulevées par ces entreprises sont relatives au manque d'équipements nécessaires à l'adoption de mesures de protection (23%) et à des difficultés financières (21%). Certaines entreprises (19%), en raison de l'organisation de leurs activités, n'ont pas jugé nécessaire la mise en place de dispositif de protection et environ 15% ont déclaré ne pas croire en l'existence de la maladie à COVID-19. Ceci montre la nécessité de renforcer, davantage, les actions de sensibilisation des employeurs sur cette pandémie de COVID-19. (Tableau 30)

Tableau 30 : Raisons de la non prise de mesures de préventions contre la COVID-19 par les entreprises/UPI pour protéger leurs employés

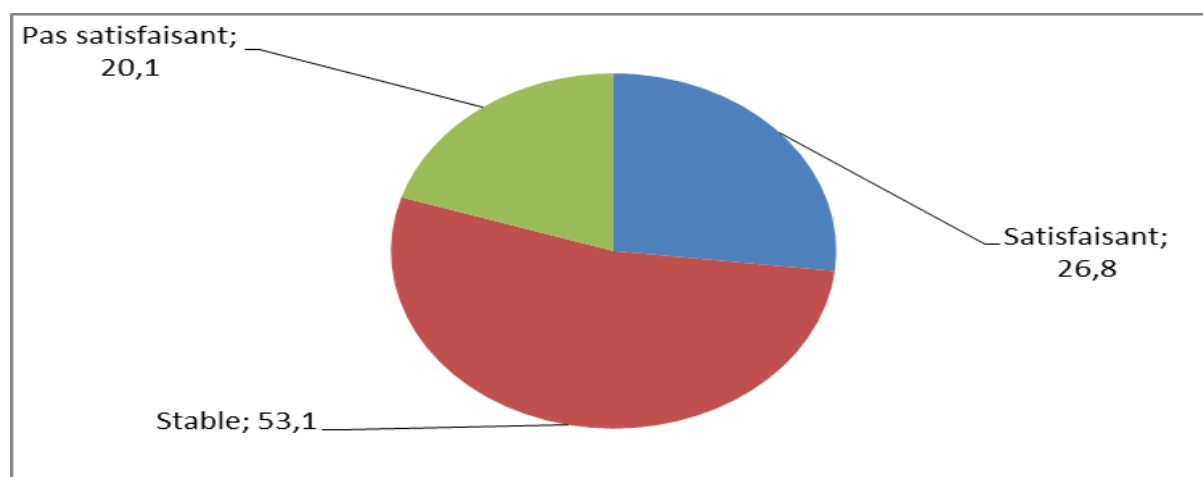
Mesures de prévention contre la COVID-19 pour protéger les employés de l'entreprise/UPI	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
	Oui		Non		Total	
1. Manque des équipements nécessaires	23	23,0	77	77,0	100	100,0
2. Insuffisance de ressources financières	21	79,0	79	79,0	100	100,0
3. Impossible compte tenu de l'organisation des activités de l'entreprise	4	4,0	96	96,0	100	100,0
4. Pas nécessaire compte tenu de l'organisation des activités de l'entreprise	19	19	81	81,0	100	100,0
5. Ne crois pas à la maladie de la COVID-19	15	15	85	85,0	100	100,0
6. Autres raisons de l'absence de prises de mesures de préventions	42	42,0	58	58,0	100	100,0

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

V. 2.2.1. Impact de la COVID-19 sur l'investissement des entreprises

A la veille de la crise sanitaire de la COVID-19, le niveau des investissements était en majorité stable selon 53,1% des entreprises interrogées. Un peu plus du quart (20,1%) des entreprises ont déclaré avoir un niveau d'investissement « pas satisfaisant » (graphique 16). Cette situation est quasi identique si l'on considère les deux (2) types de domaines d'activités des entreprises à savoir le moderne et l'informel (tableau 31) où le niveau d'investissement est majoritairement stable (respectivement 50,5% et 53,7%). Aussi, il y'a de constater qu'avant la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19, la situation des investissements au niveau des entreprises du secteur moderne était plus satisfaisante que celles de l'informel.

Graphique 16 : Situation des investissements des entreprises/UIP avant la mise en place des mesures de lutte contre la COVID-19



Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 31 : Situation des investissements des entreprises/UIP par domaine d'activités avant la mise en place des mesures de lutte contre la COVID-19

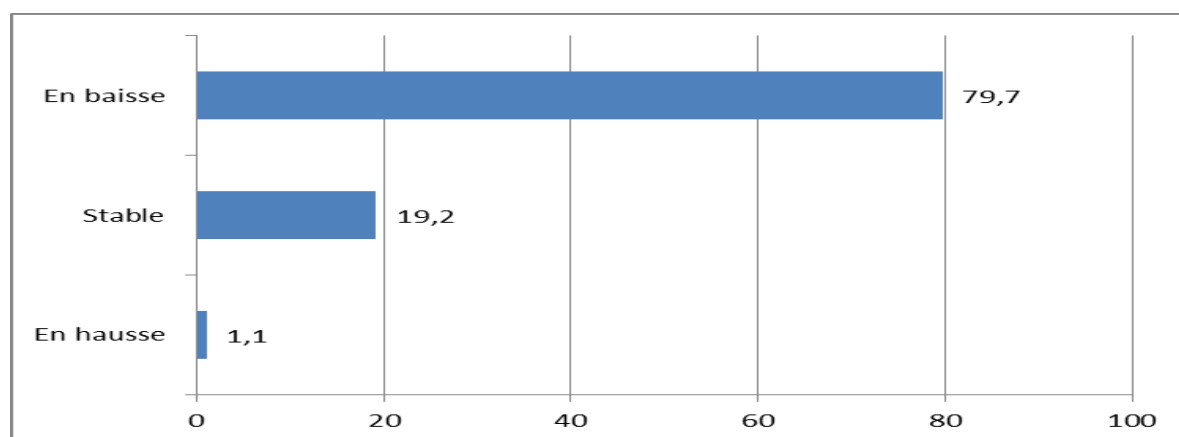
Situation des investissements des entreprises/UIP		Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Total
		Activités du secteur moderne	Activités informelles	
Satisfaisant	Effectifs	27	113	140
	%	27,3%	26,7%	26,8%
	% of Total	5,2%	21,6%	26,8%
Stable	Effectifs	50	227	277
	%	50,5%	53,7%	53,1%
	% of Total	9,6%	43,5%	53,1%
Pas satisfaisant	Effectifs	22	83	105
	%	22,2%	19,6%	20,1%
	% of Total	4,2%	15,9%	20,1%
	Effectifs	99	423	522
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% of Total	19,0%	81,0%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Avec la mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19, le niveau des investissements réalisé par les entreprises a été affecté. En effet, 79,7% des entreprises ont connu une baisse de leurs investissements (graphique 17).

De façon succincte, par domaine d'activités (tableau 32), il en ressort que les entreprises du secteur informel, enregistrent la plus forte baisse en termes d'investissements (80,8%). Pour ce qui concerne les entreprises du secteur modernes, seules 19,2% des entreprises ont déclaré une baisse d'investissement. Toutefois, très peu d'entreprises, ont affirmé avoir enregistré une hausse de leurs investissements. Cette situation est constatée autant dans le secteur moderne qu'informel dans les mêmes proportions (3 entreprises du moderne et 3 aussi de l'informel).

Graphique 17: Situation des investissements des entreprises/UIP avec la mise en place des mesures de lutte contre la COVID-19 en %



Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 32 : Situation des investissements des entreprises/UIP par domaine d'activités avec la mise en place des mesures de lutte contre la COVID-19

Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Depuis le 13 mars 2020, le niveau de vos investissements est-il ... ?			Total
		En hausse	Stable	En baisse	
Activités du secteur moderne	Effectifs	3	16	80	99
	%	50,0%	16,0%	19,2%	19,0%
	% of Total	,6%	3,1%	15,3%	19,0%
Activités informelles	Effectifs	3	84	336	423
	%	50,0%	84,0%	80,8%	81,0%
	% of Total	,6%	16,1%	64,4%	81,0%
Total	Effectifs	6	100	416	522
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	% of Total	1,1%	19,2%	79,7%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Au niveau des secteurs d'activité économique, la majorité des entreprises spécialisées (56,6%) dans le commerce, ont déclaré une baisse de leurs investissements. Elles sont suivies en deuxième position, par celles des services (27,2%). La baisse des investissements est moins perceptible au niveau des entreprises du secteur « artisanat » et « industrie » qui ne sont respectivement que 4,3% et 6,5% à déclarer cette situation. (Tableau 33)

Egalement, certaines entreprises (5) du secteur commerce ont déclaré une hausse de leurs investissements, soit 83,3%, des entreprises ayant une signalé une hausse.

Tableau 33 : Situation des investissements des entreprises/UIP selon l'activité économique avec la mise en place des mesures de lutte contre la COVID-19

Classification économique de l'entreprise /UIP selon l'activité		Depuis le 13 mars 2020, le niveau de vos investissements est-il ... ?			Total
		En hausse	Stable	En baisse	
Industrielle	Effectifs	0	3	27	30
	%	0,0%	3,0%	6,5%	5,8%
	% of Total	0,0%	,6%	5,2%	5,8%
Commerciale	Effectifs	5	48	235	288
	%	83,3%	48,0%	56,6%	55,3%
	% of Total	1,0%	9,2%	45,1%	55,3%
Artisanale	Effectifs	0	5	18	23
	%	0,0%	5,0%	4,3%	4,4%
	% of Total	0,0%	1,0%	3,5%	4,4%

Classification économique de l'entreprise /UPI selon l'activité		Depuis le 13 mars 2020, le niveau de vos investissements est-il ... ?			Total
		En hausse	Stable	En baisse	
Agriculture	Effectifs	0	17	22	39
	%	0,0%	17,0%	5,3%	7,5%
	% of Total	0,0%	3,3%	4,2%	7,5%
Service	Effectifs	1	27	113	141
	%	16,7%	27,0%	27,2%	27,1%
	% of Total	,2%	5,2%	21,7%	27,1%
Total	Effectifs	6	100	415	521
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	% of Total	1,2%	19,2%	79,7%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

En se référant à la taille des organisations, les entreprises individuelles ont été les plus affectées par la baisse des investissements conséquemment à la crise sanitaire de la COVID-19 (62,2%). (Tableau 34)

Tableau 34 : Situation des investissements des entreprises/UPI selon la taille avec la mise en place des mesures de lutte contre la COVID-19

Classification économique de l'entreprise/UPI selon la taille		Depuis le 13 mars 2020, le niveau de vos investissements est-il ... ?			Total
		En hausse	Stable	En baisse	
Grande Entreprise (GE)	Effectifs	1	5	15	21
	%	16,7%	5,0%	3,6%	4,0%
	% of Total	,2%	1,0%	2,9%	4,0%
Petite et Moyenne Entreprise (PME)	Effectifs	1	9	55	65
	%	16,7%	9,0%	13,3%	12,5%
	% of Total	,2%	1,7%	10,6%	12,5%
Très Petite Entreprise (TPE)	Effectifs	0	12	50	62
	%	0,0%	12,0%	12,0%	11,9%
	% of Total	0,0%	2,3%	9,6%	11,9%
Familiale	Effectifs	0	20	29	49
	%	0,0%	20,0%	7,0%	9,4%
	% of Total	0,0%	3,8%	5,6%	9,4%
Associations d'entrepreneurs	Effectifs	0	1	3	4
	%	0,0%	1,0%	,7%	,8%
	% of Total	0,0%	,2%	,6%	,8%
Coopérative	Effectifs	0	1	4	5
	%	0,0%	1,0%	1,0%	1,0%
	% of Total	0,0%	,2%	,8%	1,0%
Individuelle	Effectifs	4	52	258	314
	%	66,7%	52,0%	62,2%	60,3%
	% of Total	,8%	10,0%	49,5%	60,3%
Autre (à préciser)	Effectifs	0	0	1	1
	%	0,0%	0,0%	,2%	,2%
	% of Total	0,0%	0,0%	,2%	,2%
Total	Effectifs	6	100	415	521
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	% of Total	1,2%	19,2%	79,7%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Toutefois, les mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 n'ont pas eu d'effets majeurs sur le financement des investissements des entreprises en particulier au niveau de celles du secteur informel (82,6%) (tableau 36). En effet, la majorité des entreprises interrogées (74,9%, voir tableau 35)), n'ont pas connu de difficultés d'accès aux crédits octroyés par les banques et les établissements de crédit. Au titre des entreprises ayant connu des difficultés de financement de leurs investissements, figurent essentiellement les entreprises individuelles (58,0%) et les Petites et Moyennes Entreprises (PME) avec 16,8% des effectifs (voir tableau 38).

Quant à la catégorisation des entreprises par branches d'activités (tableau 39), il y'a lieu de noter, que suite à la mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19, la branche « Commerce, réparation auto et motocycles » (35,8%) a connu le plus de contraintes d'accès au financement de ses investissements.

Tableau 35 : Existence de difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement des investissements des entreprises/UPI

Depuis le 13 mars 2020, avec l'entrée en vigueur des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19, avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement de vos investissements ?	Effectifs	Pourcentage valide
Oui	131	25,1
Non	391	74,9
Total	522	100

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 36 : Existence de difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement des investissements des entreprises/UPI par domaine d'activités

		Depuis le 13 mars 2020, avec l'entrée en vigueur des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19, avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement de vos investissements ?		Total
Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Oui	Non	
Activités du secteur moderne	Effectifs	31	68	99
	%	23,70%	17,40%	19,00%
	% of Total	5,90%	13,00%	19,00%
Activités informelles	Effectifs	100	323	423
	%	76,30%	82,60%	81,00%
	% of Total	19,20%	61,90%	81,00%
Total	Effectifs	131	391	522
	%	100,00%	100,00%	100,00%
	% of Total	25,10%	74,90%	100,00%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 37 : Existence de difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement des investissements des entreprises/UPI selon l'activité

Classification économique de l'entreprise /UPI selon l'activité		Depuis le 13 mars 2020, avec l'entrée en vigueur des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19, avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement de vos investissements ?		Total
		Oui	Non	
Industrielle	Effectifs	7	23	30
	%	5,3%	5,9%	5,8%
	% of Total	1,3%	4,4%	5,8%
Commerciale	Effectifs	53	234	287
	%	40,5%	60,0%	55,1%
	% of Total	10,2%	44,9%	55,1%
Artisanale	Effectifs	4	19	23
	%	3,1%	4,9%	4,4%
	% of Total	,8%	3,6%	4,4%
Agricole	Effectifs	14	25	39
	%	10,7%	6,4%	7,5%
	% of Total	2,7%	4,8%	7,5%
Service	Effectifs	53	89	142
	%	40,5%	22,8%	27,3%
	% of Total	10,2%	17,1%	27,3%
Total	Effectifs	131	390	521
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% of Total	25,1%	74,9%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 38: Existence de difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement des investissements des entreprises/UPI selon la taille

Classification économique de l'entreprise/UPI selon la taille		Depuis le 13 mars 2020, avec l'entrée en vigueur des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19, avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement de vos investissements ?		Total
		Oui	Non	
Grande Entreprise (GE)	Effectifs	9	12	21
	%	6,9%	3,1%	4,0%
	% of Total	1,7%	2,3%	4,0%
Petite et Moyenne Entreprise (PME)	Effectifs	22	43	65
	%	16,8%	11,0%	12,5%
	% of Total	4,2%	8,3%	12,5%
Très Petite Entreprise (TPE)	Effectifs	8	54	62
	%	6,1%	13,8%	11,9%
	% of Total	1,5%	10,4%	11,9%
Familiale	Effectifs	12	37	49
	%	9,2%	9,5%	9,4%
	% of Total	2,3%	7,1%	9,4%
Associations d'entrepreneurs	Effectifs	1	3	4
	%	,8%	,8%	,8%
	% of Total	,2%	,6%	,8%

Classification économique de l'entreprise/UPI selon la taille		Depuis le 13 mars 2020, avec l'entrée en vigueur des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19, avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement de vos investissements ?		Total
		Oui	Non	
Coopérative	Effectifs	3	2	5
	%	2,3%	,5%	1,0%
	% of Total	,6%	,4%	1,0%
Individuelle	Effectifs	76	237	313
	%	58,0%	60,8%	60,1%
	% of Total	14,6%	45,5%	60,1%
Autre (à préciser)	Effectifs	0	2	2
	%	0,0%	,5%	,4%
	% of Total	0,0%	,4%	,4%
Total	Effectifs	131	390	521
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% of Total	25,1%	74,9%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

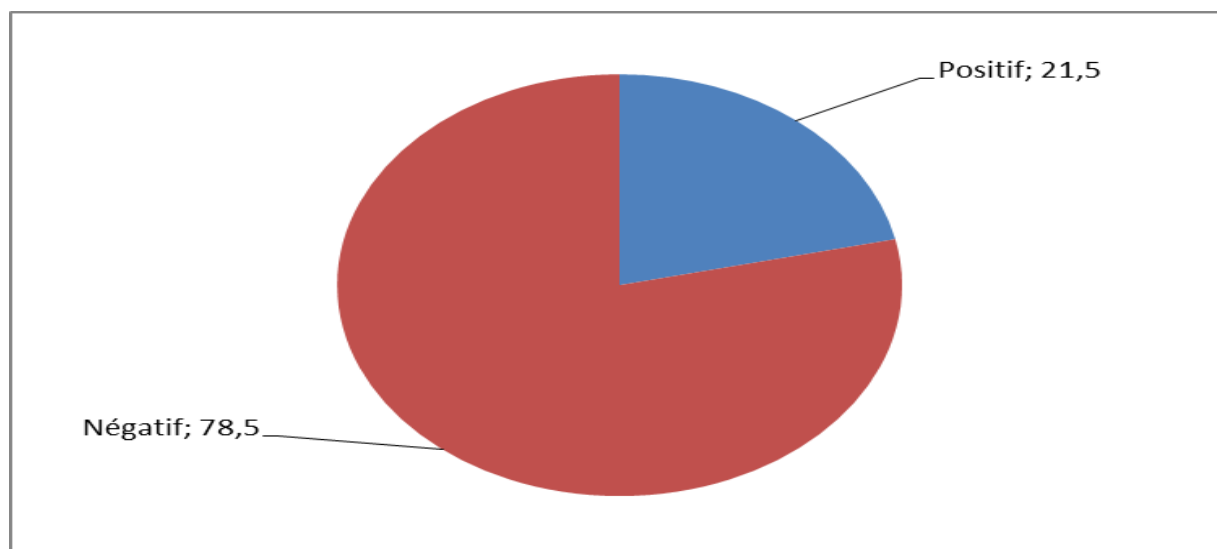
Tableau 39 : Existence de difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement des investissements des entreprises/UPI selon la branche d'activités économiques

Branche d'activité économique principale (nomenclature des pays membres d'AFRISTAT)		Depuis le 13 mars 2020, avec l'entrée en vigueur des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19, avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement de vos investissements ?		Total
		Oui	Non	
Agriculture	Effectifs	16	34	50
	%	12,2%	8,7%	9,6%
	% of Total	3,1%	6,5%	9,6%
Elevage et chasse	Effectifs	0	13	13
	%	0,0%	3,3%	2,5%
	% of Total	0,0%	2,5%	2,5%
Activités extractives	Effectifs	1	3	4
	%	,8%	,8%	,8%
	% of Total	,2%	,6%	,8%
Activités de fabrication	Effectifs	8	49	57
	%	6,1%	12,6%	10,9%
	% of Total	1,5%	9,4%	10,9%
Production et distribution d'électricité et de gaz	Effectifs	1	2	3
	%	,8%	,5%	,6%
	% of Total	,2%	,4%	,6%
Production et distribution d'eau, assainissement	Effectifs	1	3	4
	%	,8%	,8%	,8%
	% of Total	,2%	,6%	,8%
Construction	Effectifs	5	13	18
	%	3,8%	3,3%	3,5%
	% of Total	1,0%	2,5%	3,5%
Commerce, réparation auto et motocycles	Effectifs	43	148	191
	%	32,8%	37,9%	36,7%
	% of Total	8,3%	28,4%	36,7%
Transports et entreposages	Effectifs	15	18	33
	%	11,5%	4,6%	6,3%

Branche d'activité économique principale (nomenclature des pays membres d'AFRISTAT)		Depuis le 13 mars 2020, avec l'entrée en vigueur des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19, avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement de vos investissements ?		Total
		Oui	Non	
	% of Total	2,9%	3,5%	6,3%
Activités d'hébergement et de restauration	Effectifs	5	7	12
	%	3,8%	1,8%	2,3%
	% of Total	1,0%	1,3%	2,3%
Communications et informations	Effectifs	2	2	4
	%	1,5%	,5%	,8%
	% of Total	,4%	,4%	,8%
Activités financières et d'assurance	Effectifs	0	1	1
	%	0,0%	,3%	,2%
	% of Total	0,0%	,2%	,2%
Activités immobilières	Effectifs	0	3	3
	%	0,0%	,8%	,6%
	% of Total	0,0%	,6%	,6%
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	Effectifs	10	3	13
	%	7,6%	,8%	2,5%
	% of Total	1,9%	,6%	2,5%
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	Effectifs	1	5	6
	%	,8%	1,3%	1,2%
	% of Total	,2%	1,0%	1,2%
Activités d'administration publique	Effectifs	1	0	1
	%	,8%	0,0%	,2%
	% of Total	,2%	0,0%	,2%
Enseignement	Effectifs	2	5	7
	%	1,5%	1,3%	1,3%
	% of Total	,4%	1,0%	1,3%
Activités de santé humaines et d'actions sociales	Effectifs	2	3	5
	%	1,5%	,8%	1,0%
	% of Total	,4%	,6%	1,0%
Autres services non inclus ailleurs	Effectifs	18	78	96
	%	13,7%	20,0%	18,4%
	% of Total	3,5%	15,0%	18,4%
Total	Effectifs	131	390	521
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% of Total	25,1%	74,9%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Graphique 18 : Nature de l'impact global de la COVID-19 sur les investissements de l'entreprise/UPI en %



Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises

Globalement, au niveau des entreprises enquêtées, la pandémie de la COVID-19 a eu des effets négatifs (78,5%, voir graphique 18) sur les investissements des entreprises parmi lesquelles, celles du secteur de l'informel sont plus concernées (82,4%, voir tableau 40) et de façon plus perceptibles au niveau des entreprises individuelles (61,4%) et des PME (12,0%) (voir tableau 42).

Tableau 40 : Nature de l'impact global de la COVID-19 sur les investissements de l'entreprise/UPI par domaine d'activités

Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Durant cette période de pandémie de COVID-19, quel en est l'impact sur vos investissements ?		Total
		Positif	Négatif	
Activités du secteur moderne	Effectifs	27	72	99
	%	24,1%	17,6%	19,0%
	% of Total	5,2%	13,8%	19,0%
Activités informelles	Effectifs	85	338	423
	%	75,9%	82,4%	81,0%
	% of Total	16,3%	64,8%	81,0%
Total	Effectifs	112	410	522
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% of Total	21,5%	78,5%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 41 : Nature de l'impact global de la COVID-19 sur les investissements de l'entreprise/UPI selon la classification économique de l'activité

Classification économique de l'entreprise /UPI selon l'activité		Durant cette période de pandémie de COVID-19, quel en est l'impact sur vos investissements ?		Total
		Positif	Négatif	
Industrielle	Effectifs	11	19	30
	%	9,8%	4,6%	5,8%
	% of Total	2,1%	3,6%	5,8%
Commerciale	Effectifs	64	224	288
	%	57,1%	54,8%	55,3%

Classification économique de l'entreprise /UPI selon l'activité		Durant cette période de pandémie de COVID-19, quel en est l'impact sur vos investissements ?		Total
		Positif	Négatif	
	% of Total	12,3%	43,0%	55,3%
Artisanale	Effectifs	5	18	23
	%	4,5%	4,4%	4,4%
	% of Total	1,0%	3,5%	4,4%
Agricole	Effectifs	7	32	39
	%	6,3%	7,8%	7,5%
	% of Total	1,3%	6,1%	7,5%
Service	Effectifs	25	116	141
	%	22,3%	28,4%	27,1%
	% of Total	4,8%	22,3%	27,1%
Total	Effectifs	112	409	521
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% of Total	21,5%	78,5%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 42 : Nature de l'impact global de la COVID-19 sur les investissements de l'entreprise/UPI selon la taille

Classification économique de l'entreprise/UPI selon la taille		Durant cette période de pandémie de COVID-19, quel en est l'impact sur vos investissements ?		Total
		Positif	Négatif	
Grande Entreprise (GE)	Effectifs	9	12	21
	%	8,0%	2,9%	4,0%
	% of Total	1,7%	2,3%	4,0%
Petite et Moyenne Entreprise (PME)	Effectifs	16	49	65
	%	14,3%	12,0%	12,5%
	% of Total	3,1%	9,4%	12,5%
Très Petite Entreprise (TPE)	Effectifs	15	47	62
	%	13,4%	11,5%	11,9%
	% of Total	2,9%	9,0%	11,9%
Familiale	Effectifs	9	40	49
	%	8,0%	9,8%	9,4%
	% of Total	1,7%	7,7%	9,4%
Associations d'entrepreneurs	Effectifs	0	4	4
	%	0,0%	1,0%	,8%
	% of Total	0,0%	,8%	,8%
Coopérative	Effectifs	0	5	5
	%	0,0%	1,2%	1,0%
	% of Total	0,0%	1,0%	1,0%
Individuelle	Effectifs	63	251	314
	%	56,3%	61,4%	60,3%
	% of Total	12,1%	48,2%	60,3%
Autre (à préciser)	Effectifs	0	1	1
	%	0,0%	,2%	,2%
	% of Total	0,0%	,2%	,2%
Total	Effectifs	112	409	521

Classification économique de l'entreprise/UPI selon la taille	Durant cette période de pandémie de COVID-19, quel en est l'impact sur vos investissements ?		Total
	Positif	Négatif	
	%	%	
	100,0%	100,0%	100,0%
% of Total	21,5%	78,5%	100,0%

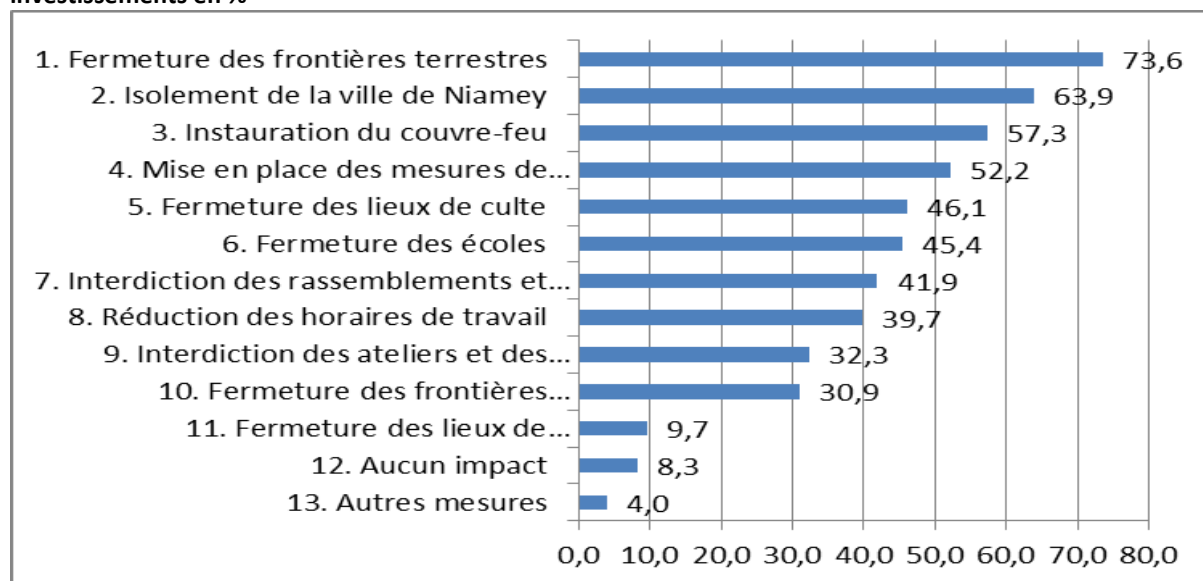
Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Selon les déclarations fournies par les entreprises enquêtées, pour tous les deux (2) domaines d'activités confondus, les principales mesures de lutte de la propagation de la COVID-19, qui ont eu des impacts négatifs sur le niveau de leurs investissements (graphique 19) sont :

- la fermeture des frontières terrestres selon 73,6% des entreprises enquêtées ;
- l'isolement de la ville de Niamey selon 63,9% des entreprises enquêtées ;
- l'instauration du couvre-feu selon 57,3% des entreprises enquêtées ;
- et la mise en place de mesure de distanciation physique (52,2%).

En outre les réponses fournies par les enquêtées ont permis de mettre en exergue que moins de 10% des entreprises n'ont relevé aucun impact lié à mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19.

Graphique 19: Impact des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 sur le niveau de vos investissements en %



Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

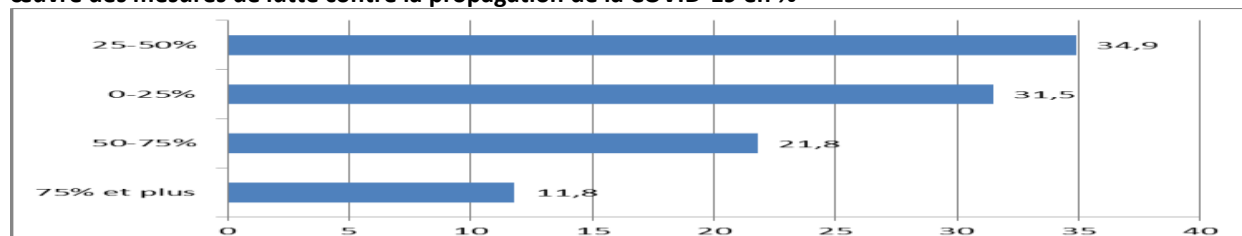
Quant à l'ampleur de la baisse des investissements des entreprises, elle varie selon le domaine d'activités des entreprises interrogées. Ainsi, plus des 4/5, soit 87,9% des entreprises du secteur informel interrogées, déclarent un recul de leurs investissements, entre 0 et 25% contre moins de 1/5 soit 12,1% pour celles du secteur moderne (tableau 43). En se référant à la classification économique de l'activité des entreprises, ce sont celles du secteur commerce et des services qui ont déclaré les baisses de plus grande ampleur, à savoir, entre 75% et plus.

En se basant sur la classification économique des organisations selon la taille (tableau 45), les réponses fournies suggèrent que par ordre d'importance, les associations d'entrepreneurs (0,6%), les coopératives (1,8%), et les grandes entreprises (3,6%), ont connu une baisse moins drastique de leurs

investissements laquelle se situe entre 0 et 25%. Aussi, la proportion de baisse la plus élevée (entre 0 et 75%), est relevée au niveau des entreprises individuelles (52,5%).

Enfin, pour la majorité (87,5%, voir tableau 46) des rares entreprises ayant plutôt déclaré une hausse de leurs investissements, l'ampleur de la hausse est modérée (entre 0 et 25%). Cette situation est perceptible essentiellement au niveau des entreprises du secteur « commerce 55,5% » (voir tableau 47).

Graphique 20 : Proportion de la baisse des investissements des entreprises/UIP depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 en %



Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 43: Proportion de la baisse des investissements des entreprises/UIP par domaine d'activités depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19

Dans quelle proportion estimez-vous la baisse de vos investissements depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19		Dans quelle proportion estimez-vous la baisse de vos investissements depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 en début de mars 2020 ?				Total
		0-25%	25-50%	50-75%	75% et plus	
Activités du secteur moderne	Effectifs	20	45	18	16	99
	%	12,1%	24,6%	15,8%	25,8%	18,9%
	% of Total	3,8%	8,6%	3,4%	3,1%	18,9%
Activités informelles	Effectifs	145	138	96	46	425
	%	87,9%	75,4%	84,2%	74,2%	81,1%
	% of Total	27,7%	26,3%	18,3%	8,8%	81,1%
Total	Effectifs	165	183	114	62	524
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	% of Total	31,5%	34,9%	21,8%	11,8%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 44 : Proportion de la baisse des investissements des entreprises/UIP selon la classification économique de l'activité depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19

Classification économique de l'entreprise /UIP selon l'activité		Dans quelle proportion estimez-vous la baisse de vos investissements depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 en début de mars 2020 ?				Total
		0-25%	25-50%	50-75%	75% et plus	
Industrielle	Effectifs	5	13	8	4	30
	%	3,0%	7,1%	7,0%	6,6%	5,7%
	% of Total	1,0%	2,5%	1,5%	,8%	5,7%
Commerciale	Effectifs	76	106	68	38	288
	%	46,1%	57,9%	59,6%	62,3%	55,1%
	% of Total	14,5%	20,3%	13,0%	7,3%	55,1%

Classification économique de l'entreprise /UPI selon l'activité		Dans quelle proportion estimez-vous la baisse de vos investissements depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 en début de mars 2020 ?				Total
		0-25%	25-50%	50-75%	75% et plus	
Artisanale	Effectifs	9	6	7	1	23
	%	5,5%	3,3%	6,1%	1,6%	4,4%
	% of Total	1,7%	1,1%	1,3%	,2%	4,4%
Agricole	Effectifs	28	5	5	2	40
	%	17,0%	2,7%	4,4%	3,3%	7,6%
	% of Total	5,4%	1,0%	1,0%	,4%	7,6%
Service	Effectifs	47	53	26	16	142
	%	28,5%	29,0%	22,8%	26,2%	27,2%
	% of Total	9,0%	10,1%	5,0%	3,1%	27,2%
Total	Effectifs	165	183	114	61	523
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	% of Total	31,5%	35,0%	21,8%	11,7%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 45: Proportion de la baisse des investissements des entreprises/UPI selon la taille depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19

Classification économique de l'entreprise/UPI selon la taille		Dans quelle proportion estimez-vous la baisse de vos investissements depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 en début de mars 2020 ?				Total
		0-25%	25-50%	50-75%	75% et plus	
Grande Entreprise (GE)	Effectifs	6	5	7	3	21
	%	3,6%	2,7%	6,1%	4,9%	4,0%
	% of Total	1,1%	1,0%	1,3%	,6%	4,0%
Petite et Moyenne Entreprise (PME)	Effectifs	12	28	16	9	65
	%	7,3%	15,3%	14,0%	14,8%	12,4%
	% of Total	2,3%	5,4%	3,1%	1,7%	12,4%
Très Petite Entreprise (TPE)	Effectifs	18	20	13	11	62
	%	10,9%	10,9%	11,4%	18,0%	11,9%
	% of Total	3,4%	3,8%	2,5%	2,1%	11,9%
Familiale	Effectifs	27	14	4	4	49
	%	16,4%	7,7%	3,5%	6,6%	9,4%
	% of Total	5,2%	2,7%	,8%	,8%	9,4%
Associations d'entrepreneurs	Effectifs	1	0	2	1	4
	%	,6%	0,0%	1,8%	1,6%	,8%
	% of Total	,2%	0,0%	,4%	,2%	,8%
Coopérative	Effectifs	3	1	0	1	5
	%	1,8%	,5%	0,0%	1,6%	1,0%
	% of Total	,6%	,2%	0,0%	,2%	1,0%
Individuelle	Effectifs	95	115	72	32	314
	%	57,6%	62,8%	63,2%	52,5%	60,0%
	% of Total	18,2%	22,0%	13,8%	6,1%	60,0%
Autre (à préciser)	Effectifs	3	0	0	0	3
	%	1,8%	0,0%	0,0%	0,0%	,6%
	% of Total	,6%	0,0%	0,0%	0,0%	,6%
Total	Effectifs	165	183	114	61	523
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Classification économique de l'entreprise/UIP selon la taille		Dans quelle proportion estimez-vous la baisse de vos investissements depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 en début de mars 2020 ?				Total
		0-25%	25-50%	50-75%	75% et plus	
	% of Total	31,5%	35,0%	21,8%	11,7%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 46 : Proportion de l'augmentation des investissements des entreprises/UIP depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19

Dans quelle proportion estimez-vous l'augmentation de vos investissements depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 en début de mars 2020 ?	Effectifs	Pourcentage valide
0-25%	456	87,0
25-50%	46	8,8
50-75%	11	2,1
75% et plus	11	2,1
Total	524	100,0

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 47 : Proportion de l'augmentation des investissements des entreprises/UIP par classification d'activités économiques depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19

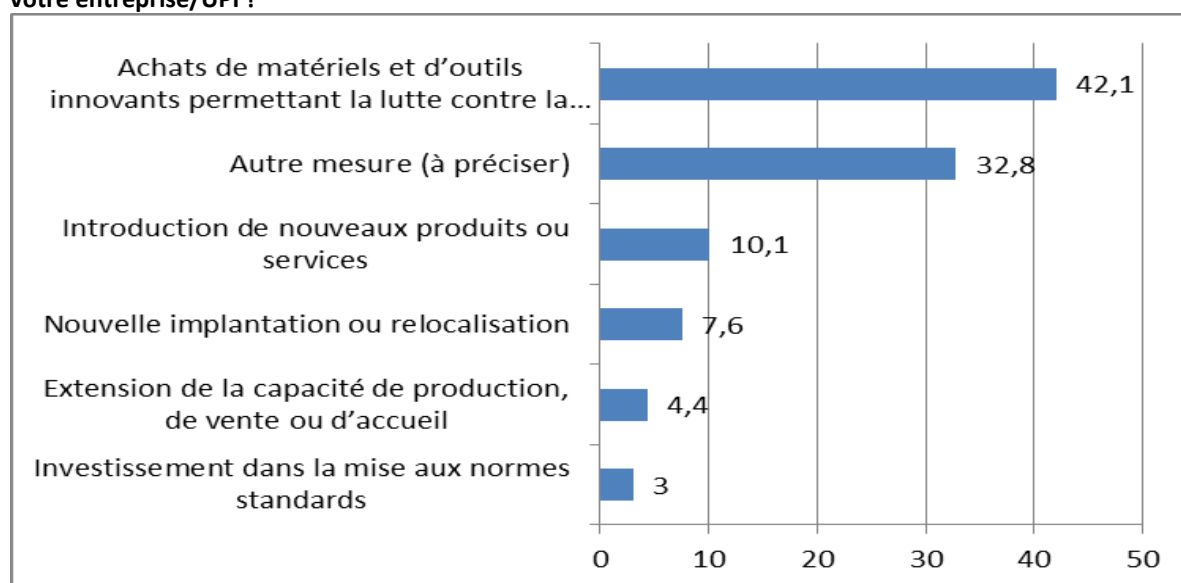
Classification économique selon l'activité de l'entreprise/UIP		Dans quelle proportion estimez-vous l'augmentation de vos investissements depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 en début de mars 2020 ?				Total
		0-25%	25-50%	50-75%	75% et plus	
Industrielle	Effectifs	19	6	2	3	30
	%	4,2%	13,3%	18,2%	27,3%	5,7%
	% of Total	3,6%	1,1%	,4%	,6%	5,7%
Commerciale	Effectifs	253	22	8	5	288
	%	55,5%	48,9%	72,7%	45,5%	55,1%
	% of Total	48,4%	4,2%	1,5%	1,0%	55,1%
Artisanale	Effectifs	22	0	0	1	23
	%	4,8%	0,0%	0,0%	9,1%	4,4%
	% of Total	4,2%	0,0%	0,0%	,2%	4,4%
Agricole	Effectifs	34	6	0	0	40
	%	7,5%	13,3%	0,0%	0,0%	7,6%
	% of Total	6,5%	1,1%	0,0%	0,0%	7,6%
Service	Effectifs	128	11	1	2	142
	%	28,1%	24,4%	9,1%	18,2%	27,2%
	% of Total	24,5%	2,1%	,2%	,4%	27,2%
Total	Effectifs	456	45	11	11	523
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	% of Total	87,2%	8,6%	2,1%	2,1%	100,0%
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	% of Total	87,2%	8,6%	2,1%	2,1%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Dans ce contexte difficile, les entreprises ont été contraintes de développer de nouvelles stratégies (graphique 21) et prendre certaines mesures en vue non seulement de s'adapter, mais également de faire face à la crise sanitaire. A cet égard pour faire face, spécifiquement à l'impact de la baisse de leurs investissements, consécutive à la mise en œuvre de mesure de lutte contre la COVID-19, les deux (2) principales mesures suivantes ont été prises par les entreprises :

- l'achat de matériel et d'outils innovants (42,1% des enquêtées) ;
- et le recours à la relocalisation (32,8 % des enquêtées).

Graphique 21 : Mesures prises pour y faire face à l'impact négatif de la COVID-19 sur l'investissement dans votre entreprise/UIP ?



Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

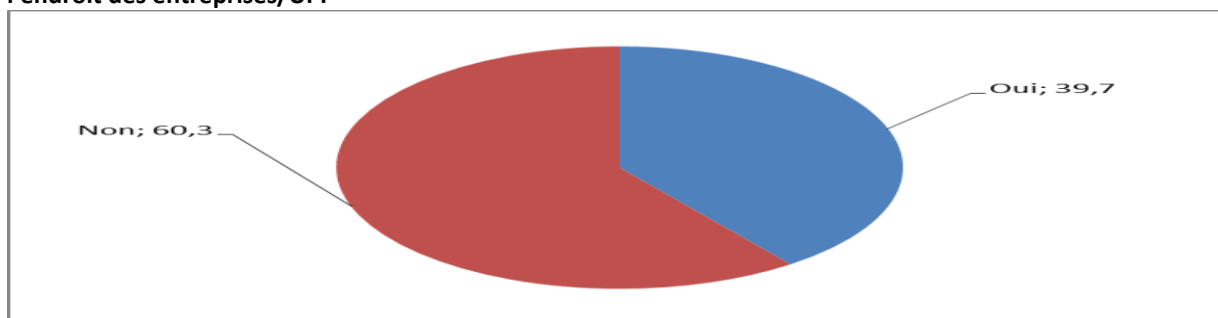
V.2.3. Perception et avis des entreprises/UIP sur les mesures de soutien du Gouvernement pour faire face à l'impact de la COVID-19 et les perspectives

Face à la pandémie de COVID-19, le Gouvernement nigérien n'est pas resté indifférent. En effet, un plan ambitieux de riposte nationale a été élaboré et assorti de mesures de soutiens et d'accompagnement des entreprises et des opérateurs économiques.

Dans ce registre, les opinions recueillies auprès des entreprises interrogées, suggèrent que ces mesures de soutiens fiscales prises par le Gouvernement sont en majorité mal appréciées. En effet, plus de 60% des entreprises ne pensent pas que ces mesures de soutiens fiscales pourront les aider à surmonter la crise sanitaire de la COVID-19 (graphique 22). Cet avis est en majorité partagé par les entreprises du secteur informel (84,6% du total des effectifs, voir tableau 48).

En considérant la classification économique des entreprises selon la taille, il peut être notifié que les entreprises individuelles sont celles qui adhèrent le moins à ces mesures de soutien (61,4% du total des effectifs, voir tableau 50)

Graphique 22: Avis des entreprises sur les mesures de soutiens fiscales prises par le Gouvernement à l'endroit des entreprises/UPI



Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 48: Avis des entreprises sur les mesures de soutiens fiscales prises par le Gouvernement à l'endroit des entreprises par domaine d'activités

Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Pensez-vous que les mesures de soutien notamment fiscales (remise de TVA et suspension des contrôles fiscaux d'avril à mai 2020 par exemple) prises par le Gouvernement pourront aider votre entreprise/UPI à surmonter la crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19?		Total
		Oui	Non	
Activités du secteur moderne	Effectif	48	52	100
	%	21,6%	15,4%	17,9%
	% du total	8,6%	9,3%	17,9%
Activités informelles	Effectif	174	285	459
	%	78,4%	84,6%	82,1%
	% du total	31,1%	51,0%	82,1%
Total	Effectif	222	337	559
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	39,7%	60,3%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 49 : Avis des entreprises sur les mesures de soutiens fiscales prises par le Gouvernement à l'endroit des entreprises selon la classification économique de l'activité

Classification économique de l'entreprise /UPI selon l'activité		Pensez-vous que les mesures de soutien notamment fiscales (remise de TVA et suspension des contrôles fiscaux d'avril à mai 2020 par exemple) prises par le Gouvernement pourront aider votre entreprise/UPI à surmonter la crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19?		Total
		Oui	Non	
Industrielle	Effectif	9	22	31
	%	4,1%	6,5%	5,6%
	% du total	1,6%	3,9%	5,6%
Commerciale	Effectif	128	187	315
	%	57,7%	55,7%	56,5%
	% du total	22,9%	33,5%	56,5%
Artisanale	Effectif	7	17	24
	%	3,2%	5,1%	4,3%
	% du total	1,3%	3,0%	4,3%
Agricole	Effectif	11	30	41
	%	5,0%	8,9%	7,3%
	% du total	2,0%	5,4%	7,3%

Classification économique de l'entreprise /UPI selon l'activité		Pensez-vous que les mesures de soutien notamment fiscales (remise de TVA et suspension des contrôles fiscaux d'avril à mai 2020 par exemple) prises par le Gouvernement pourront aider votre entreprise/UIP à surmonter la crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19?		Total
		Oui	Non	
Service	Effectif	67	80	147
	%	30,2%	23,8%	26,3%
	% du total	12,0%	14,3%	26,3%
Total	Effectif	222	336	558
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	39,8%	60,2%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 50 : Avis des entreprises sur les mesures de soutiens fiscales prises par le Gouvernement à l'endroit des entreprises selon la taille

Classification économique de l'entreprise/UIP selon la taille		Pensez-vous que les mesures de soutien notamment fiscales (remise de TVA et suspension des contrôles fiscaux d'avril à mai 2020 par exemple) prises par le Gouvernement pourront aider votre entreprise/UIP à surmonter la crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19?		Total
		Oui	Non	
Grande Entreprise (GE)	Effectif	10	11	21
	%	4,5%	3,3%	3,8%
	% du total	1,8%	2,0%	3,8%
Petite et Moyenne Entreprise (PME)	Effectif	35	31	66
	%	15,8%	9,3%	11,9%
	% du total	6,3%	5,6%	11,9%
Très Petite Entreprise (TPE)	Effectif	21	41	62
	%	9,5%	12,3%	11,2%
	% du total	3,8%	7,4%	11,2%
Familiale	Effectif	14	40	54
	%	6,3%	12,0%	9,7%
	% du total	2,5%	7,2%	9,7%
Associations d'entrepreneurs	Effectif	2	2	4
	%	,9%	,6%	,7%
	% du total	,4%	,4%	,7%
Coopérative	Effectif	3	2	5
	%	1,4%	,6%	,9%
	% du total	,5%	,4%	,9%
Individuelle	Effectif	136	205	341
	%	61,3%	61,4%	61,3%
	% du total	24,5%	36,9%	61,3%
Autre (à préciser)	Effectif	1	2	3
	%	,5%	,6%	,5%
	% du total	,2%	,4%	,5%
Total	Effectif	222	334	556
	%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	39,9%	60,1%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Les entreprises interrogées, ont exprimé de nombreuses attentes à l'endroit du Gouvernement. Il s'agit de mesures (tableau 51) qui pourraient les aider à mieux surmonter et à minimiser les effets néfastes dû à la crise sanitaire de la COVID-19.

La mesure qui consiste en l'apport d'une assistance financière aux entreprises et aux établissements ne pouvant pas bénéficier des mesures fiscales mises en œuvre par le Gouvernement est la plus privilégiée (55,3%) par les dirigeants d'entreprises. En second lieu, plus de la moitié, soit 54,9% des chefs d'entreprise pensent que mettre en place un fond spécifique dédié aux entreprises les plus affectées par la crise sanitaire de la COVID-19, permettra d'en minimiser l'impact.

En troisième, quatrième, cinquième et sixième position, viennent comme mesures sollicitées par les entreprises auprès du Gouvernement, l'octroi d'une subvention salariale aux entreprises les plus touchées (35,4%), la mise en place d'une ligne de crédit selon les entreprises (33,2%), l'assurance de la garantie de l'Etat aux prêts bancaires contractés (23,0%) par les entreprises les plus sensibles et l'apurement de la dette intérieure de l'Etat envers ses fournisseurs (16,9%).

Tableau 51 : Mesures économiques spécifiques à mettre en œuvre par les autorités nigériennes afin de minimiser les conséquences économiques de la pandémie de la COVID-19 sur les entreprises/UPI

Mesures économiques spécifiques à mettre en œuvre par les autorités afin de minimiser l'impact de la COVID-19 sur l'activité des entreprises/UPI	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
	Oui		Non		Total	
1. Apporter une assistance financière aux entreprises et établissements ne pouvant pas bénéficier des mesures fiscales mises en œuvre par le Gouvernement	308	55,3	209	44,7	557	100,0
2. Accorder une subvention salariale d'urgence aux entreprises les plus touchées	197	35,4	360	64,6	557	100,0
3. Mettre en place un fond spécifique d'appui aux entreprises les plus touchées par le COVID-19	306	54,9	251	45,1	557	100,0

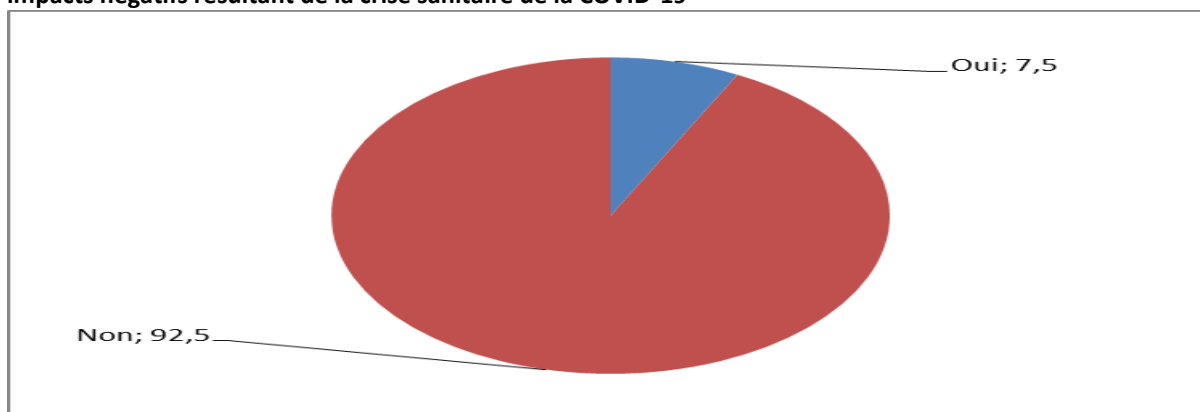
Mesures économiques spécifiques à mettre en œuvre par les autorités afin de minimiser l'impact de la COVID-19 sur l'activité des entreprises/UPI	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
4. Accélérer l'apurement de la dette intérieure de l'Etat envers ses fournisseurs	94	16,9	463	83,1	557	100,0
5. Assurer la garantie de l'Etat aux prêts bancaires contractés par les entreprises les plus sensibles	123	23,0	429	77,0	557	100,0
6. Mettre en place une ligne de crédit selon les catégories d'entreprises	185	33,2	372	66,8	557	100,0
7. Autres mesures économiques spécifiques	67	12,0	490	88,0	557	100,0

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Ainsi, la plupart des entreprises interrogées (92,5%), soit plus de 9/10 (graphique 23), en particulier elles de l'informel (82,8% des effectifs des entreprises, voir tableau 53) n'a pas sollicité l'aide du Gouvernement, afin de surmonter les effets négatifs résultant de la crise sanitaire de la COVID-19. Parmi les raisons avancées par les entreprises n'ayant pas sollicité l'aide du Gouvernement (voir tableau 54), figurent :

- le manque d'informations et de conseils adéquats (67,4%) ;
- le manque d'espoir des entreprises sur la possibilité d'en bénéficier car étant jugé compliquée (60,0%) ;
- et la non nécessité car ayant assez de ressources pour y faire face (13,4%). Les entreprises n'ayant pas sollicité l'aide du Gouvernement sont localisées essentiellement au niveau du secteur « commerce » (58,6%).

Graphique 23 : Sollicitation de l'aide par les entreprises/UIP auprès du Gouvernement afin de surmonter les impacts négatifs résultant de la crise sanitaire de la COVID-19



Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 52 : Entreprises/UIP selon la classification économique de l'activité n'ayant pas sollicité l'aide du Gouvernement afin de surmonter les effets négatifs résultant de la crise de la COVID-19

Classification économique de l'entreprise /UIP selon l'activité		Si non, pourquoi n'avez-vous pas sollicité d'aide pour surmonter les impacts négatifs résultant de la crise sanitaire de la COVID-19 ? Pas nécessaire (assez de ressources)		Total
		non	oui	
Industrielle	Effectif	21	7	28
	%	5,1%	10,9%	5,9%
Commerciale	Effectif	234	33	267
	%	56,8%	51,6%	56,1%
Artisanale	Effectif	17	3	20
	%	4,1%	4,7%	4,2%
Agricole	Effectif	29	4	33
	%	7,0%	6,3%	6,9%
Service	Effectif	111	17	128
	%	26,9%	26,6%	26,9%
Total	Effectif	412	64	476
	%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 53 : Sollicitation de l'aide par les entreprises/UIP selon le domaine d'activités auprès du Gouvernement afin de surmonter les impacts négatifs résultant de la crise sanitaire de la COVID-19

Dans quel domaine s'inscrivent vos activités?		Avez-vous déjà sollicité de l'aide auprès du Gouvernement afin de surmonter les impacts négatifs résultant de la crise sanitaire de la COVID-19 ?		Total
		Oui	Non	
Activités du secteur moderne	Effectif	10	89	99
	%	23,8%	17,2%	17,7%
	% du total	1,8%	15,9%	17,7%
Activités informelles	Effectif	32	427	459
	%	76,2%	82,8%	82,3%
	% du total	5,7%	76,5%	82,3%
Total	Effectif	42	516	558

Dans quel domaine s'inscrivent vos activités?	Avez-vous déjà sollicité de l'aide auprès du Gouvernement afin de surmonter les impacts négatifs résultant de la crise sanitaire de la COVID-19 ?		Total
	Oui	Non	
	%	%	
	100,0%	100,0%	100,0%
% du total	7,5%	92,5%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Au titre des formes d'aides aux entreprises qui ont été sollicitées auprès du Gouvernement, figurent de façon prédominante :

- le report de charges sociales (42,9%) ;
- la mise en place d'un fonds de solidarité aux entreprises du secteur informel et la remise d'impôts directs avec 38,1% de réalisation chacune ;
- le rééchelonnement des crédits bancaires (26,2%).

Tableau 54 : Les formes d'aides sollicitées par les entreprises/UPI pour faire face à l'impact néfaste de la COVID-19 sur leurs activités

Formes d'aides sollicitées pour surmonter les impacts négatifs sur les entreprises/UPI résultant de la crise sanitaire de la COVID-19	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
	Oui		Non		Total	
1. Report des charges sociales/fiscales	18	42,9	24	57,1	42	100,0
2. Remise d'impôts directs	16	38,1	26	61,9	42	100,0
3. Demande d'activité partielle	8	19,0	34	81,0	42	100,0
4. Rééchelonnement de vos crédits bancaires	11	26,2	31	73,8	42	100,0
5. Accès à une ligne de crédit spécifique aux entreprises	7	16,7	35	83,3	42	100,0
6. Prêt de trésorerie garanti par l'Etat	9	21,4	33	78,6	42	100,0
7. Fonds de solidarités aux entreprises du secteur informel	16	38,1	26	61,9	42	100,0

Formes d'aides sollicitées pour surmonter les impacts négatifs sur les entreprises/UPI résultant de la crise sanitaire de la COVID-19	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
8. Report de la facture du loyer, d'électricité et d'eau	9	21,4	33	78,6	42	100,0

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

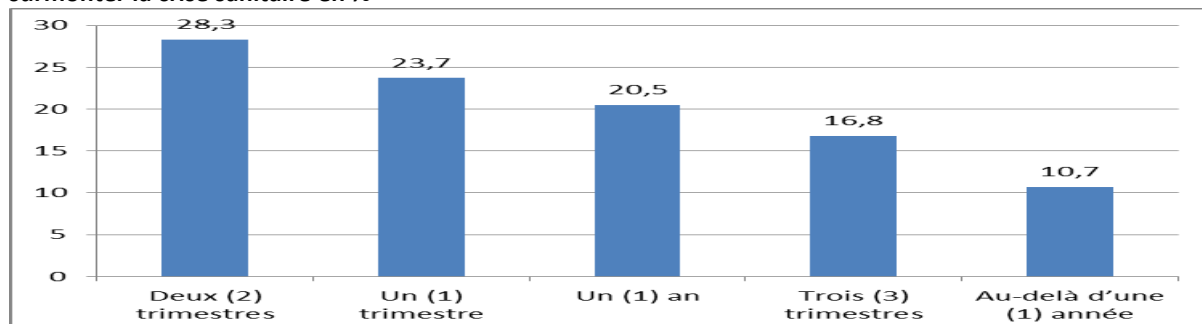
Tableau 55 : Les raisons pour lesquelles les entreprises/UPI n'ont pas sollicité d'aides pour surmonter l'impact négatif de la COVID-19 sur leurs activités

Raisons pour lesquelles les entreprises/UPI n'ont pas sollicité d'aide pour surmonter l'impact négatif de la COVID-19 sur leurs activités	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
	Oui		Non		Total	
1. Pas nécessaire (assez de ressources)	64	13,4	413	86,6	477	100,0
2. Manque d'informations/conseils adéquats	328	67,4	159	32,6	487	100,0
3. N'espère pas en bénéficier car compliqué	294	60,0	196	40,0	490	100,0
4. Autres raisons de la non sollicitation de l'aide	43	9,1	428	90,9	471	100,0

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Enfin, pour ce qui est des perspectives de sortie de crise et de retour à la normale, les entreprises interrogées sont plus ou moins optimistes. En effet, seulement 10,7% (graphique 24) d'entre elles, déclarent que leur situation pourrait revenir à son niveau d'avant la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19, à condition de bénéficier des aides et des mesures économiques promises par le Gouvernement. Dans cette optique, les entreprises du secteur modernes sont moins nombreuses à être pessimistes (42,5%) que celles de l'informel (57,5%) (voir tableau 56) et envisagent un retour à la normale de leurs activités à l'horizon d'un (1) an au plus.

Graphique 24 : Selon vous, dans combien de temps, la situation des entreprises/UPI pourrait revenir à son niveau d'avant la crise sanitaire de la COVID-19 (chiffre d'affaires, emploi salarié et investissement en particulier), si elles bénéficient des aides promises et des mesures économiques du Gouvernement pour surmonter la crise sanitaire en %



Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

Tableau 56 : Selon vous, dans combien de temps, la situation des entreprises/UPI selon le domaine d'activités pourrait revenir à son niveau d'avant la crise sanitaire de la COVID-19 (chiffre d'affaires, emploi salarié et investissement en particulier), si elles bénéficient des aides promises et des mesures économiques du Gouvernement pour surmonter la crise sanitaire

Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?		Selon vous, dans combien de temps, la situation de votre entreprise pourrait revenir à son niveau d'avant la crise sanitaire de la COVID-19 (chiffre d'affaires, emploi salarié et investissement en particulier), si vous bénéficiez des aides promises aux entreprises et des mesures économiques du Gouvernement pour surmonter la crise sanitaire ?					Total
		Un (1) trimestre	Deux (2) trimestres	Trois (3) trimestres	Un (1) an	Au-delà d'une (1) année	
Activités du secteur moderne	Effectif	12	17	9	21	17	76
	%	13,5%	16,0%	14,3%	27,3%	42,5%	20,3%
	% du total	3,2%	4,5%	2,4%	5,6%	4,5%	20,3%
Activités informelles	Effectif	77	89	54	56	23	299
	%	86,5%	84,0%	85,7%	72,7%	57,5%	79,7%
	% du total	20,5%	23,7%	14,4%	14,9%	6,1%	79,7%
Total	Effectif	89	106	63	77	40	375
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
	% du total	23,7%	28,3%	16,8%	20,5%	10,7%	100,0%

Source : INS (2020), enquête téléphonique relative à l'impact de la COVID-19 sur les entreprises (Vague 1^{er} trimestre)

VI. CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS ET DIFFICULTES RENCONTREES

Au terme de cette étude, il y'a lieu de constater que la pandémie de COVID-19 et les mesures de lutte contre sa propagation y relatives, prises par le Gouvernement, ont eu des effets significatifs sur les activités des entreprises tant du secteur moderne que de l'informel mais aussi sur l'ensemble de l'économie nigérienne.

Concernant les entreprises, les principaux résultats de l'étude indiquent une baisse du chiffre d'affaires comprise entre 25 et 50% pour la majorité des entreprises interrogées dont 39,9% pour celles de l'informel et 38,8% pour celles du moderne. La baisse du chiffre constatée au niveau des entreprises est expliquée en grande partie par la mesure relative à la fermeture des frontières et à l'isolement de la ville de Niamey, lesquelles ont entraîné une baisse de la clientèle et beaucoup de difficultés d'approvisionnement.

Pour ce qui est de l'emploi, la majorité des entreprises (64,7%), situe la baisse de leurs effectifs salariés entre 25 et 50% dont plus de 56% sont composées d'entreprises individuelles. Afin de faire face à cette situation, la moitié (50%) des entreprises en majorité celles du secteur informel (72,4%) a diminué la durée du travail ; 27,8% ont opté pour le travail à temps partiel (dont 71,4% composées d'entreprises informelles), tandis que 26,2% (dont 70,8% d'entreprises informelles) ont suspendu, de manière temporaire, leurs activités.

En outre, plus de 79,7% des entreprises dont 80,8% d'entreprises informelles ont connu une baisse de leurs investissements. Ainsi, plus des 4/5, soit 87,9% des entreprises du secteur informel interrogées, ont déclaré un recul de leurs investissements, entre 0 et 25% contre moins de 1/5 (12,1%), pour celles du secteur moderne. Aussi environ ¾ des entreprises du secteur informel (74,2%) ont déclaré une baisse d'investissement de plus grande ampleur (entre 75% et plus) contre 25,8% pour celles du moderne.

Les entreprises interrogées n'ont pas une bonne appréciation des mesures de soutiens fiscales prises par le Gouvernement. En effet, plus de 60% des entreprises interrogées dont 84,6% du secteur informel, ne pensent pas que ces mesures de soutiens fiscales pourront les aider à surmonter la crise sanitaire de la COVID-19. Ainsi, la plupart des entreprises interrogées (92,5%), soit plus de 9/10, en particulier celles de l'informel (82,8% des effectifs des entreprises) n'a pas sollicité l'aide du Gouvernement, afin de surmonter les effets négatifs résultant de la crise sanitaire de la COVID-19. Parmi les raisons avancées par les entreprises n'ayant pas sollicité l'aide du Gouvernement, figurent essentiellement : le manque d'informations et de conseils adéquats (67,4%) et le manque d'espoir des entreprises sur la possibilité d'en bénéficier car étant jugé compliquée (60,0%).

En termes de canal de transmission principal de transmission des effets de la COVID-19 sur les entreprises nigériennes, il faut retenir les mesures de lutte contre la propagation du virus qui ont eu le plus d'un impact négatif sur le chiffre d'affaires, l'emploi et l'investissement sont : la fermeture des frontières terrestres et l'isolement de la ville de Niamey.

Les résultats de la simulation de l'impact de la COVID-19 sur l'économie du Niger soulignent que le principal canal de transmission est la baisse de revenu des ménages au niveau national (-1,1%) induite par une baisse moyenne de la rémunération du facteur travail notamment au niveau du personnel non qualifié (-1,8%) sur la période de simulation 2020-2024. En effet, les résultats issus des simulations sur le MEGC confirment que les mesures de confinement prises par le Gouvernement, pour ralentir la propagation de la COVID-19,

sembleraient plus affecter les travailleurs non qualifiés qui sont pour l'essentiel issus du secteur non enregistré ou informel.

Au regard de l'importance des impacts de la COVID-19 sur l'activité des entreprises du secteur informel et formel et des attentes exprimées par les chefs d'entreprises, les recommandations suivantes sont formulées à l'endroit du Gouvernement et des partenaires au développement. Elles se résument comme suit :

7. Rendre opérationnelles les mesures de soutien aux entreprises dans un délai court en accordant un moratoire pour le paiement de certains impôts;
8. Accélérer la mise en place d'un fonds de soutien conséquent pour les entreprises du secteur informel, qui sont les plus affectées ;
9. Réduire les charges sociales des entreprises pour leur permettre de faire face aux coûts induits par la crise ;
10. Rééchelonner les crédits bancaires accordés par les banques aux entreprises en leur assurant la garantie de l'Etat ;
11. Poursuivre l'apurement de la dette intérieure de l'Etat, et;
12. Enfin, intensifier les campagnes de sensibilisation sur la COVID-19 auprès des chefs d'entreprises du secteur informel en priorité.

Les principales difficultés lors de cette première (1^{ère}) vague d'enquête auprès des entreprises des secteurs moderne et informel ont trait à :

3. le manque de coopération de certaines entreprises par rapport à l'entretien téléphonique qui est à la base du nombre important de refus et ;
4. l'indisponibilité de certaines entreprises du secteur informel répertoriées dans la base de l'Enquête Régionale Intégrée sur le Secteur Informel (ERI-ESI) réalisée en 2017.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Anderson, R. ; Heesterbeek, H. ; Klinkenberg, D. ; Hollingsworth, T.D. How will Country-Based Mitigation Measures Influence the Course of the COVID-19 Epidemic? Available online: [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(20\)30567-5/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(20)30567-5/fulltext), mars 2020 ;
- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) du Sénégal. (2020). "COVID-19: suivi de l'impact sur les Unités de Production Informelles", du 23 juin au 06 août 2020, septembre 2020;
- Aguiar, A, B Narayanan and R McDougall (2016), "An Overview of the GTAP 9 Data Base", *Journal of Global Economic Analysis* 1(1): 181-208.
- Blom, D., JP, Sevilla. (2018), "les maladies infectieuses, nouvelles ou réémergentes peuvent avoir des conséquences économiques", Finance et développement, juin 2018 ;
- Centre marocain de Conjoncture. (2020), " Analyse de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'économie marocaine", mars 2020 ;
- Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo. (2020). "Effets de la crise sanitaire liée au COVID-19 sur les activités des entreprises du secteur privé togolais", CCI-TOGO, mai 2020;
- Commission de l'UEMOA. (2020). "Impact de la pandémie de COVID-19 sur le secteur privé de l'UEMOA", mai 2020;
- Fonds Monétaire International. (2020). "Perspectives économiques mondiale", octobre 2020;
- Haut-Commissariat au Plan (HCP) du Maroc. (2020). " Impact de la COVID-19 sur l'économie marocaine", avril 2020;
- Huber, C, L Finelli and W Stevens (2018), "The Economic and Social Burden of the 2014 Ebola Outbreak in West Africa", *The Journal of Infectious Diseases* 218(S5): S698–S704. Kirk, R, B D Hoffman, B P Lyimo et al. (2018), "Tanzania DTIS 2017", World Bank;
- Institut National de la Statistique (INS) de la Tunisie. (2020). " Impact de la crise de la COVID-19 sur le secteur privé," mai-juin 2020;
- Institut National de la Statistique (INS) du Cameroun. (2020). " Evaluation des effets socio-économiques de la COVID-19", phase 1, mai 2020;
- Institut National de la Statistique (INS) du Niger. (2020). " Comptes rapides 2019, provisoires 2018 et définitifs 2017," juin 2020;
- Landry Faye S., Ndoye T., Desclaux Alice, Eboko Fred, Egrot Marc, Taverne Bernard. (2017), "Epidémies en Afrique de l'Ouest et du Centre", IRD, Sénégal ;
- Ministère du Plan du Niger. (2020). " Note de cadre macroéconomique et budgétaire", juin 2020;
- Ministère du Plan et du Développement de Côte d'Ivoire .(2020). " Evaluation de l'impact de la COVID-19 sur les activités des entreprises du secteur informel", rapport final, mai 2020;
- Observatoire Français de la Conjoncture et des Etudes Economiques. (2020), " évaluation en mars 2020 de l'impact économique de la pandémie de COVID-19 et des mesures de confinement en France", Département Analyse et Prévision de l'OFCE, avril 2020 ;
- Oppenheim B, M Gallivan, N K Madhav et al. (2019), "Assessing global preparedness for the next pandemic: development and application of an Epidemic Preparedness Index", *BMJ Global Health* 2019(4): e001157. DOI : 10.1136/bmjgh-2018-001157;
- Paul Agu Igwe.(2020), "Coronavirus with Looming Global Health and Economic Doom. African Development Institute of Research Methodology", 1(1), pp.1-06 ;
- Statistics South Africa. (2020). "Business impact survey of the COVID-19 pandemic in South Africa", online the 21 april 2020
- Thomas, M R, G Smith, F H Ferreira et al. (2015), "The economic impact of Ebola on sub-Saharan Africa: updated estimates for 2015", World Bank.van der Mensbrugghe, D (2008), "The Environmental Impact and Sustainability Applied General Equilibrium (ENVISAGE) Model", World Bank;
- World Bank (2019), "The Economic Impact of the 2018 Ebola Epidemic in the Democratic Republic of Congo Estimates for DRC and Four Neighboring Countries", World Bank;

ANNEXES

Annexe 1 : Situation des mesures barrières prises par les Etats membres de l'UEMOA

	Bénin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Togo	Sénégal
Mesures barrières à la propagation de la pandémie du COVID-19								
Intensification des campagnes de sensibilisation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Etat d'urgence sanitaire	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Fermeture des frontières	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Bouclage/Confinement des villes avec des cas détectés de coronavirus	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Instauration d'un couvre-feu	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Mise en quarantaine/Auto-confinement des voyageurs, des cas suspects, des contacts des malades dans les centres réquisitionnés par l'Etat, personnes testées positives et nécessitant pas une hospitalisation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Renforcement du contrôle sanitaire aux différentes frontières	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Fermeture de tous les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et supérieur pour une période déterminée et renouvelable	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Fermeture des lieux de culte	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Interdiction des rassemblements de plus de 50 personnes	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Réaménagement des horaires de travail (Journée continue)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Gratuité totale du diagnostic et de la prise en charge de tous les cas suspects et confirmés de Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Fermetures des lieux de rassemblement notamment les bars, maquis, restaurants et boîtes de nuit	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Imposition du port du masque	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Arrêt du transport en commun	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Fermeture des marchés	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Confinement des populations	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Mesures sociales								
Exonération du paiement de factures d'eau et électricité pour les tranches sociales	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Mise en place d'un programme de résilience économique et sociale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Distribution de denrées alimentaires aux populations vulnérables	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Remise de peine de prisonniers	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Source : Commission de l'UEMOA

Annexe 2: Questionnaire de l'enquête téléphonique sur l'impact de la COVID-19 auprès des entreprises

Conformément à la loi N° 2014-66 du 5 novembre 2014 modifiant la loi N° 2004-011 du 30 mars 2004 portant sur l'organisation de l'activité statistique, les informations individuelles recueillies lors de cette enquête sont strictement confidentielles et soumises au secret statistique : Vos réponses ne serviront qu'à l'élaboration des tableaux statistiques anonymes et ne sauraient, en aucun cas, être utilisées à des fins de répression économique ou fiscale.

EVALUATION DE L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR L'ECONOMIE NIGERIENNE

QUESTIONNAIRE POUR LES ENTREPRISES DES SECTEURS MODERNE ET INFORMEL

N° du questionnaire.....

Date de remplissage |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

NOTE INTRODUCTIVE A L'ATTENTION DES ENTREPRISES ENQUETEES

Bonjour M. le DG ou autre responsable, je me nomme , agent enquêteur recruté par l'INS.

Comme vous le savez, Monsieur le DG ou autre responsable, avec la pandémie de la COVID-19 qui sévit actuellement au Niger et dans le monde, beaucoup d'entreprises ont été affectées. A cet effet, le Gouvernement par l'intermédiaire de l'INS veut évaluer l'impact de cette pandémie sur le chiffre d'affaires, le niveau de l'emploi et d'investissement des entreprises nationales afin de les soutenir et relancer l'économie nationale. C'est dans ce cadre que votre entreprise ou UPI a été tirée de façon aléatoire pour cet interview qui ne prendra pas plus de 15 min. Par ailleurs, je vous assure que les informations que vous me fournirez sont strictement confidentielles et protégées par la loi N° 2014-66 du 5 novembre 2014 modifiant la loi N° 2004-011 du 30 mars 2004 portant sur l'organisation de l'activité statistique.

I. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE/UIP

- 1.1. Dans quel domaine s'inscrivent vos activités ?
 1. Activités du secteur moderne | _ |
 2. Activités informelles
- 1.2. Dénomination de l'entreprise/UIP
- 1.3. Nom du Responsable de l'entreprise/UIP.....
- 1.4. Fonction du répondant
 1. Président Directeur Général
 2. Directeur Général/Directeur Général Adjoint | _ |
 2. Directeur des Ressources Humaines
 3. Directeur Ressources financières et matérielles
 4. Comptable
 5. Apprenti
 6. Autre (à préciser)
- 1.5. Région d'implantation de l'entreprise/UIP
 1. Agadez
 2. Dosso
 3. Diffa | _ |
 4. Maradi
 5. Tahoua
 6. Tillabéri
 7. Zinder
 8. Niamey
- 1.6. Localisation géographique de l'entreprise/UIP.....
- 1.7. Téléphone du répondant | _ | | _ | | _ | | _ | | _ | | _ |
- 1.8. Adresse électronique du répondant de l'entreprise/UIP :
@.....
- 1.9. E-mail :
- 1.10. Site web :
- 1.11. Date de démarrage des activités | _ | | _ | / | _ | | _ | / | _ | | _ | | _ |
- 1.12. Statut juridique de l'entreprise/UIP
 1. Société à Responsabilité Limitée (SARL) | _ |
 2. Société Anonyme (SA)

3. Entreprise individuelle	
1.13. Classification économique de l'entreprise /UPI selon l'activité	
1. Industrielle	__
2. Commerciale	
3. Artisanale	
4. Agricole	
5. Service	
1.14. Classification économique de l'entreprise/UPI selon la taille	
1. Grande Entreprise (GE)	
2. Petite et Moyenne Entreprise (PME)	
3. Très Petite Entreprise (TPE)	__
4. Familiale	
5. Associations d'entrepreneurs	
6. Coopérative	
7. Individuelle	
8. Autre (à préciser)	
1.15. Votre entreprise/UPI tient-elle une comptabilité ?	__
1. Oui	
2. Non	
1.16. Depuis combien de temps votre entreprise/UPI tient-elle une comptabilité ?	
1. Moins d'un an	
2. Un an	__
3. Plus d'un an	
1.17. Quel type de comptabilité votre entreprise/UPI utilise-t-elle ?	
1. Comptabilité générale	__
2. Comptabilité analytique	
1.18. Votre entreprise/UPI dispose-t-elle d'un NIF ?	
1. Oui	__
2. Non	
1.19. Si oui, quel votre numéro d'identité fiscale (NIF) ?	
1.20. Si non, pourquoi n'avez-vous pas de NIF ? (Donner une raison)	
1.21. Dans quel type de local l'entreprise/UPI exerce ses activités ?	

1. Ambulant ;
2. Poste improvisé sur la voie publique ;
3. Poste fixe sur la voie publique ;
4. Domicile des clients ;
5. Dans votre domicile sans installation particulière ;
6. Dans votre domicile avec une installation particulière ;
7. Marché/Place du marché ;
8. Local professionnel (bureau, usine, magasin, entrepôt) ;
9. Location
10. Autre (à préciser)

|_|_|_|

1.22. Branche d'activité économique principale (nomenclature des pays membres d'AFRISTAT première révision) couvert par vos activités (cocher l'activité principale, soit celle qui occupe plus de 60% de vos activités) :

101 - Agriculture	_ _ _
102 – Elevage et chasse	
103 – Sylviculture et exploitation forestière	
104 – Pêche, pisciculture et aquaculture	
201 – Activités extractives	
202 – Activités de fabrication	
203 – Production et distribution d'électricité et de gaz	
204- Production et distribution d'eau, assainissement	
205 - Construction	
301 – Commerce, réparation auto et motocycles	
302 – Transports et entreposages	
303 - Activités d'hébergement et de restauration	
304 – Communications et informations	
305 - Activités financières et d'assurance	
306 – Activités immobilières	
307 – Activités professionnelles, scientifiques et techniques	
308 – Activités de soutien aux entreprises et de bureau	
309- Activités d'administration publique	
310- Enseignement	
311- Activités de santé humaines et d'actions sociale	

312- Autres services non inclus ailleurs		
<p>1.23. Activité économique secondaire (nomenclature des pays membres d'AFRISTAT première révision) couvert par vos activités (cocher l'activité principale secondaire)</p>		
101 - Agriculture	_ _ _	
102 – Elevage et chasse		
103 – Sylviculture et exploitation forestière		
104 – Pêche, pisciculture et aquaculture		
201 – Activités extractives		
202 – Activités de fabrication		
203 – Production et distribution d'électricité et de gaz		
204- Production et distribution d'eau, assainissement		
205 - Construction		
301 – Commerce, réparation auto et motocycles		
302 – Transports et entreposages		
303 - Activités d'hébergement et de restauration		
304 – Communications et informations		
305 - Activités financières et d'assurance		
306 – Activités immobilières		
307 – Activités professionnelles, scientifiques et techniques		
308 – Activités de soutien aux entreprises et de bureau		
309- Activités d'administration publique		
310- Enseignement		
311- Activités de santé humaines et d'actions sociale		
312- Autres services non inclus ailleurs		

II. IMPACT SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

2.1. Quel était le chiffre d'affaires (hors taxes) trimestriel en 2019 de votre entreprise/UIP ?

|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| F CFA

2.2. Du 1^{er} janvier au 12 mars 2020 (avant le début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19), le chiffre d'affaires total trimestriel de votre entreprise/UIP était-il ... ?

1. En hausse
2. Stable
3. En baisse

|_|

2.3. Depuis le 13 mars 2020 (depuis le début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19), le chiffre d'affaires total trimestriel de votre entreprise/UIP est-il ... ?

1. En hausse
2. Stable
3. En baisse

|_|

2.4. Selon vous, ces mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 ci-après, ont-elle eu des impacts sur le chiffre d'affaires de votre entreprise ?

1. Oui 2. Non

01. Isolement de la ville de Niamey
02. Instauration du couvre-feu
03. Restriction des rassemblements et des réunions
04. Interdiction des ateliers et des séminaires
05. Fermeture des frontières terrestres pour les personnes physiques
06. Fermeture des aéroports
07. Fermeture des écoles
08. Fermeture des lieux de réjouissance comme les bars et les boîtes de nuit
09. Réduction des horaires de travail de 08h à 14h
10. Mise en place des mesures de distanciation physique
11. Autre mesure anti-COVID-19 (à préciser)

|_|
|_|
|_|
|_|
|_|
|_|
|_|
|_|
|_|
|_|
|_|

2.5. Dans quelle proportion estimez-vous l'impact sur le chiffre d'affaires depuis le début de mise en place des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 en date du 13 mars 2020 ?

1. 0-25%
2. 25-50%
3. 50-75%
4. 75% et plus

|_|

2.6. Comment avez-vous adapté vos activités habituelles afin d'optimiser l'impact de la COVID-19 sur le chiffre d'affaires de votre

entreprise/UIP ?

- | | |
|---|---|
| 1. Ventes en ligne | _ |
| 2. Nouveau système de livraison | _ |
| 3. Collaboration à une plateforme collaborative locale de vente | _ |
| 4. Renforcement des gestes barrières d'hygiène | _ |
| 5. Changement des heures d'ouverture | _ |
| 6. Innovation en exerçant de nouvelles activités | _ |
| 7. Réduction de la production | _ |
| 8. Autre stratégie d'adaptation (à préciser) | _ |

2.7. Dans ce contexte de la pandémie de la COVID-19, dans le cas avéré de baisse de votre chiffre, quelles sont les principales difficultés spécifiques de votre entreprise/UIP ?

- | | |
|---|-----|
| 01. Difficultés d'approvisionnement | _ _ |
| 02. Mise au chômage partiel ou total de vos employés | _ _ |
| 03. Baisse de la clientèle | _ _ |
| 04. Baisse des ventes | _ _ |
| 05. Manque d'accès aux financements | _ _ |
| 06. Manque d'accès à l'information économique (mesures de soutiens du Gouvernement, facilité fiscale) | _ _ |
| 07. Difficulté de transport des marchandises et d'effectuer des déplacements à l'intérieur du territoire nigérien | _ _ |
| 08. Envoi de marchandises bloqué | _ _ |
| 09. Difficultés à contacter les fournisseurs/clients | _ _ |
| 10. Coûts liés à la gestion des questions sanitaires | _ _ |
| 11. Hausse des prix des consommations intermédiaires | _ _ |
| 12. Autre difficulté spécifique (à préciser) | _ _ |

III. IMPACT SUR L'EMPLOI

3.1. Quel était le nombre d'effectifs salariés trimestriels permanents de votre entreprise/UIP en 2019 ?

|_|_|_|_|_|_|_| employés

3.2. Du 1^{er} janvier au 12 mars 2020 (avant la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19), votre effectif salarié était-il ... ?

1. En hausse

2. Stable

|_|

3. En baisse

3.3. Depuis le 13 mars 2020 (depuis la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19), votre effectif salarié est-il ... ?

- 1. En hausse
- 2. Stable
- 3. En baisse

|__|

3.4. Selon vous ces mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19, ont-elles eu un d'impact (positif ou négatif) sur l'emploi de vos salariés ?

1. Oui 2. Non

- 01. Isolement de la ville de Niamey
- 02. Instauration du couvre-feu
- 03. Restriction des rassemblements et des réunions
- 04. Interdiction des ateliers et des séminaires
- 05. Fermeture des frontières terrestres pour les personnes physiques
- 06. Fermeture des frontières aériennes et des aéroports
- 07. Fermeture des écoles
- 08. Fermeture des lieux de culte
- 09. Réduction des horaires de travail de 08h à 14h
- 10. Fermeture des lieux de réjouissance comme les bars et les boites de nuit
- 11. Mise en place des mesures de distanciation physique
- 12. Autre mesure anti-COVID-19 (à préciser)

|__|

|__|

|__|

|__|

|__|

|__|

|__|

|__|

|__|

|__|

|__|

|__|

3.5. Dans quelle proportion estimez-vous la baisse de vos effectifs depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 au premier trimestre 2020 ?

- 1. 0-25%
- 2. 25-50%
- 3. 50-75%
- 4. 75% et plus

|__|

3.6. Dans quelle proportion estimez-vous l'augmentation de vos effectifs depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 en début de mars 2020 ?

- 1. 0-25%
- 2. 25-50%
- 3. 50-75%
- 4. 75% et plus

|__|

3.7. Citez les mesures qui ont été prise pour faire face à l'impact négatif ou positif de la COVID-19 sur l'emploi dans votre entreprise/UPI ? (Citez-en trois (3) au plus)

- 1. Hausse du temps de travail

2. Baisse du temps de travail	
3. Arrêt temporaire des activités	__
4. Travail à temps partiel	
5. Chômage technique	
6. Licenciement	__
7. Changement d'activités	
8. Recrutement de personnel temporaire	__
9. Télétravail /travail à distance	
10. Système de relève	
11. Autre mesure (à préciser)	
12. Aucune mesure	
3.8. Au cours de la période de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19, quelle a été la répartition de vos salariés selon les mesures citées au niveau de la question 3.7:	
3.8.1. Baisse du temps de travail pour :	
1. La plupart des salariés (75% et plus)	
2. Une majorité des salariés (60 à 74%)	__
3. Certains salariés (10 à 49%)	
4. Quelques salariés (moins de 10%)	
5. Aucun salarié (0%)	
3.8.2. Hausse du temps de travail pour :	
1. La plupart des salariés (75% et plus)	
2. Une majorité des salariés (60 à 74%)	__
3. Certains salariés (10 à 49%)	
4. Quelques salariés (moins de 10%)	
5. Aucun salarié (0%)	
3.8.3. Arrêt temporaire des activités pour :	
1. La plupart des salariés (75% et plus)	
2. Une majorité des salariés (60 à 74%)	__
3. Certains salariés (10 à 49%)	
4. Quelques salariés (moins de 10%)	
5. Aucun salarié (0%)	
3.8.4. Travail à temps partiel pour :	
1. La plupart des salariés (75% et plus)	__
2. Une majorité des salariés (60 à 74%)	
3. Certains salariés (10 à 49%)	

4. Quelques salariés (moins de 10%)

5. Aucun salarié (0%)

3.8.5. Chômage technique pour :

1. La plupart des salariés (75% et plus)

2. Une majorité des salariés (60 à 74%)

3. Certains salariés (10 à 49%)

4. Quelques salariés (moins de 10%)

5. Aucun salarié (0%)

| __ |

3.8.6. Licenciement pour :

1. La plupart des salariés (75% et plus)

2. Une majorité des salariés (60 à 74%)

3. Certains salariés (10 à 49%)

4. Quelques salariés (moins de 10%)

5. Aucun salarié (0%)

| __ |

3.8.7. Changement d'activités pour :

1. La plupart des salariés (75% et plus)

2. Une majorité des salariés (60 à 74%)

3. Certains salariés (10 à 49%)

4. Quelques salariés (moins de 10%)

5. Aucun salarié (0%)

| __ |

3.8.8. Recrutement de personnel temporaire pour :

1. La plupart des salariés (75% et plus)

2. Une majorité des salariés (60 à 74%)

3. Certains salariés (10 à 49%)

4. Quelques salariés (moins de 10%)

5. Aucun salarié (0%)

| __ |

3.8.9. Télétravail/travail à distance pour :

1. La plupart des salariés (75% et plus)

2. Une majorité des salariés (60 à 74%)

3. Certains salariés (10 à 49%)

4. Quelques salariés (moins de 10%)

5. Aucun salarié (0%)

| __ |

3.8.10. Système de relève pour :

1. La plupart des salariés (75% et plus)
2. Une majorité des salariés (60 à 74%)
3. Certains salariés (10 à 49%)
4. Quelques salariés (moins de 10%)
5. Aucun salarié (0%)

|__|

3.8.11. Autre mesure (à préciser) pour :

1. La plupart des salariés (75% et plus)
2. Une majorité des salariés (60 à 74%)
3. Certains salariés (10 à 49%)
4. Quelques salariés (moins de 10%)
5. Aucun salarié (0%)

|__|

3.9. Depuis le 13 mars 2020, avez-vous mis en place des mesures de préventions en vue de protéger vos employés

contre la COVID-19 ?

1. Oui
2. Non

|__|

|__|

3.10. Si oui, quelles mesures de préventions contre la COVID-19 avez-vous mises en place pour

protéger les salariés qui ont été maintenus dans l'entreprise ? (Citez-en trois au plus)

1. Aide au transport individuel
2. Distribution gratuite de masques/gels hydro alcooliques ou de savon
3. Mise en place de distance de protection vis-à-vis des collègues et des clients
4. Désinfection régulière des locaux de l'entreprise
5. Autre mesure de prévention (à préciser)

|__|

|__|

|__|

|__|

3.11. Si non, pour quelles raisons n'avez-vous pas pu mettre en place les mesures de prévention citées au 3.9 en

faveur des salariés pour les protéger de la COVID-19 ?

1. Manque des équipements nécessaires
2. Insuffisance de ressources financières
3. Impossible compte tenu de l'organisation des activités de l'entreprise
4. Pas nécessaire compte tenu de l'organisation des activités de l'entreprise
5. Ne crois pas à la maladie du COVID-19
5. Autre raison (à préciser)

|__|

|__|

|__|

|__|

|__|

|__|

IV. IMPACT SUR L'INVESTISSEMENT

4.1. Du 1^{er} janvier au 12 mars 2020 (avant la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19), comment qualifiez-vous le niveau de vos investissements ?

1. Satisfaisant
2. Stable
3. Pas satisfaisant

|__|

4.2. Depuis le 13 mars 2020 (depuis le début de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la COVID-19), le niveau de vos investissements est-il ... ?

1. En hausse
2. Stable
3. En baisse

|__|

4.3. Durant cette période de pandémie de COVID-19, quel en est l'impact sur vos investissements ?

1. Négatif
2. Positif

4.4. Depuis le 13 mars 2020, avec l'entrée en vigueur des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19, avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques et des autres établissements de crédits pour assurer le financement de vos investissements ?

1. Oui
2. Non

|__|

4.5. Selon les mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19, ont-elles eu un impact (positif ou négatif) sur le niveau de vos investissements ?

1. Oui 2. Non

01. Isolement de la ville de Niamey

|__|

02. Instauration du couvre-feu

|__|

03. Restriction des rassemblements et des réunions

|__|

04. Interdiction des ateliers et des séminaires

|__|

05. Fermeture des frontières terrestres pour les personnes physiques

|__|

06. Fermeture des frontières aériennes et des aéroports

|__|

07. Fermeture des écoles

|__|

08. Fermeture des lieux de culte

|__|

- | | |
|--|---|
| 09. Réduction des horaires de travail de 08h à 14h | _ |
| 10. Fermeture des lieux de réjouissance comme les bars et les boites de nuit | _ |
| 11. Mise en place des mesures de distanciation physique | _ |
| 12. Autre mesure anti-COVID-19 (à préciser) | _ |
-
- 4.6. Dans quelle proportion estimez-vous la baisse de vos investissements depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 en début de mars 2020 ?
- | | |
|----------------|---|
| 1. 0-25% | |
| 2. 25-50% | _ |
| 3. 50-75% | |
| 4. 75% et plus | |
-
- 4.7. Dans quelle proportion estimez-vous l'augmentation de vos investissements depuis le début de mise en œuvre des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 en début de mars 2020 ?
- | | |
|----------------|---|
| 1. 0-25% | |
| 2. 25-50% | _ |
| 3. 50-75% | |
| 4. 75% et plus | |
-
- 4.8 En cas d'impact négatif de la COVID-19 sur l'investissement, quelles mesures ont été prises y pour faire face dans votre entreprise/UIP ? (Sélectionner les réponses qui s'appliquent)
- | | |
|--|---|
| 1. Achats de matériels et d'outils innovants permettant la lutte efficace contre la COVID-19 | _ |
| 2. Introduction de nouveaux produits ou services | _ |
| 3. Extension de la capacité de production, de vente ou d'accueil | _ |
| 4. Investissement dans la mise aux normes standards | _ |
| 5. Nouvelle implantation ou relocalisation | _ |
| 6. Autre mesure (à préciser) | _ |

4. PERCEPTION, ATTENTES ET AVIS DES ENTREPRISES/UIP SUR LES MESURES DE SOUTIEN DU GOUVERNEMENT

5.1. Pensez-vous que les mesures de soutien notamment fiscales (remise de TVA et suspension des contrôles fiscaux d'avril à mai 2020 par

exemple) prises par le Gouvernement pourront aider votre entreprise/UPI à surmonter la crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19?

1. Oui

2. Non

|__|

5.2. Selon vous, quelle mesures économiques spécifiques devraient être mises en place par les autorités nigériennes afin de minimiser les conséquences économiques de la pandémie de la COVID-19 sur votre UPI/entreprise ?

3. Apporter une assistance financière aux entreprises et établissements ne pouvant pas bénéficier des mesures fiscales mises en œuvre par le Gouvernement ;

|__|

4. Accorder une subvention salariale d'urgence aux entreprises les plus touchées ;

|__|

5. Mettre en place un fond spécifique d'appui aux entreprises les plus touchées par la COVID-19 ;

|__|

6. Accélérer l'apurement de la dette intérieure de l'Etat envers ses fournisseurs ;

|__|

7. Assurer la garantie de l'Etat aux prêts bancaires contractés par les entreprises les plus sensibles ;

|__|

8. Mettre en place une ligne de crédit selon les catégories d'entreprises ;

|__|

9. Autre mesure économique spécifique à prendre (à préciser)

|__|

5.3. Avez-vous déjà sollicité de l'aide auprès du Gouvernement afin de surmonter les impacts négatifs résultant de la crise sanitaire de la COVID-19 ?

1. Oui

2. Non

|__|

5.4. Si oui, quels types d'aide avez-vous sollicité pour surmonter les impacts négatifs résultant de la crise sanitaire de la COVID-19 ?

1. Oui 2. Non

1. Report des charges sociales/fiscales

|__|

2. Remise d'impôts directs

|__|

3. Demande d'activité partielle

|__|

4. Rééchelonnement de vos crédits bancaires

|__|

5. Accès à une ligne de crédit spécifique aux entreprises

|__|

6. Prêt de trésorerie garanti par l'Etat

|__|

7. Fonds de solidarités aux entreprises du secteur informel

|__|

8. Report de la facture du loyer, d'électricité et d'eau

|__|

5.5. Si non, pourquoi n'avez-vous pas sollicité d'aide pour surmonter les impacts négatifs résultant de la crise sanitaire de la COVID-19 ?

1. Oui 2. non

1. Pas nécessaire (assez de ressources)

|__|

2. Manqued'informations/conseilsadéquats |__|
3. N'espèrepasenbénéficiercarcompliqué |__|
4. Autre raison |__|
- 5.6. Selon vous, dans combien de temps, la situation de votre entreprise pourrait revenir à son niveau d'avant la crise sanitaire de la COVID-19 (chiffre d'affaires, emploi salarié et investissement en particulier), si vous bénéficiez des aides promises aux entreprises et des mesures économiques du Gouvernement pour surmonter la crise sanitaire ?
1. Un (1) trimestre
2. Deux (2) trimestres
3. Trois (3) trimestres
4. Un (1) an |__|
5. Au-delà d'une (1) année . . .

Fin du questionnaire

Nous vous remercions pour le temps consacré à répondre à ce questionnaire.

Annexe 3 : Macro MCS primaire ajustée du Niger de 2019 (en millions de F CFA)

	Activité	Produits	Facteurs	Institutions	Capital	RDM	Total
Activité		10 275 316				864 385	11 139 701
Produits	3 973 438			6 419 435	2 316 414		12 709 287
Facteurs	7 058 799					55 371	7 114 170
Institutions	107 464	444 173	7 071 669	2 060 457		463 498	10 147 261
Capital				1 430 484		885 930	2 316 414
RDM		1 989 798	42 500	236 885			2 269 184
Total	11 139 701	12 709 287	7 114 169	10 147 261	2 316 414	2 269 184	

Source : INS